

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DE SAINTES**

**PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU 8 JUIN 2021**

Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes s'est réuni en visioconférence le 8 juin 2021, sous la présidence de Monsieur Bruno DRAPRON.

Étaient présents :

Monsieur Bruno DRAPRON (sauf pour les délibérations n° 2021-89, 2021-92, 2021-95, 2021-98, 2021-101, 2021-104 et 2021-107)

Monsieur Eric PANNAUD,
Monsieur Francis GRELLIER,
Madame Marie-Line CHEMINADE (sauf pour les délibérations n° 2021-113 et 2021-114),
Monsieur Frédéric ROUAN,
Monsieur Alexandre GRENOT,
Monsieur Fabrice BARUSSEAU
Madame Véronique CAMBON,
Monsieur Pierre-Henri JALLAIS,
Monsieur Jérôme GARDELLE,
Monsieur Jean-Luc MARCHAIS,
Monsieur Philippe CALLAUD,
Monsieur Philippe DELHOUME,
Madame Véronique ABELIN-DRAPRON,
Madame Caroline AUDOUIN,
Monsieur Alain MARGAT,
Madame Evelynne PARISI

Monsieur Gérard PERRIN,
Monsieur Jean-Michel ROUGER (jusqu'à la délibération n° 2021-115),
Monsieur Jean-Claude DURRAT-SPRINGER (sauf pour les délibérations n° 2021-82, 2021-89 et 2021-90),
Monsieur Eric BIGOT (sauf pour les délibérations n° 2021-81 à 2021-84),
Monsieur Gaby TOUZINAUD (jusqu'à la délibération n° 2021-102),
Monsieur Bernard CHAIGNEAU,
Monsieur Joseph DE MINAC,
Monsieur Stéphane TAILLASSON (jusqu'à la délibération n° 2021-100),
Monsieur Jacki RAGONNEAUD (jusqu'à la délibération n° 2021-114),
Madame Agnès POTTIER,
Monsieur Raymond MOHSEN,
Monsieur David MUSSEAU,
Monsieur Bernard COMBEAU,

Madame Mireille ANDRE (sauf pour la délibération n° 2021-82),

Monsieur Jean-Marc AUDOUIN,
Monsieur Pierre HERVE
Monsieur Michel ROUX (jusqu'à la délibération n° 2021-119)
Madame Françoise LIBOUREL

Monsieur Jean-Luc FOURRE,
Madame Anne-Sophie SERRA-DAVISSEAU,
Madame Claudine BRUNETEAU,
Monsieur Cyrille BLATTES (jusqu'à la délibération n° 2021-111),
Monsieur Philippe ROUET (sauf pour les délibérations n° 2021-101 et 2021-102),
Monsieur Jean-Claude LANDREIN,
Madame Amanda LESPINASSE,
Monsieur Ammar BERDAI,
Monsieur Philippe CREACHCADEC,
Mme Charlotte TOUSSAINT,
Monsieur Thierry BARON
Monsieur Joël TERRIEN (sauf pour les délibérations n° 2021-102 et 2021-103),
Monsieur François EHLINGER,
Monsieur Laurent DAVIET (jusqu'à la délibération n° 2021-119),
Monsieur Pierre MAUDOUX (à partir de la délibération n° 2021-84),
Monsieur Pierre DIETZ (sauf pour les délibérations n° 2021-81 à 2021-88, 2021-97 et 2021-98),
Madame Céline VIOLLET (sauf pour les délibérations n° 2021-87 et 2021-88 et jusqu'à la délibération n° 2021-119),
Madame Florence BETIZEAU
Monsieur Patrick PAYET (jusqu'à la délibération n° 2021-94),
Madame Eliane TRAIN (sauf pour la délibération n° 2021-86),

Madame Annie GRELET a donné pouvoir à Monsieur Jean-Luc FOURRE,
Monsieur Pascal GILLARD donne pouvoir à Monsieur Fabrice BARUSSEAU,
Madame Véronique TORCHUT donne pouvoir à Madame Marie-Line CHEMINADE (sauf pour les délibérations n° 2021-113 et 2021-114)
Madame Dominique DEREN donne pouvoir à Monsieur Ammar BERDAÏ
Monsieur Charles DELCROIX donne pouvoir à Monsieur Joël TERRIEN (sauf pour les délibérations n° 2021-102 et 2021-103),

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE donne pouvoir à Monsieur Pierre DIETZ (sauf pour les délibérations n° 2021-81 à 2021-88, 2021-97 et 2021-98)

Monsieur Jean-Philippe MACHON donne pouvoir à Monsieur Philippe ROUET (sauf pour les délibérations n° 2021-101 et 2021-102)

Monsieur Jean-Pierre ROUDIER donne pouvoir à Madame Céline VIOLLET (sauf pour les délibérations n° 2021-87 et 2021-88 et jusqu'à la délibération n° 2021-119),

Monsieur Jean-Michel ROUGER (à partir de la délibération n° 2021-116), Monsieur Jean-Claude DURRAT-SPRINGER (pour les délibérations n° 2021-82, 2021-89 et 2021-90), Monsieur Eric BIGOT (pour les délibérations n° 2021-81 à 2021-84), Monsieur Gaby TOUZINAUD (à partir de la délibération n° 2021-103), Monsieur Stéphane TAILLASSON (à partir de la délibération n° 2021-101), Madame Sylvie CHURLAUD (à partir de la délibération n° 2021-112), Monsieur Jacki RAGONNEAUD (à partir de la délibération n° 2021-115), Monsieur Philippe ROUET (pour les délibérations n° 2021-101 et 2021-102), Madame Mireille ANDRE (pour la délibération n° 2021-82), Monsieur Michel ROUX (à partir de la délibération n° 2021-120), Monsieur Bruno DRAPRON (sauf pour les délibérations n° 2021-89, 2021-92, 2021-95, 2021-98, 2021-101, 2021-104 et 2021-107), Madame Marie-Line CHEMINADE (pour les délibérations n° 2021-113 et 2021-114), Madame Véronique TORCHUT (sauf pour les délibérations n° 2021-113 et 2021-114), Monsieur Joël TERRIEN (pour les délibérations n° 2021-102 et 2021-103), Monsieur Laurent DAVIET (à partir de la délibération n° 2021-120), Monsieur Charles DELCROIX (pour les délibérations n° 2021-102 et 2021-103), Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE (pour les délibérations n° 2021-81 à 2021-88, 2021-97 et 2021-98), Monsieur Pierre MAUDOUX (jusqu'à la délibération n° 2021-83), Monsieur Pierre DIETZ (pour les délibérations n° 2021-81 à 2021-88, 2021-97 et 2021-98), Monsieur Jean-Philippe MACHON (pour les délibérations n° 2021-101 et 2021-102), Monsieur Jean-Pierre ROUDIER (pour les délibérations n° 2021-87 et 2021-88 et à partir de la délibération n° 2021-120), Madame Céline VIOLLET (pour les délibérations n° 2021-87 et 2021-88 et à partir de la délibération n° 2021-120), Monsieur Rémy CATROU, Monsieur Patrick PAYET (à partir de la délibération n° 2021-95) et Madame Eliane TRAIN (pour la délibération n° 2021-86) sont excusés.

Monsieur Bernard COMBEAU est désigné secrétaire de séance.

Monsieur le Président ouvre la séance et souhaite la bienvenue aux membres pour ce dernier Conseil Communautaire en visioconférence. Il est en effet prévu de tenir celui du 6 juillet en présentiel à Saint-Georges-des-Coteaux.

Il rappelle que chaque jour, le centre de vaccination installé dans le hall Mendès-France procède à plus de 800 vaccinations. A partir du 15 juin, il sera possible de vacciner les jeunes dès 12 ans.

Il annonce la renaissance du site Saintronic, qui avait failli se transformer en zone de restaurants et supermarchés. Grâce à l'action combinée des élus et des services, il a été possible de rectifier rapidement le plan local d'urbanisme. Dès les mois de janvier-février, une entreprise du groupe Chavignac, spécialisée dans le matériel viticole, arrivera sur site. L'entreprise Zolux, située à proximité, va également pouvoir se positionner sur ce nouveau site, qui va revivre avec des emplois industriels. D'ici trois à quatre ans, plus de 120 emplois nouveaux arriveront sur le territoire. Les services de l'Agglomération travaillent en relation avec la Chambre de Commerce et d'Industrie pour proposer un soutien aux acteurs économiques du territoire. Une délibération sera proposée en ce sens, et 500 000 euros seront investis dans les entreprises afin de les aider à se sortir de la situation actuelle.

Il est également temps de passer au vote du compte administratif et du compte de gestion. Le 30 mars, les membres ont accordé leur confiance pour le vote du budget. L'exécutif souhaite les remercier pour cette confiance accordée, et présenter le détail des budgets.

La délibération sur les tarifs de la taxe de séjour sera présentée. Les tarifs de 2021 ont été conservés afin de favoriser l'activité touristique. Une délibération sur la Flow vélo sera elle aussi soumise. Il s'agit d'un investissement de plus de 10 millions d'euros sur le territoire, qui répond à une attente forte de celles et ceux qui pratiquent le vélo ainsi que des commerçants et des acteurs du tourisme.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint et procède à l'appel des membres.

Monsieur Bernard COMBEAU est désigné Secrétaire de séance.

Monsieur Michel ROUX ne peut que se féliciter que les bâtiments de Saintronic renouent avec la production industrielle pour créer de la valeur ajoutée et de la richesse sur le secteur. Il souhaite qu'il soit rappelé à Monsieur Alain MARTINEAU, PDG de GMD, de penser à payer les indemnités liées aux conventions collectives, notamment pour le personnel d'encadrement. Ces indemnités sont recensées, elles ont été déposées au greffe du tribunal. Une question se pose également sur ce qu'est devenu l'argent du Comité d'entreprise.

Monsieur le Président se fera son interprète auprès de Monsieur MARTINEAU.

Monsieur Pierre DIETZ fait part d'un message de Madame BENCHIMOL-LAURIBE, qui est malade depuis plusieurs jours et ne pourra pas assister au Conseil. Elle s'en excuse auprès de tous les élus présents, et fait part de son souhait de voter contre l'approbation des Procès-verbaux que l'ensemble des délibérations à l'ordre du jour.

Monsieur le Président précise qu'un certain nombre de délibérations porteront sur des désignations. Un premier vote aura d'abord lieu sur la possibilité de voter en distanciel. Si l'unanimité n'est pas obtenue, il conviendra d'attendre que la réunion se tienne en présentiel pour reporter les délibérations.

UNE AGGLOMÉRATION DOTÉE DE SERVICES SUPPORTS ET RESSOURCES

AFFAIRES GÉNÉRALES ET JURIDIQUES

Approbation des Procès-verbaux des Conseils Communautaires du 30 mars 2021 et du 27 avril 2021

En l'absence de remarques, Monsieur le Président soumet au vote l'approbation des Procès-verbaux.

Monsieur Michel ROUX signale qu'il n'a pas reçu les procès-verbaux.

Monsieur le Président explique que le document figurait en annexe, et s'excuse pour le manque de clarté.

Les Procès-verbaux des Conseils Communautaires du 30 mars 2021 et du 27 avril 2021 sont approuvés à la majorité des élus (1 vote contre de Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE).

2021-80. Modification de l'intérêt communautaire de la compétence « action sociale »

Monsieur le Président indique qu'il s'agit d'une des premières mesures que l'exécutif souhaite mettre en place pour la sortie de crise sanitaire. Ce dispositif vise à soutenir le commerce de proximité impacté par la fermeture obligatoire en créant 7 500 bons d'achat d'une valeur de 20 euros chacun, qui pourront être consommés sur le territoire afin d'aider à la relance. Une modification de l'intérêt communautaire de la compétence « action sociale » doit être effectuée, il est nécessaire de le compléter. Plusieurs centaines de commerces seront éligibles pour accepter ce bon d'achat. En l'absence de questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

En l'absence de questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que, dans le cadre du plan de relance économique du territoire, diverses mesures visant à faire face à la crise sanitaire liée à la COVID-19 ont été identifiées.

Parmi les mesures, un dispositif est proposé contribuant à la relance de la consommation sur le territoire de l'agglomération via le pouvoir d'achat des ménages et à la redynamisation économique du territoire. Ce dispositif permet de soutenir les commerces de proximité (magasins de vente non alimentaires, bars, cafés et restaurants) situés dans les centres villes et centres bourgs des communes de la Communauté d'agglomération de Saintes, durement impactés par la crise sanitaire du fait de l'interdiction d'ouverture au public sauf pour leurs activités de livraison et de retrait de commandes pour ceux qui le proposaient, et qui ont été concernés par cette interdiction en continu ou non sur la période du 30 octobre 2020 au 18 mai 2021 inclus en application du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 et décrets modificatifs successifs pris sur la période susvisée.

Le dispositif d'aide d'un montant de 150 000 € consiste à émettre «7500 bons d'achat d'une valeur de 20 € » à faire valoir dans les commerces concernés adhérant au dispositif. Ces bons d'achat seront remis aux particuliers résidant sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Une délibération viendra définir précisément le dispositif d'aide et le règlement d'octroi des bons d'achat.

Pour mettre en œuvre ce dispositif à l'échelle de l'Agglomération, il est nécessaire préalablement de compléter l'intérêt communautaire de la compétence action sociale exercée par la Communauté d'agglomération de Saintes et inscrite à l'article 6 II 2° de ses statuts.

Il est ainsi proposé de compléter l'intérêt communautaire de la compétence action sociale comme suit pour une prise d'effet du dispositif à compter du 21 juin 2021 :

Sont également définis d'intérêt communautaire :

« La création et la mise en œuvre du dispositif exceptionnel d'aide pour faire face à la crise sanitaire liée à la COVID-19 « 7500 bons d'achat d'une valeur de 20 € » qui seront distribués aux particuliers à faire valoir dans les commerces concernés adhérant au dispositif et situés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes ».

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L 5216-5,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, II, 2°) « action sociale d'intérêt communautaire »,

Vu la délibération n°2014-66 du Conseil Communautaire du 18 septembre 2014 portant modification des statuts de la CDA et annexant aux statuts dans le cadre de la compétence 6 II 2°) action sociale d'intérêt communautaire :

- Le a) « Participation à l'insertion professionnelle et sociale, à la formation professionnelle et à l'emploi » ;*
- le b) « Participation à la mise en place de chantiers d'insertion pour la réhabilitation du patrimoine, ces éléments relevant de l'intérêt communautaire,*

Vu la délibération n°2016-13 du Conseil Communautaire du 5 avril 2016 définissant d'intérêt communautaire l'action sociale santé dans le cadre de la compétence 6 II 2°) action sociale d'intérêt communautaire,

Vu la délibération n°2020-72 du Conseil Communautaire du 5 mars 2020 définissant également d'intérêt communautaire « la création, l'aménagement et la gestion d'un campus connecté » dans le cadre de la compétence 6 II 2°) action sociale d'intérêt communautaire,

Vu l'avis favorable de la conférence des maires en date du 26 mai 2021,

Considérant la volonté, dans le cadre du plan de relance économique du territoire, d'apporter un soutien aux commerces de proximité (magasins de vente non alimentaires, bars, cafés et restaurants) situés dans les centres villes et centres bourgs des communes de la Communauté d'agglomération de Saintes, durement impactés par la crise sanitaire du fait de l'interdiction d'ouverture au public sauf pour leurs activités de livraison et de retrait de commandes pour ceux qui le proposaient, et qui ont été concernés par cette interdiction en continu ou non sur la période du 30 octobre 2020 au 18 mai 2021 inclus en application du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 et décrets modificatifs successifs pris sur la période susvisée.

Considérant le souhait de contribuer à la relance de la consommation sur le territoire de l'agglomération via le pouvoir d'achat des ménages et ainsi participer à la redynamisation économique du territoire par la mise en place d'un dispositif d'aide sous forme de bons d'achat qui seront distribués aux particuliers résidant sur le territoire de la CDA,

Considérant qu'un fonds d'un montant de 150 000 € serait ainsi dédié à la mise en œuvre de ce dispositif « 7500 bons d'achat d'une valeur de 20 € » à faire valoir dans les commerces adhérant au dispositif,

Considérant qu'une délibération aura pour objet de définir le dispositif d'aide et le règlement d'octroi des bons d'achat aux particuliers,

Considérant que pour intervenir et mettre en œuvre le dispositif susvisé, il est nécessaire préalablement de compléter l'intérêt communautaire de la compétence action sociale exercée par la Communauté d'agglomération de Saintes et inscrite à l'article 6 II 2° de ses statuts,

Considérant qu'en application de l'article L.5216-5 III du CGCT, lorsque l'exercice des compétences mentionnées aux I et II de cet article est subordonné : « à la reconnaissance de leur intérêt communautaire, cet intérêt est déterminé par le conseil de la communauté d'agglomération à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés » [...],

Considérant que l'intérêt communautaire :

- définit la ligne de partage au sein d'une compétence entre les domaines d'actions transférés à la communauté et ceux qui restent de la compétence communale ;
- définit le niveau d'intervention de la communauté et la limite de son champ d'actions,

Au vu des éléments exposés, il est ainsi proposé au Conseil Communautaire :

- **de compléter** l'intérêt communautaire de la compétence « action sociale » en approuvant la définition d'intérêt communautaire suivante pour une prise d'effet du dispositif à compter du 21 juin 2021 :

Sont également définis d'intérêt communautaire :

« La création et la mise en œuvre du dispositif exceptionnel d'aide pour faire face à la crise sanitaire liée à la COVID-19 « 7500 bons d'achat d'une valeur de 20 € » qui seront distribués aux particuliers à faire valoir dans les commerces concernés adhérant au dispositif et situés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes ».

- **de charger** Monsieur le Président de l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 61 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-81. Association le SAS - Désignation d'un représentant

Monsieur le Président indique que la candidature de Patrick PAYET est proposée. Il rappelle qu'un vote est nécessaire afin que les élus fassent part de leur accord pour procéder aux désignations en votant à distance. Il est procédé à un vote à main levée sur ce point.

Les membres se prononcent favorablement à l'unanimité sur la possibilité de voter à main levée.

Le rapporteur rappelle que, dans le cadre des statuts de l'association le SAS modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 avril 2018, la Communauté d'Agglomération de Saintes compte 5 représentants au sein de l'Association.

Ces représentants ont été désignés par le Conseil Communautaire le 30 juillet 2020.

Le 4 février 2021, le Conseil d'Etat a procédé à l'annulation des opérations électorales du 15 mars 2020 à Thénac mettant, par conséquent, un terme au mandat de délégué communautaire de Monsieur Patrick PAYET.

Suite aux élections municipales et communautaires qui ont eu lieu le 11 avril 2021 à THENAC et à la démission de Mme Sylvie MERCIER de son mandat de conseillère communautaire, Monsieur Patrick PAYET est à nouveau conseiller communautaire et peut à nouveau représenter la Communauté d'Agglomération au sein de l'association le SAS.

Les représentants de la Communauté d'Agglomération au sein de l'association le SAS sont : M. Pierre-Henri JALLAIS, M. Pascal GILLARD, **M. Patrick PAYET**, Mme Françoise LIBOUREL et M. Gérard PERRIN

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 2121-21,

Vu la décision n° 443446 du Conseil d'Etat en date du 4 février 2021 procédant à l'annulation des opérations électorales qui se sont déroulées le 15 mars 2020 à Thénac,

Vu les élections municipales et communautaires qui se sont déroulées sur la commune de Thénac le 11 avril 2021 et les résultats proclamés à l'issue de ces élections,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu les statuts de l'association Le SAS modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 avril 2018,

Vu la délibération n°2020-147 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020 portant désignation des représentants de la CDA de Saintes à l'Association Le SAS,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes est représentée au sein de cette association par 5 représentants,

Considérant que les représentants de la Communauté d'Agglomération au sein de l'association le SAS ont été désignés par le Conseil Communautaire par délibération n°2020-147 du 30 juillet 2020,

Considérant que le 4 février 2021, le Conseil d'Etat a procédé à l'annulation des opérations électorales du 15 mars 2020 à Thénac mettant, par conséquent, un terme au mandat de délégué communautaire de Monsieur Patrick PAYET.

Considérant que suite aux élections municipales et communautaires qui se sont déroulées le 11 avril 2021 à THENAC et à la démission de Mme Sylvie MERCIER de son mandat de conseillère communautaire, Monsieur Patrick PAYET est de nouveau conseiller communautaire,

Considérant qu'il est proposé la candidature de Monsieur Patrick PAYET au sein de l'association le SAS,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de décider, par un vote à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret comme prévu à l'article L.2121-21 du CGCT dans le cadre de la désignation d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein de l'association le SAS.

- de désigner Monsieur Patrick PAYET comme représentant de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein de l'association le SAS, les 4 autres représentants de la CDA (M. Pierre-Henri JALLAIS, M. Pascal GILLARD, Mme Françoise LIBOUREL et M. Gérard PERRIN) demeurant désignés par délibération n°2020-147 du Conseil Communautaire du 30 juillet 2020.

- de charger Monsieur le Président de la notification de la présente délibération à l'association le SAS.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-82. Mission Locale de la Saintonge - Désignation d'un représentant

Monsieur le Président indique que Patrick PAYET est proposé.

Monsieur Raymond MOHSEN demande s'il n'est pas possible de se prononcer sur le vote à main levée pour l'ensemble des délibérations.

Monsieur le Président répond par la négative, il est nécessaire de procéder à ce premier vote pour chaque délibération portant sur la désignation d'un représentant. Il s'agit d'une disposition prévue par la loi.

Les membres se prononcent favorablement à l'unanimité sur la possibilité de voter à main levée.

Le rapporteur rappelle que, dans le cadre des statuts de la Mission Locale de la Saintonge (MILO) modifiés par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 juin 2017, la Communauté d'Agglomération de Saintes compte 8 représentants au sein du Conseil d'Administration de la MILO.

Ces représentants ont été désignés par le Conseil Communautaire le 30 juillet 2020.

Le 4 février 2021, le Conseil d'Etat a procédé à l'annulation des opérations électorales du 15 mars 2020 à Thénac mettant, par conséquent, un terme au mandat de délégué communautaire de Monsieur Patrick PAYET.

Suite aux élections municipales et communautaires qui ont eu lieu le 11 avril 2021 à THENAC et à la démission de Mme Sylvie MERCIER de son mandat de conseillère communautaire, Monsieur Patrick PAYET est à nouveau conseiller communautaire et peut à nouveau représenter la Communauté d'Agglomération au sein du Conseil d'Administration de la Mission Locale de la Saintonge.

Les représentants de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein du Conseil d'Administration de la MILO sont : M. Bruno DRAPRON, Mme Véronique CAMBON, Mme Véronique ABELIN-DRAPRON, M. Pascal GILLARD, Mme Amanda LESPINASSE, M. Patrick PAYET, M. Jean-Claude DURRAT-SPRINGER et M. Gérard PERRIN

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 2121-21,

Vu la décision n°443446 du Conseil d'Etat en date du 4 février 2021 procédant à l'annulation des opérations électorales qui se sont déroulées le 15 mars 2020 à Thénac,

Vu les élections municipales et communautaires qui se sont déroulées sur la commune de Thénac le 11 avril 2021 et les résultats proclamés à l'issue de ces élections,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu les statuts de la Mission Locale de la Saintonge modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 juin 2017,

Vu la délibération n°2020-146 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020 portant désignation des représentants de la CDA de Saintes au Conseil d'Administration de la Mission Locale de la Saintonge,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes est représentée au sein du Conseil d'Administration de la Mission Locale de la Saintonge par 8 représentants,

Considérant que les représentants de la Communauté d'Agglomération au sein du Conseil d'Administration de la Mission Locale de la Saintonge ont été désignés par le Conseil Communautaire par délibération n°2020-146 du 30 juillet 2020.

Considérant que le 4 février 2021, le Conseil d'Etat a procédé à l'annulation des opérations électorales du 15 mars 2020 à Thénac mettant, par conséquent, un terme au mandat de délégué communautaire de Monsieur Patrick PAYET.

Considérant que suite aux élections municipales et communautaires qui se sont déroulées le 11 avril 2021 à THENAC et à la démission de Mme Sylvie MERCIER de son mandat de conseillère communautaire, Monsieur Patrick PAYET est de nouveau conseiller communautaire.

Considérant qu'il est proposé la candidature de Monsieur Patrick PAYET au sein du Conseil d'Administration de la Mission Locale de la Saintonge,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de décider, par un vote à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret comme prévu à l'article L.2121-21 du CGCT dans le cadre de la désignation d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein du Conseil d'Administration de la Mission Locale de la Saintonge.

- de désigner Monsieur Patrick PAYET comme représentant de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein du Conseil d'Administration de la Mission Locale de la Saintonge, les 7 autres représentants de la CDA (M. Bruno DRAPRON, Mme Véronique CAMBON, Mme Véronique ABELIN-DRAPRON, M. Pascal GILLARD, Mme Amanda LESPINASSE, M. Jean-Claude DURRAT-SPRINGER et M. Gérard PERRIN) demeurant désignés par délibération n°2020-146 du Conseil Communautaire du 30 juillet 2020.

- de charger Monsieur le Président de la notification de la présente délibération à la Mission Locale de la Saintonge.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-83. Association Initiative Charente-Maritime - Désignation d'un représentant

Monsieur le Président indique que la candidature de Patrick PAYET est proposée. Compte tenu de la nature des missions de l'association, Frédéric ROUAN est proposé comme membre titulaire au sein de l'association.

Les membres se prononcent favorablement à l'unanimité sur la possibilité de voter à main levée.

Le rapporteur rappelle que dans le cadre de ses compétences « Développement économique » et « Tourisme », et selon les statuts de l'Association Initiative Charente Maritime, la Communauté d'Agglomération de Saintes compte un représentant titulaire et un représentant suppléant pour siéger au sein du collège « COLLECTIVITES PUBLIQUES » du Conseil d'Administration de l'Association.

Monsieur Patrick PAYET, représentant titulaire, et Monsieur Victor Alain NGUEWOUA KANDEM, représentant suppléant, ont été désignés par le Conseil Communautaire le 22 septembre 2020.

Le 4 février 2021, le Conseil d'Etat a procédé à l'annulation des opérations électorales du 15 mars 2020 à Thénac mettant, par conséquent, un terme au mandat de délégué communautaire de Monsieur Patrick PAYET.

Suite aux élections municipales et communautaires qui ont eu lieu le 11 avril 2021 à THENAC et à la démission de Mme Sylvie MERCIER de son mandat de conseillère communautaire, Monsieur Patrick PAYET est à nouveau conseiller communautaire.

Il y a lieu de désigner le représentant titulaire de la Communauté d'Agglomération au sein du Conseil d'Administration de l'Association Initiative Charente Maritime.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 2121-21,

Vu la décision n°443446 du Conseil d'Etat en date du 4 février 2021 procédant à l'annulation des opérations électorales qui se sont déroulées le 15 mars 2020 à Thénac,

Vu les élections municipales et communautaires qui se sont déroulées sur la commune de Thénac le 11 avril 2021 et les résultats proclamés à l'issue de ces élections,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 1°), « Développement économique » et l'article 6, III, 1°) « Tourisme »,

Vu les statuts de l'Association Initiative Charente Maritime,

Vu la délibération n°2020-201 du Conseil Communautaire en date du 22 septembre 2020 portant désignation des représentants de la CDA de Saintes au Conseil d'Administration de l'Association Initiative Charente Maritime,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes est représentée au sein du Conseil d'Administration de l'Association Initiative Charente Maritime par un représentant titulaire et un représentant suppléant,

Considérant que les représentants de la Communauté d'Agglomération au sein du Conseil d'Administration de l'Association Initiative Charente Maritime ont été désignés par le Conseil Communautaire par délibération n°2020-201 du 22 septembre 2020.

Considérant que le 4 février 2021, le Conseil d'Etat a procédé à l'annulation des opérations électorales du 15 mars 2020 à Thénac mettant, par conséquent, un terme au mandat de délégué communautaire de Monsieur Patrick PAYET.

Considérant que suite aux élections municipales et communautaires qui se sont déroulées le 11 avril 2021 à THENAC et à la démission de Mme Sylvie MERCIER de son mandat de conseillère communautaire, Monsieur Patrick PAYET est de nouveau conseiller communautaire.

Considérant qu'il est proposé la candidature de Monsieur Frédéric ROUAN comme représentant titulaire au sein du Conseil d'Administration de l'Association Initiative Charente Maritime,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de décider**, par un vote à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret comme prévu à l'article L.2121-21 du CGCT dans le cadre de la désignation d'un représentant titulaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein du Conseil d'Administration de l'Association Initiative Charente Maritime.

- **de désigner** Monsieur Frédéric ROUAN comme représentant titulaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein du Conseil d'Administration de l'Association Initiative Charente Maritime, Monsieur Victor Alain NGUEWOUA KANDEM, représentant suppléant demeurant désigné par délibération du Conseil Communautaire n°2020-201 du 22 septembre 2020 susvisé.

- **de charger** Monsieur le Président de la notification de la présente délibération à l'Association Initiative Charente Maritime.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-84. Conseil d'Administration de l'Office Public de l'Habitat (OPH) - Désignation d'un représentant

Monsieur le Président indique que de la même manière, la candidature de Patrick PAYET est proposée.

Les membres se prononcent favorablement à l'unanimité sur la possibilité de voter à main levée.

Le rapporteur rappelle que suite à l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2016, l'OPH de la Ville de Saintes a été rattaché à la Communauté d'Agglomération de Saintes à compter du 1^{er} janvier 2017. Le collège « Collectivités Locales » du Conseil d'Administration de l'OPH compte 6 représentants de la CDA de Saintes.

Ces représentants ont été désignés par le Conseil Communautaire le 30 juillet 2020.

Le 4 février 2021, le Conseil d'Etat a procédé à l'annulation des opérations électorales du 15 mars 2020 à Thénac mettant, par conséquent, un terme au mandat de délégué communautaire de Monsieur Patrick PAYET.

Suite aux élections municipales et communautaires qui ont eu lieu le 11 avril 2021 à THENAC et à la démission de Mme Sylvie MERCIER de son mandat de conseillère communautaire, Monsieur Patrick PAYET est à nouveau conseiller communautaire et peut à nouveau représenter la Communauté d'Agglomération au sein du Conseil d'Administration de l'Office Public de l'Habitat (OPH).

Les représentants de la Communauté d'Agglomération au sein du Conseil d'Administration de l'Office Public de l'Habitat sont Mme Françoise DURAND, M. Pascal GILLARD, **M. Patrick PAYET**, Mme Evelyne PARISI, M. Pierre TUAL et Mme Françoise LIBOUREL

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2121-33, L. 2121-21, R.5211-1,

Vu la décision n°443446 du Conseil d'Etat en date du 4 février 2021 procédant à l'annulation des opérations électorales qui se sont déroulées le 15 mars 2020 à Thénac,

Vu les élections municipales et communautaires qui se sont déroulées sur la commune de Thénac le 11 avril 2021 et les résultats proclamés à l'issue de ces élections,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu la délibération n°2020-132 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020 portant désignation des représentants de la CDA de Saintes au sein du Conseil d'Administration de l'Office Public de l'Habitat (OPH),

Vu la délibération n°2020-178 du Conseil Communautaire en date du 22 septembre 2020 portant modification de la désignation des représentants de la CDA de Saintes au sein du Conseil d'Administration de l'Office Public de l'Habitat (OPH),

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes est représentée au sein du Collège « Collectivités Locales » du Conseil d'Administration de l'Office Public de l'Habitat (OPH) par 6 représentants,

Considérant que les représentants de la Communauté d'Agglomération au sein du collège « Collectivités Locales » du Conseil d'Administration de l'Office Public de l'Habitat (OPH) ont été désignés par le Conseil Communautaire par délibération n°2020-132 du 30 juillet 2020.

Considérant que le 4 février 2021, le Conseil d'Etat a procédé à l'annulation des opérations électorales du 15 mars 2020 à Thénac mettant, par conséquent, un terme au mandat de délégué communautaire de Monsieur Patrick PAYET.

Considérant que suite aux élections municipales et communautaires qui se sont déroulées le 11 avril 2021 à THENAC et à la démission de Mme Sylvie MERCIER de son mandat de conseillère communautaire, Monsieur Patrick PAYET est de nouveau conseiller communautaire.

Considérant qu'il est proposé la candidature de Monsieur Patrick PAYET comme représentant de la CDA au sein du collège « Collectivités Locales » du Conseil d'Administration de l'Office Public de l'Habitat (OPH),

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de décider, par un vote à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret comme prévu à l'article L.2121-21 du CGCT dans le cadre de la désignation d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein du Collège « Collectivités Locales » du Conseil d'Administration de l'Office Public de l'Habitat (OPH).

- de désigner Monsieur Patrick PAYET comme représentant conseiller communautaire au sein du collège « Collectivités Locales » du Conseil d'Administration de l'Office Public de l'Habitat (OPH), les autres représentants (Mme Françoise DURAND, M. Pascal GILLARD, Mme Evelyne PARISI, M. Pierre TUAL et Mme Françoise LIBOUREL) demeurant désignés par délibération du conseil communautaire du 30 juillet 2020, et les 3 personnes qualifiées désignées par délibération n°2020-178 du 22 septembre 2020.

- de charger Monsieur le Président de la notification de la présente délibération à l'Office Public de l'Habitat (OPH).

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 60 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-85. EPIC « Office du Tourisme de Saintes et de la Saintonge - Désignation d'un représentant

Monsieur le Président indique qu'il s'agit de désigner Patrick PAYET.

Les membres se prononcent favorablement à l'unanimité sur la possibilité de voter à main levée.

Le rapporteur rappelle que suite à la délibération n°2019-64 du Conseil Communautaire en date du 23 mai 2019, portant modification du statut juridique et des modalités d'organisation et notamment la création de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge », le Conseil communautaire désigne les membres du Comité de direction de l'EPIC. Ce dernier se compose d'un collège de 13 conseillers communautaires et d'un collège de 11 membres représentants les acteurs socio-professionnels du territoire.

Ces représentants ont été désignés par le Conseil Communautaire le 30 juillet 2020 :

Le 4 février 2021, le Conseil d'Etat a procédé à l'annulation des opérations électorales du 15 mars 2020 à Thénac mettant, par conséquent, un terme au mandat de délégué communautaire de Monsieur Patrick PAYET.

Suite aux élections municipales et communautaires qui ont eu lieu le 11 avril 2021 à THENAC et à la démission de Mme Sylvie MERCIER de son mandat de conseillère communautaire, Monsieur Patrick PAYET est à nouveau conseiller communautaire et peut à nouveau représenter la Communauté d'Agglomération au sein du Collège des élus communautaires du Comité de Direction de l'Office du Tourisme de Saintes et de la Saintonge.

Le collège des élus communautaires est constitué de : M. Alexandre GRENOT, M. Patrick PAYET, Mme Evelyne PARISI, Mme Marie-Line CHEMINADE, Mme Véronique ABELIN-DRAPRON, Mme Françoise LIBOUREL, Mme Agnès POTTIER, M. Gaby TOUZINAUD, M. Jean-Marc AUDOUIN, M. Gérard PERRIN, M. Joseph De MINIAC, M. Frédéric ROUAN et M. Stéphane TAILLASSON

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 5216-5 I- 1° et L.2121-21,

Vu le Code du Tourisme, et notamment les articles L. 133-1 à L. 133-4, R. 133-3,

Vu la décision n°443446 du Conseil d'Etat en date du 4 février 2021 procédant à l'annulation des opérations électorales qui se sont déroulées le 15 mars 2020 à Thénac,

Vu les élections municipales et communautaires qui se sont déroulées sur la commune de Thénac le 11 avril 2021 et les résultats proclamés à l'issue de ces élections,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu la délibération n°2019-64 du Conseil Communautaire en date du 23 mai 2019 portant modification du statut juridique et des modalités d'organisation et notamment la création de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge »,

Vu la délibération n°2020-143 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020 portant désignation des représentants de la CDA de Saintes au sein de l'EPIC "Office du Tourisme de Saintes et de la Saintonge",

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes est représentée au sein du Collège des conseillers communautaires du Comité de Direction de l'Office du Tourisme de Saintes et de la Saintonge par 13 représentants,

Considérant que les représentants de la Communauté d'Agglomération au sein du Collège des conseillers communautaires du Comité de Direction de l'Office du Tourisme de Saintes et de la Saintonge ont été désignés par le Conseil Communautaire par délibération n°2020-143 du 30 juillet 2020.

Considérant que le 4 février 2021, le Conseil d'Etat a procédé à l'annulation des opérations électorales du 15 mars 2020 à Thénac mettant, par conséquent, un terme au mandat de délégué communautaire de Monsieur Patrick PAYET.

Considérant que suite aux élections municipales et communautaires qui se sont déroulées le 11 avril 2021 à THENAC et à la démission de Mme Sylvie MERCIER de son mandat de conseillère communautaire, Monsieur Patrick PAYET est de nouveau conseiller communautaire.

Considérant qu'il est proposé la candidature de Monsieur Patrick PAYET comme représentant au sein du Collège des conseillers communautaires du Comité de Direction de l'Office du Tourisme de Saintes et de la Saintonge,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de décider, par un vote à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret comme prévu à l'article L.2121-21 du CGCT dans le cadre de la désignation d'un représentant de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein du Collège des conseillers communautaires du Comité de Direction de l'Office du Tourisme de Saintes et de la Saintonge.

- de désigner Monsieur Patrick PAYET comme représentant de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein du collège des conseillers communautaires du Comité de Direction de l'Office du Tourisme de Saintes et de la Saintonge, les autres représentants demeurant désignés par la délibération du conseil communautaire n°2020-143 du 30 juillet 2020 susvisée.

- de charger Monsieur le Président de la notification de la présente délibération à l'Office du Tourisme de Saintes et de la Saintonge.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 61 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend part au vote*

Monsieur Alexandre GRENOT salue le retour de Monsieur PAYET à l'Office de Tourisme. Son œil d'expert juridique a manqué lors des derniers comités de directeurs. Les membres vont apprécier son retour.

2021-86. Syndicat Départemental de la Voirie de la Charente-Maritime - Désignation des représentants

Monsieur le Président explique que la CDA est adhérente au Syndicat Départemental de la Voirie. Il convient de désigner des candidats, puisque le nouveau Président a modifié les statuts et a permis de faire entrer des EPCI au Comité. Il est proposé de voter pour la désignation de Francis GRELLET et Gérard PERRIN comme délégués titulaires et de Joseph de MINIAC, Frédéric ROUAN, Jean-Luc FOURRÉ et Gaby TOUZINAUD comme délégués suppléants.

Les membres se prononcent favorablement à l'unanimité sur la possibilité de voter à main levée.

Le rapporteur rappelle que la CDA de Saintes a formulé, par délibération en date du 1^{er} juin 2017, son souhait d'adhérer au Syndicat Mixte Départemental de la Voirie des Communes de la Charente-Maritime.

Depuis cette date, la CDA attendait la prise en compte de sa demande d'adhésion.

En attendant, le Syndicat de la Voirie disposait de la capacité de réaliser de nombreuses missions pour le compte de la CDA. Afin d'assurer la réalisation de ces missions, la CDA a conclu plusieurs conventions sous couvert des articles L.5216-7-1 et L.5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que de l'article L2511-2 2° du code de la commande publique.

La prise en compte de l'adhésion de la CDA au syndicat de voirie par la modification des statuts du Syndicat induit la désignation de 2 délégué(e)s titulaires disposant chacun de 2 délégué(e)s suppléant(e)s pour la CDA de Saintes afin de siéger au sein du Comité Syndical du Syndicat de la Voirie.

Conformément à la délibération du Comité Syndical du 31 mars 2021, les structures intercommunales bénéficient de la gratuité d'adhésion au Syndicat.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 2121-21, L.5721-1 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu la délibération n°2017-116 du Conseil Communautaire en date du 1^{er} juin 2017 portant adhésion de la Communauté d'Agglomération de Saintes au Syndicat Mixte Départemental de la Voirie des Communes de la Charente-Maritime, dénommé « Syndicat de la Voirie »,

Vu la délibération du Comité Syndical du Syndicat de la Voirie en date du 31 mars 2021, autorisant la gratuité de l'adhésion au Syndicat pour les structures intercommunales,

Vu les statuts du Syndicat de la Voirie modifiés,

Considérant que la modification des statuts du Syndicat de la Voirie permet à la CDA de Saintes d'en devenir membre,

Considérant le panel des missions exercées (prestations d'ingénierie, de fourniture et de travaux) par le Syndicat Départemental de la Voirie répondant à de nombreux besoins de la CDA dans les domaines des infrastructures routières, d'aménagement urbain, d'assainissement pluvial, de développement des itinéraires cyclables, piétons, touristiques, etc,

Considérant que la CDA s'est prononcée le 1^{er} juin 2017 sur son souhait d'adhérer au Syndicat départemental de la voirie préalablement à la conclusion de conventions de prestations,

Considérant la confirmation du Syndicat départemental de la Voirie d'intégrer parmi ses membres de nouvelles structures et collectivités dont plusieurs intercommunalités,

Considérant que cette adhésion nécessite la désignation de représentants : 2 délégué(e)s titulaires, et 4 délégué(e)s suppléant(e)s de la CDA de Saintes pour siéger au sein du Comité Syndical du Syndicat dénommé « Syndicat départemental de la voirie des collectivités du département de la Charente-Maritime » :

Considérant qu'il est proposé les délégués suivants pour siéger au sein du Comité Syndical dudit Syndicat :

<i>Délégués titulaires</i>	<i>Délégués suppléants</i>
<i>M. Francis GRELLIER</i>	<i>M. Frédéric ROUAN</i>
	<i>M. Joseph De MINAC</i>
<i>M. Gérard PERRIN</i>	<i>M. Jean-Luc FOURRE</i>
	<i>M. Gaby TOUZINAUD</i>

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de confirmer l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Saintes au Syndicat départemental de la voirie des collectivités du département de la Charente-Maritime dont les statuts sont annexés à la présente délibération.

- de décider par un vote à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret comme prévu à l'article L.2121-21 du CGCT dans le cadre de la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération au sein du Comité Syndical du Syndicat départemental de la voirie des collectivités du département de la Charente-Maritime.

- de désigner M. Francis GRELLIER et M. Gérard PERRIN, délégués titulaires, et M. Frédéric ROUAN, M. Joseph De MINAC, M. Jean-Luc FOURRE et M. Gaby TOUZINAUD délégués suppléants, au Comité Syndical du Syndicat départemental de la voirie des collectivités du département de la Charente-Maritime.

- *d'autoriser le Président ou son représentant en charge notamment des travaux à signer l'ensemble des documents inhérents à cette adhésion.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 60 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

RESSOURCES HUMAINES

2021-87. Poursuite de l'expérimentation du télétravail

Madame Marie-Line CHEMINADE rappelle que lors du Conseil Communautaire du 22 septembre 2020, les délégués communautaires avaient délibéré sur l'expérimentation du télétravail au niveau de l'Agglomération. Celle-ci n'a pas pu être conduite dans sa globalité en raison de la deuxième vague épidémique, et le Conseil Communautaire est invité à voter pour la poursuite de l'expérimentation jusqu'au 31 décembre 2021. Au niveau de l'Agglomération, 44 agents se sont inscrits dans le dispositif.

En l'absence de questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que le recours au télétravail de manière renforcée a été préconisé dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire pour les agents dont les missions pouvaient pour tout ou partie être réalisées à distance afin de limiter les risques de transmission de virus.

La crise sanitaire, a ainsi bouleversé notre rapport au travail et nos modes de management habituels obligeant certains agents à devoir « télétravailler » ou plutôt « travailler à distance », de manière contrainte lors du 1^{er} confinement, puis de manière plus volontariste lors des second et troisième confinements.

Ainsi, l'expérimentation du télétravail mise en place dans notre établissement du 1^{er} octobre au 31 décembre 2020 n'a pu se conduire dans sa globalité en raison de cette deuxième vague épidémique.

Néanmoins, le dispositif d'expérimentation tel qu'il a été conçu par le groupe de travail « télétravail », dans le cadre d'un dialogue social riche et constructif, a permis de discuter et poser les fondements du télétravail des agents de la CDA.

Lors de la phase d'expérimentation ce sont 44 agents télétravailleurs volontaires, issus de directions variées qui se sont positionnés. Les enseignements de cette expérience sont notamment le développement des facultés d'adaptation, une plus grande souplesse dans l'organisation du travail, une forte réactivité, des réunions à distance mieux préparées et plus efficaces, etc.

La forte montée en puissance du télétravail en cette période de crise incarne parfaitement ce « travail de demain » et permet d'envisager un nouveau mode de travail hybride.

La délibération n°2020-193 portant sur l'expérimentation du télétravail au sein de l'établissement, adoptée lors du conseil communautaire du 22 septembre 2020 ainsi que la fin de l'état d'urgence sanitaire, ne nous permettant pas de poursuivre le télétravail au sein de l'établissement, une nouvelle délibération portant sur la poursuite de l'expérimentation doit être adoptée.

La pratique du télétravail s'effectuera dans le respect des grands principes fixés par le décret n°2016-151 du 11 février 2016, modifié par le décret n°2020-524 du 5 mai 2020, relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature,

Vu le décret n°2020-524 du 5 mai 2020 modifiant le décret n°2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature,

Vu la délibération n°2020-193 du Conseil Communautaire en date du 22 septembre 2020 portant sur l'expérimentation du télétravail,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 21 mai 2021,

Considérant qu'en vertu de l'article 2 du décret n°2016-151 du 11 février 2016 modifié, le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux où il est affecté sont réalisées hors de ces locaux en utilisant les technologies de l'information et de la communication ;

Considérant que la CDA de Saintes souhaite poursuivre l'expérimentation du télétravail au sein de l'établissement,

Considérant que les agents exerçant leurs fonctions en télétravail bénéficient des mêmes droits et obligations que les agents exerçant sur leur lieu d'affectation,

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de définir le cadre général de l'expérimentation du télétravail,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de définir les modalités de poursuite du télétravail de manière expérimentale selon le règlement annexé.*
- de poursuivre le télétravail et d'adopter les modalités de mise en œuvre telles que proposées du 1^{er} juillet 2021 au 31 décembre 2021.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

FINANCES

2021-88. Approbation des comptes de gestion 2020 du Budget Principal et des budgets annexes (Régie des déchets, Transports Urbains et Mobilité, Hôtel d'Entreprises, ZAC Centre Atlantique, ZAC des Charriers Sud, ZA la Sauzaie)

Monsieur Philippe CALLAUD indique que les comptes de gestion du Budget Principal et des budgets annexes de 2020 sont visés et certifiés conformes par l'ordonnateur et n'appellent aucune observation.

En l'absence de questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que les dispositions relatives à la comptabilité publique prévoient que la CDA de Saintes, EPCI, doit vérifier la conformité des opérations figurant aux comptes de gestion tenues par le Comptable public, avec celles du Compte Administratif.

Après rapprochement et contrôle des comptabilités tenues par l'ordonnateur et le comptable public, il s'avère que les montants des titres de recettes émis et des mandats de paiement ordonnancés au cours de

l'exercice 2020, consignés aux comptes des gestion, sont strictement identiques au compte administratif 2020 de l'Etablissement.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et L.2121-31 relatifs à l'adoption du compte administratif et du compte de gestion,

Considérant les budgets primitifs de l'exercice 2020 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres relatifs aux créances à recouvrer, les mandats relatifs aux dépenses réalisées, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats,

Considérant les comptes de gestion dressés par le receveur qui reprend : la situation patrimoniale de la Communauté d'agglomération de Saintes avec la présentation du bilan, le compte de résultat, les résultats budgétaires, l'état de consommation des crédits, la balance des comptes ainsi que celle des valeurs inactives, l'état de l'actif,

Considérant que le receveur a repris dans ses écritures tous les titres de recettes émis par l'ordonnateur de même que les mandats ordonnancés au titre de l'exercice 2020 y compris les opérations passées sur la journée complémentaire,

Considérant la conformité du compte de gestion avec la comptabilité de l'ordonnateur,

Considérant l'avis n° AVIS_2021_18 formulé par le Conseil d'Exploitation de la Régie des déchets en date du 25 mai 2021,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 1^{er} juin 2021,

Il est proposé au Conseil communautaire :

- *De déclarer que les comptes de gestion du budget principal et des budgets annexes (Régie des déchets, Transports Urbains et Mobilités, Hôtel d'Entreprises, ZAC Centre Atlantique, ZAC des Charriers Sud, ZA la Sauzaie) de la Communauté d'Agglomération de Saintes, dressés pour l'exercice 2020 par le Receveur, visés et certifiés conformes par l'ordonnateur, n'appellent ni observation ni réserve de sa part.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- **59 Voix pour**
- **0 Voix contre**
- **0 Abstention**
- **0 Ne prend pas part au vote**

2021-89. Comptes administratifs 2020 du Budget Principal

Monsieur le Président est tenu de quitter la séance lors de la présentation des comptes administratifs. Il propose de transmettre la présidence de la séance à Monsieur Éric PANNAUD durant ce temps.

Cette proposition ne recueille pas d'objection.

Monsieur Éric PANNAUD précise que pour chaque délibération, il sera nécessaire de voter pour le compte administratif ainsi que l'affectation du résultat.

Monsieur Philippe CALLAUD explique que le budget n'a pas été exécuté dans sa totalité en raison de la période du Covid. Les dépenses ont été réalisées à 92,44%. Les charges à caractère général n'ont été réalisées qu'à hauteur de 70%. Les dépenses de personnel ont légèrement diminué. La CDA a eu à cœur de maintenir les subventions aux associations.

Pour ce qui est des charges à caractère général, le taux de réalisation s'explique notamment par la fermeture des écoles et des piscines et leur impact au niveau de l'alimentation, des transports scolaires et périscolaires, des fluides et des travaux de maintenance. Une baisse de 408 000 euros est observée au niveau des charges de personnel, notamment due au non recrutement des saisonniers de piscine, des camps d'animation et des centres de loisirs, ainsi que du non remplacement d'agents divers.

La réalisation des subventions aux associations s'élève à 94,69%. Les associations du territoire ont beaucoup souffert, et l'ensemble de l'exécutif a souhaité maintenir les subventions.

En ce qui concerne les recettes de fonctionnement, la réalisation se situe à 92,44%. La plus grande partie est constituée par les impôts et taxes, puis les dotations, les participations et subventions recherchées par la Communauté. Les effets de la crise sanitaire se sont fait ressentir sur les recettes, ainsi les recettes d'exploitation ont diminué de 975 000 euros du fait de la fermeture des établissements lors du premier confinement et des contraintes sanitaires imposées, qui ont limité la fréquentation. Des fermetures partielles ont eu lieu lors du deuxième confinement, notamment des fermetures d'écoles qui ont entraîné une baisse de 727 000 euros, tandis que la fermeture des piscines a conduit à une baisse de 254 000 euros. Pour ce qui est des produits et services, la réalisation est de 73,5% par rapport au Budget Primitif.

En matière d'investissement, les travaux et les équipements représentent 81%. La requalification des Zones d'Activités Économiques a été entamée. L'année 2020 correspondait à la mise en place, la réalisation aura lieu à partir de 2021. La principale dépense est constituée par le nouveau siège. Pour ce qui est des recettes d'investissement, toutes les collectivités locales sont soumises au même fonctionnement financier, et sont confrontées à la nécessité d'établir le bilan de leur activité. Le compte administratif constitue une photographie au 31 décembre de chaque année. Les projets votés au Budget Primitif n'ont malheureusement pas tous été réalisés, et la totalité des travaux n'a pas forcément été déboursée. Néanmoins, les projets vont se poursuivre au-delà du 31 décembre. Les recettes d'investissement comprennent le fonds de réserve, les opérations financières, les subventions d'équipement et les opérations d'ordres.

Le résultat de l'exercice s'élève à 2 084 222 euros. Le résultat antérieur reporté permet d'aboutir à un résultat cumulé de clôture de 15 758 694 euros. Le solde d'investissement est négatif, puisque toutes les subventions n'ont pas été reçues. Les subventions prévues au Budget Primitif s'élevaient à 3 798 000 euros, alors que seulement 623 000 euros figurent dans le compte administratif. Le total des subventions qui doivent encore être touchées s'élève à 2 775 000 euros.

Madame Françoise LIBOUREL maintient l'intervention qu'elle avait effectué en commission des finances. Des dépenses non réalisées ont été passées, sans que les recettes ne soient mises en face. Dès lors que les arrêtés sont disponibles, il était tout à fait possible de compenser avec une partie des recettes.

Monsieur Philippe CALLAUD explique que l'établissement a une culture des recettes qui fait qu'une recette ne figure au compte administratif et au budget que lorsqu'elle est encaissée. Grâce à ce type d'intervention judicieuse, ce fonctionnement va être modifié, et la recette va être rentrée au moment où l'arrêté est signé. Le budget est déficitaire de 2,6 millions, alors que 2,7 millions sont disponibles par arrêté. Par conséquent, la section d'investissement présente un solde positif qui ne correspond pas du tout à la photographie prise.

Madame Françoise LIBOUREL approuve, elle trouve dommage de devoir puiser ailleurs pour combler ce déficit alors que cet argent sera disponible de façon sûre.

Monsieur Éric PANNAUD confirme qu'une modification de l'enregistrement de ces écritures sera effectuée, ce qui rendra le compte administratif beaucoup plus représentatif.

Monsieur Philippe ROUET remercie Philippe CALLAUD pour ces explications. Il n'a cependant jamais eu connaissance d'une telle culture des recettes au sein de la CDA. Les 400 000 euros de charges restant à réaliser sont bien pris en compte. De l'autre côté, si au 31 décembre des subventions et des recettes sont attribuées de manière définitive, il convient de les prendre en compte. Cette situation est assez dramatique. Du temps a été nécessaire pour reconstituer l'excédent brut d'exploitation de 13 millions d'euros. Avec l'excédent de l'année, il atteint plus de 15 millions. Si le déficit d'investissement est minimisé, cela représente autant qu'il n'est pas nécessaire de couvrir. De plus, des emprunts sont annulés, ce qui n'est pas nécessaire dans l'immédiat. L'ensemble de ces mécanismes additionnés font que l'épargne brute de la CDA passe de 13 à 9 millions. Cette situation est grave, l'analyse sur plusieurs années fera apparaître une montée progressive, avec une brusque chute difficile à expliquer.

Monsieur Éric PANNAUD trouve cette analyse excessive. L'argent dont il est question n'a pas disparu, il va réapparaître dans l'exercice 2021.

Monsieur Philippe ROUET estime qu'un message grave est envoyé aux personnes qui vont consulter les comptes de la CDA. Il est possible de préserver l'avance obtenue, et il ne comprend pas pourquoi cette décision est prise.

Monsieur Philippe CALLAUD explique qu'un décalage est toujours observé entre un bilan et un compte administratif. Il était inévitable d'inscrire le déficit de 2,6 millions sur la photographie, toutefois la plus-value est de 175 000 euros en tenant compte des sommes à venir. L'excédent n'est pas entamé, et ne tombe pas à 9 millions. Ensuite, le budget primitif est prévisionnel, ce qui signifie qu'une régularisation s'opère le 31 décembre 2020. Enfin, il n'a pas été renoncé à l'emprunt. Celui-ci a été effectué le 17 novembre 2020 pour le siège de la CDA, et s'est élevé à 2 millions. Il doit être mobilisé avant le 17 novembre 2021, et est garanti au taux de 0,55% sur 20 ans. L'engagement est pris, il sera mobilisé avant la fin du mois de novembre, afin d'en bénéficier et de permettre la régularisation des sommes à venir à échéance en 2021.

Monsieur Philippe ROUET n'est pas du tout d'accord avec cette conception. Il n'était pas nécessaire d'annuler les 2,8 millions d'euros d'ouverture possible. Les comptes seront effectués fin 2021, et il se demande pourquoi prendre cela en compte dès maintenant dans l'affectation du résultat.

Monsieur Philippe CALLAUD précise qu'il est nécessaire d'inscrire les sommes quelque part. Le déficit n'existera pas en réalité.

Monsieur Philippe ROUET n'approuve pas le fait de faire exister les comptes artificiellement.

Monsieur Éric PANNAUD indique que les remarques ont bien été entendues. Actuellement, le compte administratif est proposé tel qu'il est positionné. Les sommes apparaîtront sur le compte administratif 2021. Il s'agit uniquement d'une situation comptable, qui sera différente en 2021.

Monsieur Pierre MAUDOUX observe que le livre blanc des entrepreneurs réclamait des réserves foncières. En 2020, 2 158 euros de réserves foncières ont été constituées. Il demande des explications face à cette somme qu'il trouve ridicule.

Monsieur Frédéric ROUAN précise que la nouvelle mandature « arrive aux affaires ». Elle souhaite adopter une vraie stratégie foncière, et va investir dans le foncier au cours des années à venir. Le travail est en cours, et les investissements dans ce domaine seront beaucoup plus nombreux au cours des prochaines années.

En l'absence d'autres remarques, Monsieur Eric PANNAUD soumet la délibération au vote.

Le rapporteur expose que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. A la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

L'exercice 2020 fait apparaître un résultat annuel de + 2 084 022,01 €. Le résultat antérieur reporté 2019 était de + 13 674 672,72 €. Le résultat cumulé de clôture au 31 décembre 2020 s'élève ainsi à + 15 758 694,73 €.

Les dépenses réelles sont réalisées à 92,44 %. Ce taux de réalisation est retraité des crédits mis en réserve suite à la prise en compte de l'affectation du résultat 2019 et des crédits disponibles au 31/12/2020 au titre de dépenses imprévues.

- *Les charges à caractère général présentent un taux de réalisation de 70,32 %,*
- *Les dépenses de personnel sont réalisées à 97,82 %,*
- *Les subventions versées aux associations font ressortir un taux de réalisation de 94,70 %,*
- *Les subventions de fonctionnement aux budgets annexes affichent un taux de réalisation de 86,19 %.*

Les recettes réelles sont réalisées quant à elles à 100,91 %.

Les agrégats financiers sont les suivants :

	CA 2020
Recettes réelles de fonctionnement	31,81 M€

Dépenses réelles de fonctionnement	28,34 M€
Epargne Brute	+ 3,47 M€
Remboursement du capital de la dette	0,19 M €
Epargne nette	+ 3,28 M €

Encours de dette au 31/12 de l'année	1,55 M€
---	----------------

Taux d'épargne brute : Epargne brute / Recettes réelles de fonctionnement	10,31 %
Capacité de désendettement (exprimée en nombres d'années) : Encours de dette / Epargne brute	0,5 Soit moins de 1 an

1. Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 29 977 215,50 € en 2020.

	Budget 2020	Réalizations 2020
Charges à caractère général	5 751 257 €	4 044 070,83 €
Dépenses de personnel	18 723 951 €	18 315 361,97 €
Atténuation de produits	1 772 528 €	1 719 363 €
Autres charges de gestion courante	3 512 725,35 €	3 279 533,75 €
Charges financières	65 018 €	65 014,75 €
Charges exceptionnelles	966 306 €	914 383,16 €
Dont subventions aux budgets annexes	951 356 €	820 000.00 €
Opérations d'ordre	1 320 606,60 €	1 639 488,04 €
TOTAL	32 112 392 €	29 977 215,50 €

Les dépenses du chapitre 011 - Charges à caractère général- s'élèvent en 2020 à 4 044 070,83 € (budget 2020 : 5 751 257 €).

La réalisation budgétaire est la suivante pour les postes principaux :

- L'alimentation (compte 60623) pour 819 652,20 €. Ce sont les structures de restauration scolaire et les centres de loisirs qui sont les plus consommatrices de denrées alimentaires.
- Les contrats de prestations de services (compte 611) pour 474 120,59 € dont 177 219,99 € pour l'entretien du réseau des eaux pluviales, 81 478,12 € pour la gestion des aires des gens du voyage et 69 479,07 € pour le suivi de l'animation OPAH-RU et SOLIHA.
- Les fluides sont constitués de l'eau (compte 60611), l'électricité et le bois de chauffage (comptes 60612 et 60621) et le gaz (compte 60613), pour 396 434,64 €.
- La maintenance (compte 6156) pour 307 231,63 € dont 205 156,03 € pour la maintenance informatique et des photocopieurs, 37 090,84 € pour les piscines et 22 694,36 € pour les bâtiments et matériels de la CDA.
- Les fournitures d'entretien (compte 60631) pour 178 134,75 €,
- Les fournitures de petit équipement (compte 60632) pour 144 641,47 €,
- Les fournitures scolaires (compte 6067) pour 138 038,67 €,
- L'entretien des terrains (compte 61521) pour 120 194 €,
- Les frais de télécommunications (compte 6262) pour 111 086,05 €.

Les dépenses du chapitre 012 - Charges de personnel- s'élèvent à 18 315 361,97 € (budget 2020 : 18 723 951 €) dont 13 825 172,50 € pour la rémunération du personnel titulaire, 4 236 086,19 € pour celle des agents non titulaires. D'autres dépenses impactent ce chapitre tels que les chèques déjeuners et la médecine du travail.

Le chapitre 014 - Atténuation de produits- s'élève à 1 719 363 € (budget 2020 : 1 772 528 €) et comprend les dépenses suivantes :

- L'attribution de compensation versée aux communes pour 1 443 896 €,
- Le reversement au titre du fonds national de garantie individuelle des ressources intercommunales et communales (FNGIR) pour 124 632 €,
- Le reversement de la taxe de séjour à l'EPIC tourisme (148 884 €) au titre du 4^{ème} trimestre 2019 et de 2020,

- Des dégrèvements de taxe sur les surfaces commerciales pour 1 951 €.

Le chapitre 65 - Autres charges de gestion courante- s'élève à 3 279 533,75 € (budget 2020 : 3 512 725,35 €) et comprend pour l'essentiel :

- Les indemnités versées aux élus et les charges associées pour 365 891,88 €,
- Les cotisations versées aux syndicats dans lesquels la Communauté d'Agglomération de Saintes est partie prenante pour 382 110,55 € soit le Pays de Saintonge Romane (277 279,50 € pour la cotisation annuelle et 5 994,40 € pour le projet UNESCO), le SIPAR de Burie (14 000 €), SOLURIS (8 477,10 €), les syndicats de rivière (76 359,55 €),
- Les subventions versées aux associations (compte 6574) pour 1 983 201 €,
- La subvention de fonctionnement de 492 370 € (compte 65738) versée à l'office de Tourisme (EPIC) créé en 2019.

Les dépenses du chapitre 66 - Charges Financières- s'élèvent à 65 014,75 € (budget 2020 : 65 018 €).

Les autres charges de fonctionnement sont composées :

- **Du chapitre 67 - Charges exceptionnelles-** pour 914 383,16 € constitué principalement de la subvention d'équilibre versée au budget annexe transports urbains - mobilité pour 820 000 €,
- **Du chapitre 042 - Opérations d'ordre entre sections-** pour 1 639 488,04 € dont les amortissements (1 222 971,44 €), des cessions d'immeuble et de parcelle à la commune de Burie avec paiement différé (253 655 €) et l'étalement des frais d'études (39 935 €) et COVID-19 (32 926,60 €).

2. **Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 32 061 237,51 €.**

Les recettes du chapitre 70 - Produits des services- s'élèvent à 2 701 049,86 € (budget 2020 : 3 675 067 €)

Ce chapitre comprend principalement :

- Les recettes des piscines pour 232 496,48 €,
 - Les recettes issues de la compétence Education-Enfance-Jeunesse pour 1 899 721,29 € dont les recettes des cantines pour 1 167 216,87 €, les recettes CLSH-animations vacances pour 179 994,02 €, les accueils périscolaires pour 325 054,04 €, les recettes des structures de petite enfance pour 180 300,25 €, la refacturation des frais de scolarité pour 44 544,82 €, la ludothèque pour 2 611,29 €,
 - Les recettes relatives aux remboursements de personnel pour 546 345,88 €, Les remboursements émanant des budgets annexes « transports urbains et mobilité » et « régie des déchets » pour le coût salarial porté par le budget principal au titre des fonctions supports s'élèvent à 203 742 €.
- Elles sont complétées par des remboursements des communes, communautés de communes et CCAS pour des prestations mutualisées (service informatique, référent pour le « Règlement général sur la protection des données » (RGPD), coordinateur CLS, chef de projet NOTT, et du reversement par la SEM des Pompes funèbres intercommunales de Saintonge (PFIS) pour 45 842,22 €.

Les recettes du chapitre 73 - Impôts et taxes- s'élèvent à 19 873 897,15 € (budget 2020 : 19 528 633 €)

La Communauté d'agglomération de Saintes a perçu en 2020 les recettes principales suivantes :

- 11 338 305 € pour la cotisation foncière des entreprises (CFE), la taxe d'habitation (TH) et la taxe foncière sur les propriétés non bâties,
- 3 281 538 € pour la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE),
- 1 105 383 € pour la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM),
- 736 384 € pour les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau (IFER),
- 1 896 683 € pour l'attribution de compensation perçue auprès des communes,
- 703 253 € pour le Fonds national de péréquation des recettes intercommunales et communales (FPIC),
- 111 888,90 € pour la taxe de séjour,
- 357 929,25 € pour la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE),
- 275 085 € pour la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI),
- 67 448 € de rôles supplémentaires suite aux contrôles opérés par les services fiscaux au titre de la taxe d'habitation.

Les recettes du chapitre 74 - Dotations et subventions- s'élèvent à 8 431 057,09 € (budget 2020 : 8 035 911 €)

Les principales recettes sont constituées :

- De la dotation d'intercommunalité pour 1 714 468 €,
- De la dotation de compensation pour 2 664 489 €,
- Des subventions perçues par les financeurs pour 3 080 276,73 €,
- Des dotations de compensation pour 861 566 €, dont :
 - 702 370 € au titre de l'exonération de la taxe d'habitation,
 - 120 773 € au titre des exonérations de CFE.

Les autres recettes de cette section de fonctionnement sont constituées :

- **Du chapitre 013 - Atténuation de charges-** pour **161 199,28 €** (budget 2020 : 90 000 €). Ces recettes concernent les indemnités journalières et les décharges syndicales ainsi que des versements de l'assurance du personnel,
- **Du chapitre 75 - Autres produits de gestion courante-** pour **125 144,75 €** (budget 2020 : 121 300 €) avec comme principale recette la redevance versée par la société d'économie mixte locale (SEML) des pompes funèbres intercommunales de la Saintonge pour 121 572,91 €,
- **Du chapitre 77 - Produits exceptionnels-** pour **516 178,63 €** (budget 2020 : 71 000 €). Il s'agit principalement de l'indemnisation de l'assurance suite aux sinistres intervenus sur les bassins d'aquarelle et de la cession d'immeuble et de parcelle à la commune de Burie ainsi que l'indemnisation par celle-ci des travaux de construction d'un local à usage de bureaux et de garages situé dans la zone artisanale Le Parc à Burie (343 655 €).
- **Du chapitre 042 - Opérations d'ordre entre sections-** pour **252 710,75 €** (budget 2020 : 252 711 €). Il s'agit de l'amortissement des subventions et de l'étalement des charges liées à la crise sanitaire (164 633 €).

❖ **Les impacts de la crise sanitaire sur le compte administratif 2020 :**

La crise sanitaire de la COVID-19 a eu des répercussions sur les réalisations budgétaires de 2020, aussi bien en dépenses qu'en recettes de fonctionnement.

Les dépenses sont d'environ 1 million d'euros de moins que les prévisions, principalement en raison de :

- La fermeture des écoles : alimentation, activités périscolaires, transports scolaires et fournitures,
- La fermeture des piscines : fluides (eau, électricité, chauffage), travaux et maintenance, produits de traitement,
- Le fonctionnement des services pendant les périodes de confinement : carburant, locations mobilières et immobilières, maintenance des photocopieurs, formations, catalogues et imprimés, foires et expositions, réceptions, frais de télécommunication...

A l'inverse, les postes suivants ont connu une hausse des dépenses en raison de la crise sanitaire : fournitures d'entretien, fournitures de petit équipement, vêtements de travail, autres fournitures (masques, gel...).

Dans le même temps, les recettes ont été moins importantes que prévu (environ 1 million d'euros), notamment en raison de la fermeture des piscines et des écoles.

SECTION D'INVESTISSEMENT

1. Les dépenses d'investissement sont de 5 737 953,81 €

Les dépenses d'équipement s'élèvent à 4 631 625 €.

Les principaux investissements réalisés sur l'année 2020 ont été les suivants :

Orientations	Objectifs opérationnels	Actions	
Une agglomération mobilisée pour le développement économique et emploi	Favoriser l'accueil, la création et l'accompagnement des entreprises	Requalification des ZAE	316 637 €
		Réserve foncière	2 158 €
	Affirmer l'agglomération comme terre de tourisme et de patrimoine	Valorisation de l'Aqueduc	289 188 €
		Itinéraires de randonnées	10 994 €
		Flow Vélo	8 040 €

Une agglomération de proximité, équilibrée et durable	<i>Redynamiser les centres bourgs et centres villes</i>	<i>Programme Local de l'Habitat</i>	260 340 €
		<i>Plan Local de l'Urbanisme intercommunal</i>	37 843 €
Une agglomération solidaire et harmonieuse	<i>Adapter l'offre de service dans le domaine de l'enfance et de la petite enfance</i>	<i>Installer des équipements numériques dans les écoles de l'agglomération</i>	181 486 €
Autres dépenses		<i>Nouveau siège</i>	2 896 994 €
		<i>Equipements des services</i>	523 370 €
		<i>Réseaux pluviaux urbains</i>	42 204 €
		<i>GEMAPI</i>	44 642 €

Des restes à réaliser sont constatés au 31/12/2020 pour **401 929 €**, dont :

- 97 733,29 € pour l'aménagement et la valorisation de l'aqueduc,
- 65 350,20 € pour du matériel informatique,
- 66 267,38 € pour le nouveau siège de la CDA,
- 66 583,64 € pour les travaux des bâtiments et le mobilier scolaire.

Le remboursement du capital de la dette est de **186 169,29 €**. L'encours de dette au 31 décembre 2020 était de 1 549 656,18 €.

Les opérations d'ordre pour **252 710,75 €** correspondant à l'amortissement des subventions et à l'étalement des charges liées à la crise sanitaire.

2. Les recettes d'investissement sont de 3 018 334,67 €.

Les principales recettes se répartissent ainsi :

Le Chapitre 10 -dotations et réserves - pour **742 685,01 €** dont **173 775,36 €** au titre du FCTVA et **568 909,65 €** d'affectation en réserve suite à l'affectation des résultats n-1.

Le Chapitre 13 - Subventions -pour **473 934,23 €** dont 46 666 € pour le déménagement du service informatique, 273 898,26 € pour la valorisation des aqueducs, 50 547,80 € pour les tableaux blancs numériques (TBI), 17 328 € pour la continuité éducative COVID-19, 9 762 € pour le traitement des eaux au stand de tir, 5 364,66 € pour la création du troisième RAM et 70 316 € au titre des attributions de compensations concernées par le transfert des zones d'activités et des terrains familiaux.

Le Chapitre 040 - Opérations d'ordre entre sections - pour **1 639 488,04 €** dont les amortissements des dépenses d'équipement pour 1 222 971,44 €.

Le Chapitre 27 - Autres immobilisations financières - pour 115 780,96 € correspondant aux remboursements par les budgets annexes Hôtel d'Entreprises (21 000 €) et Transports urbains (22 482,20 €) de leur quote-part annuelle d'avance budgétaire faite par le budget principal et au remboursement de l'avance du Pays de Saintonge Romane (72 298,76 €).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L.2121-31 et L.2121-14,

Après la présentation du budget primitif de l'exercice 2020 et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que Monsieur Bruno DRAPRON, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2020, les finances de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant le rapport du compte administratif 2020 présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 1^{er} juin 2021,

Il est proposé au Conseil Communautaire,

- de procéder au règlement définitif du Budget Principal de l'exercice 2020 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

**BALANCE GENERALE DU BUDGET PRINCIPAL
DU 1^{er} JANVIER 2020 AU 31 DECEMBRE 2020**

	Réalizations		Restes à réaliser	
	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement	Section d'Investissement	
Recettes de l'exercice	32 061 237,51 €	3 018 334,67 €		
Dépenses de l'exercice	29 977 215,50 €	5 737 953,81 €		401 929,00 €
Résultats de l'exercice	+ 2 084 022,01 €	- 2 719 619,14 €	-	
Solde des restes à réaliser	-			- 401 929,00 €
Résultats antérieurs reportés	+ 13 674 672,72 €	+ 20 174,86 €	-	
Résultats de clôture	+ 15 758 694,73 €	-2 699 444,28 €		

- de déclarer toutes les opérations de l'exercice 2020 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 4 Voix contre (M. Philippe ROUET en son nom et celui de M. Jean-Philippe MACHON, M. Michel ROUX, M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 1 Abstention (Mme Mireille ANDRE)
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-90. Affectation des résultats de l'exercice 2020 du Budget Principal

Monsieur Philippe CALLAUD rappelle que le compte administratif constitue la photographie au 31 décembre, et sera modifié au cours de l'année 2021. Sa présentation sera modifiée pour les années suivantes, et celle proposée ce jour doit être approuvée et votée par les élus.

Monsieur Philippe ROUET fait part de son choix de voter contre. Il considère qu'il n'était pas nécessaire de réduire l'emprunt si tôt.

En l'absence d'autres remarques, Monsieur Eric PANNAUD soumet la délibération au vote.

La comptabilité M14 prévoit l'affectation des résultats de clôture de l'exercice précédent. La décision d'affectation porte sur le résultat global de la section de fonctionnement du compte administratif. Ce solde est constitué du résultat comptable de l'exercice, augmenté le cas échéant, du résultat reporté en fonction de l'exercice précédent.

Il s'ensuit une procédure qui consiste à :

- Constater le résultat global de la section de fonctionnement du compte administratif,
- Affecter ce résultat à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement.

Après avoir entendu et approuvé ce jour le compte administratif de l'exercice 2020 qui présente un résultat identique à celui du compte de gestion, et considérant le principe énoncé ci-dessus, il convient d'affecter le résultat de l'exercice 2020.

La section d'investissement du compte administratif laisse apparaître un solde d'exécution de - 2 699 444,28 €. Celui-ci, corrigé des restes à réaliser, aussi bien en dépenses qu'en recettes, fait apparaître

un besoin de financement de 3 101 373,28 €, et la section de fonctionnement, un excédent de clôture de 15 758 694,73 €.

L'affectation des résultats 2020 s'établirait comme suit :

- Couverture du besoin de financement de la section d'investissement, compte 1068 : 6 083 555,33 € correspondant au besoin de financement de 3 101 373,28 € auquel s'ajoute l'annulation du recours à l'emprunt inscrit au BP 2021, pour un montant de 2 982 182,05 €.
- Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : + 9 675 139,40 €
- Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : 2 699 444,28 €

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2020	29 977 215,50 €	32 061 237,51 €	+ 2 084 022,01 €
Résultat antérieur reporté	-		+ 13 674 672,72 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2019	-		+ 15 758 694,73 € = Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2020	5 737 953,81 €	3 018 334,67 €	- 2 719 619,14 €
Solde d'exécution reporté	-		+ 20 174,86 €
Solde d'exécution au 31/12/2020	-		-2 699 444,28 €
Restes à réaliser			
Solde des restes à réaliser au 31/12/2020	401 929,00 €	-	- 401 929,00 €
Solde d'exécution au 31/12/2020 corrigé des restes à réaliser	-		- 3 101 373,28 €

Après avoir entendu le rapporteur,

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2020 en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés dans le tableau ci-dessus,

Considérant que la section d'investissement dégage un solde d'exécution corrigé des restes à réaliser, négatif,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 1^{er} juin 2021,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les résultats de clôture constatés au 31/12/2020.
- d'approuver l'affectation du résultat de la manière suivante :
 - Couverture du besoin de financement de la section d'investissement, compte 1068 : 6 083 555,33 €
 - Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : + 9 675 139,40 €
 - Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 :-2 699 444,28 €

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 5 Voix contre (M. Jean-Michel ROUGER, M. Philippe ROUET en son nom et celui de M. Jean-Philippe MACHON, M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE et Mme Florence BETIZEAU)
- 2 Abstentions (Mme Mireille ANDRE et M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-91. Budget Principal - Décision Modificative n° 1 - Exercice 2021

Monsieur Philippe CALLAUD explique que cette Décision Modificative correspond à la reprise des résultats et des affectations votés précédemment, à laquelle s'ajoutent trois dépenses supplémentaires. Il s'agit de charges à caractère général de 200 000 euros, de charges exceptionnelles de 500 000 euros, ainsi que d'une atténuation de produits de 91 000 euros. Le résultat de 9 875 000 euros figure au budget en dépenses imprévues pour 1 million d'euros, et d'autre part en charges exceptionnelles pour 8 083 668 euros.

En l'absence de questions, Monsieur Eric PANNAUD soumet la délibération au vote.

Le rapporteur expose que le compte administratif 2020 du Budget principal a fait apparaître respectivement le résultat de clôture, les restes à réaliser en investissement en dépenses.

Ainsi, la décision modificative proposée au vote, reprend :

- *L'affectation des résultats constatée à la clôture de l'exercice 2020,*
- *La prise en compte des restes à réaliser d'investissement.*

Outre ces deux aspects, les décisions modificatives sont des documents budgétaires qui permettent d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées soit le fonctionnement et l'investissement.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M14,

Vu le budget primitif 2021 voté le 30 mars 2021, par délibération n°2021-31 du Conseil Communautaire,

Vu le compte administratif 2020 du Budget Principal, voté le 8 juin 2021, par délibération n°2021-89 du Conseil Communautaire,

Vu la délibération n°2021-90 du Conseil Communautaire en date du 8 juin 2021 portant affectation des résultats de l'exercice 2020 du Budget principal,

Considérant qu'il convient de prendre en compte l'affectation du résultat,

Considérant la nécessité de procéder à un ajustement des crédits du Budget principal,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 1^{er} juin 2021,

Compte tenu de la présentation du rapport ci-dessous exposé,

1. SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement s'équilibre à 9 875 139,40 €.

A. Les dépenses

Les inscriptions sont les suivantes :

- *Charges à caractère général (chap. 011) : + 200 000 € pour les travaux du hall d'accueil du centre aquatique.*
- *Charges exceptionnelles (chap. 67) : + 8 583 668,40 € dont :*
 - *500 000 € pour une aide aux entreprises,*
 - *8 083 668,40 € au titre de la mise en réserve du disponible d'excédent reporté N-1 suite à la prise en compte de l'affectation des résultats.*
- *Atténuation de produits (chap. 014) : + 91 471 € pour les restitutions au titre des dégrèvements de CFE.*

- **Dépenses imprévues (chap. 022) :** + 1 000 000 €. Ce chapitre n'avait pas été doté au budget primitif,

B. Les recettes

Elles sont constituées :

- **De produits exceptionnels (chap. 77) :** + 200 000 € correspondant au remboursement par l'assurance des travaux du hall d'accueil du centre aquatique.
- **Du résultat reporté N-1 suite à la prise en compte de l'affectation des résultats (chap.002 :** 9 675 139,40 €).

2. SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre à 3 101 373,28 €.

A. Les dépenses sont les suivantes :

- 2 699 444,28 € correspondant au besoin de financement reporté N-1 en lien avec la prise en compte de l'affectation des résultats,
- **Les restes à réaliser 2020** sont de 401 929 €.

B. Les recettes sont constituées de :

- 6 083 555,33 € correspondant à la couverture du besoin de financement constaté à la clôture de l'exercice 2020 en lien avec la prise en compte de l'affectation des résultats (compte 1068),
- **L'annulation du recours à l'emprunt prévu au budget primitif 2021 (chap. 16)** pour - 2 982 182,05 €.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** la décision modificative n°1 du budget principal pour l'exercice 2021, par nature, au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre ou par opération pour la section d'investissement conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour
- 3 Voix contre (M. Philippe ROUET en son nom et celui de M. Jean-Philippe MACHON, et M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 1 Abstention (M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

Monsieur le Président souhaite insister sur le fait qu'une aide de 500 000 euros a été accordée aux entreprises du territoire.

2021-92. Compte administratif 2020 du Budget Annexe Régie des Déchets

Monsieur Jérôme GARDELLE indique que des coûts à la hausse ont été observés en ce qui concerne les charges de personnel. Des agents de sécurité ont dû être recrutés au niveau des déchèteries afin de sécuriser les agents. Il a également fallu remplacer des personnes en ASA ou en arrêt. A contrario, des baisses significatives de certaines dépenses ont été enregistrées, notamment le carburant. Des Décisions Modificatives ont ainsi été prises afin de pouvoir récupérer cet argent et contracter des dépenses. La valeur des dotations aux amortissements est relativement faible. L'objectif est de la faire monter dans les années à venir, ce qui traduirait un plus fort investissement.

La principale recette est constituée par les produits de la redevance. D'autres recettes complémentaires s'ajoutent, comme celles provenant du centre hospitalier, la mutualisation avec les territoires limitrophes ou des bacs.

Les recettes d'investissement sont notamment portées par la dotation aux amortissements, les subventions ainsi que le fonds de roulement. Les dépenses d'équipement sont relativement faibles, et concernent principalement l'achat de compacteurs pour la déchèterie saintaise ainsi que quelques bacs d'apport volontaire.

En l'absence de questions, Monsieur Eric PANNAUD soumet la délibération au vote.

Le rapporteur expose que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. A la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice :

SECTION D'EXPLOITATION

- **Les dépenses de fonctionnement** s'élèvent pour l'année 2020 à **7 580 061,50 €** (Budget 2020 : 8 126 538,74 €).

Les dépenses du chapitre 011 - Charges à caractère général - s'établissent à **1 176 560,65 €** (Budget 2020 : 1 216 630 €) et se déclinent pour les comptes les plus importants comme suit :

*Le carburant (cpte 6066) pour un montant de 290 021,87 €,
L'entretien des véhicules du service (cpte 61551) pour 270 689,89 €,
Les prestations de service (cpte 611) pour 212 633,89 € : comprennent essentiellement la collecte du verre et du papier avec une prestation de service pour l'année entière, la mise en place d'agents de sécurité dans les déchèteries et l'abonnement à la géolocalisation des véhicules,
Les équipements de protection individuelle pour 19 111,88 € et les sacs jaunes pour 65 170,64 € (cpte 6068),
La maintenance (cpte 6156) pour 43 000,82 €,
Les primes d'assurance (cpte 6161) pour 33 309,89 €.*

Les dépenses du chapitre 012 - charges de personnel - s'élèvent à **3 033 335,54 €** (Budget 2020 : 3 033 500 €) dont :

*573 334,38 € pour le personnel intérimaire,
135 415 € au titre des charges de personnel dites « à répartir ». Ces dernières concernent le remboursement au budget principal de la quote-part des rémunérations portées par celui-ci pour les fonctions supports, politiques et techniques (Vice-Président, direction générale, ressources humaines, finances, juridique, travaux)*

Le chapitre 65 - Autres charges de gestion courante - s'élève à **2 515 073,17 €** (Budget 2020 : 2 515 074 €).

Il s'agit principalement de la contribution versée au syndicat mixte CYCLAD (2 452 795,27 €) dont :

- 1 804 495 € pour le traitement des déchets de la collecte en porte à porte et en points d'apport volontaire. A compter du 1^{er} janvier 2020 une augmentation de 2 € par habitant a renchéri le coût de la prestation rendue par le syndicat mixte CYCLAD,
- 640 957,64 € pour le traitement en déchèterie,
- 7 342,63 € pour le traitement des déchets de l'hôpital de Saintonge.

S'ajoutent 25 980,36 € pour l'accès donné aux habitants du territoire de la Communauté d'agglomération de Saintes à la déchèterie de Bercloux.

Par ailleurs, 36 296,01 € concernent les admissions en non-valeur suite au non recouvrement de factures.

Le chapitre 66 - Charges financières pour **467,89 €** (Budget 2020 : 597 €) au titre des intérêts d'emprunts.

Le chapitre 67 - Charges exceptionnelles pour **80 282,58 €** (Budget 2020 : 367 469,74 €) concerne les titres annulés sur exercices antérieurs. L'annulation des titres est initiée par la trésorerie en fonction de situations particulières.

Enfin, le chapitre 042 - Opérations d'ordre entre sections- pour un montant de **774 341,67 €** (Budget 2020 : 774 342 €) est constitué essentiellement de la dotation aux amortissements des biens pour 757 815,67 €.

La crise sanitaire a impacté les postes de dépenses suivants :

- Augmentation du recours à l'intérim en remplacement des agents absents (isolement d'agents vulnérables),
- Heures supplémentaires des agents de déchèteries en mai et juin en raison des horaires étendus pour la réouverture (+20 % en rural et +40 % sur Saintes),
- Prestation d'agents de sécurité pour la réouverture des déchèteries en mai et juin,
- Achats d'EPI (masques, gants, visières) et de produits supplémentaires (lingettes, gel hydroalcoolique).

- **Les recettes de fonctionnement** s'élèvent à **7 491 252,38 €** pour l'année 2020.

Les recettes du chapitre 70 - Ventes de produits et services rendus - s'élèvent à **7 184 279,46 €** (Budget 2020 : 7 240 000 €).

Ce chapitre est constitué essentiellement des recettes suivantes :

Redevance des ordures ménagères pour un montant de 6 973 423,62 €,

Recettes des déchèteries pour 94 875, €,

Elles concernent l'accès aux déchèteries de Burie et Corme-Royal à certains usagers de CALITOM. Celles-ci sont de 21 571,80 € pour la déchèterie de Burie ; et 73 303,30 € pour la déchèterie de Corme-Royal.

Facturation au centre hospitalier de Saintonge de la collecte et du traitement des déchets assimilables aux ordures ménagères pour 110 775,74 €,

Mise à disposition de bacs pour des manifestations pour 5 205 €.

Les recettes du chapitre 74 - Subventions d'exploitation - s'élèvent à **54 988,20 €** (Budget 2020 : 48 000 €) et concernent les participations des organismes OCAD3E et ECODDS au processus de tri des déchets spécifiques. La subvention versée par l'ADEME au titre de la généralisation de la redevance incitative à l'ensemble des usagers du territoire n'est plus versée depuis 2019.

Par ailleurs, les autres recettes sont constituées :

- **Du chapitre 013- Atténuation de charges-** pour **40 145,10 €** (Budget 2020 : 60 500 €). Ce chapitre concerne essentiellement les remboursements d'indemnités journalières et de décharges syndicales.
- **Du chapitre 75 - Autres produits de gestion courante-** pour **50 061,50 €** (Budget 2020 : 45 600 €) pour la mise à disposition de locaux à l'éco-site (5 748,82 €) et le remboursement de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) pour le second semestre 2019 et les 3 premiers trimestres 2020 pour 44 201,90 €.
- **Du chapitre 77 - Produits exceptionnels-** pour **7 881,82 €** (Budget 2020 : 10 000 €) correspondant aux remboursements d'assurance.
- **Du chapitre 042 - Opérations d'ordre entre sections-** pour **153 896,30 €** (Budget 2020 : 153 897 €) au titre de l'amortissement des subventions d'investissement perçues (115 976,30 €) et de l'étalement des charges liées à la crise sanitaire (37 920 €).

SECTION D'INVESTISSEMENT

- **Les dépenses d'investissement** s'établissent à **460 395,70 €** en 2020 (Budget 2020 : 3 688 293,38 €).

Les charges de remboursement du capital de la dette (chap. 16) sont de **28 666,68 €**. Le capital restant dû au 31/12/2020 était de 121 833,19 €.

Les dépenses d'équipement, **277 832,72 €** concernent :

L'achat de 2 compacteurs mobiles à rouleau pour un total de 217 993,92 €,

L'achat de bacs pour 29 515,44 €,

L'acquisition de colonnes aériennes en bois et de plateformes béton pour les points d'apport volontaire pour 19 155,44 €,

L'achat de matériel informatique pour 5 578,88 €,

La mise aux normes des déchèteries pour 3 648 €,

La mise en place de pavés LED pour les bureaux de l'écosite pour 1 504,80 €,

L'acquisition d'un transpalette pour 436,24 €.

Des restes à réaliser sont constatés au 31/12/2020 pour **68 472,55 €** pour l'achat de bacs à ordures ménagères, d'armoires et vestiaires pour l'écosite et l'acquisition d'une micro-benne pour les points d'apport volontaire.

Les dépenses du chapitre 040 - Opérations d'ordre entre sections - s'élèvent à **153 896,30 €** et portent sur l'amortissement de subventions d'investissement perçues (115 976,30 €) et l'étalement des charges liées à la crise sanitaire (37 920 €).

- **Les recettes d'investissement** s'élèvent à 954 401,94 €.

Les principales recettes concernent :

- Le chapitre 040 - Opérations d'ordre entre sections - pour un montant de **774 341,67 €** composé essentiellement de la dotation aux amortissements des biens,
- Le chapitre 10 - Dotations fonds divers et réserves - pour **71 589,11 €** dont **43 149,11 €** pour le reversement de FCTVA pour le second semestre 2019, et 28 440 € en réserves règlementées,

Le chapitre 13 - Subventions d'investissement - pour un montant de **108 471,16 €** correspondant à des subventions perçues pour la mise en place de colonnes d'apport volontaire.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L.2121-31 et L.2121-14,

Après la présentation du budget primitif de l'exercice 2020 et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que le Président de la CDA de Saintes, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2020, les finances de la Communauté d'agglomération de Saintes,

Considérant le rapport du compte administratif 2020 présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable n° AVI_2021_19 du Conseil d'exploitation de la Régie des déchets en date du 25 mai 2021,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 1^{er} juin 2021,

Il est proposé au Conseil Communautaire,

- **de procéder** au règlement définitif du Budget Annexe Régie des Déchets de l'exercice 2020 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

**BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE REGIE DES DECHETS
DU 1^{er} JANVIER 2020 AU 31 DECEMBRE 2020**

	Réalisations		Restes à réaliser
	Section d'exploitation	Section d'Investissement	Section d'Investissement
Recettes de l'exercice	7 491 252,38 €	954 401,94 €	0 €
Dépenses de l'exercice	7 580 061,50 €	460 395,70 €	68 472,55 €
Résultats de l'exercice	-88 809,12 €	+ 494 006,24 €	-
Solde des restes à réaliser		-68 472,55 €	
Résultats antérieurs reportés	+ 568 541,74 €	+ 2 795 511,38 €	
Résultats de clôture	+ 479 732,62 €	+ 3 221 045,07 €	

- **de déclarer** toutes les opérations de l'exercice 2020 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 61 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-93. Affectation des résultats de l'exercice 2020 du Budget Annexe Régie des Déchets

Monsieur Jérôme GARDELLE présente les données chiffrées de l'exercice. Il est proposé un report au compte 002 de 479 732,62 euros, ainsi qu'un report de 3 289 517,62 euros au compte 001.

En l'absence de questions, Monsieur Eric PANNAUD soumet la délibération au vote.

La comptabilité M4 prévoit l'affectation des résultats de clôture de l'exercice précédent. La décision d'affectation porte sur le résultat global de la section d'exploitation du compte administratif.

Ce solde est constitué du résultat comptable de l'exercice, augmenté le cas échéant, du résultat reporté en fonction de l'exercice précédent.

Il s'ensuit une procédure qui consiste à :

- Constater le résultat global de la section d'exploitation du compte administratif,
- Affecter ce résultat à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement.

Après avoir entendu et approuvé ce jour le compte administratif de l'exercice 2020 qui présente un résultat identique à celui du compte de gestion, et considérant le principe énoncé ci-dessus, il convient d'affecter le résultat de l'exercice 2020.

La section d'investissement du compte administratif laisse apparaître un solde d'exécution de + 3 289 517,62 € (Celui-ci, corrigé des restes à réaliser, aussi bien en dépenses qu'en recettes, fait apparaître un solde d'exécution de + 3 221 045,07 €) et la section d'exploitation, un résultat cumulé de clôture de 479 732,62 €.

L'affectation des résultats 2020 s'établirait comme suit :

- Résultat cumulé d'exploitation reporté au compte 002 : + 479 732,62 €
- Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : + 3 289 517,62 €

SECTION D'EXPLOITATION			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2020	7 580 061,50 €	7 491 252,38 €	-88 809,12 €
Résultat antérieur reporté			+ 568 541,74 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2020			+ 479 732,62 € =
			Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2020	460 395,70 €	954 401,94 €	+ 494 006,24 €
Solde d'exécution reporté			+ 2 795 511,38 €
Solde d'exécution au 31/12/2020			+ 3 289 517,62 €
Restes à réaliser section d'investissement			
Solde des restes à réaliser au 31/12/2020	68 472,55 €	-	- 68 472,55 €
Solde d'exécution au 31/12/2020 corrigé des restes à réaliser			+ 3 221 045,07 €

Après avoir entendu le rapporteur,

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2020 en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés dans le tableau ci-dessus,

L'instruction comptable M4 dispose qu'après constatation du résultat cumulé d'exploitation, l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat, s'il est excédentaire, en tout ou partie au financement de la section d'investissement, au financement de la section d'exploitation ou au reversement de la collectivité de rattachement (articles R.2221-48 et R.2221-90 du CGCT).

Le résultat cumulé excédentaire doit être affecté en priorité :

- *pour le montant des plus-values nettes de cessions d'éléments d'actif au financement des dépenses d'investissement ;*
- *pour le surplus, à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement apparu à la clôture de l'exercice précédent et diminué du montant des plus-values de cessions d'éléments d'actif visées ci-dessus ;*
- *pour le solde et selon la décision de l'assemblée délibérante, au financement des dépenses d'exploitation, en une dotation complémentaire en section d'investissement ou au reversement à la collectivité locale de rattachement. Dans cette dernière hypothèse, le reversement n'est possible que si l'excédent revêt un caractère exceptionnel et n'est pas nécessaire au financement des dépenses d'exploitation ou d'investissement à court terme du SPIC (Conseil d'État, 9 avril 1999, commune de Bando).*

Considérant que la section d'investissement dégage au 31/12/2020 un solde d'exécution corrigé des restes à réaliser positif,

Considérant que le Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets a formulé un avis favorable le 25 mai 2021,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 1^{er} juin 2021,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **D'approuver** les résultats de clôture constatés au 31/12/2020.
- **D'approuver** l'affectation de résultat de la manière suivante :
 - Résultat cumulé d'exploitation reporté au compte 002 : + 479 732,62 €
 - Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : + 3 289 517,62 €.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 62 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOM-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-94. Budget Annexe Régie des déchets - Décision modificative n° 1- Exercice 2021

Jérôme GARDELLE explique qu'il est question d'engager deux dépenses. Il s'agit de l'achat d'une benne à ordures ménagères pour 266 500 euros, ainsi que de l'achat d'un compacteur pour 49 000 euros. La procédure pour obtenir une benne à ordures ménagères est assez longue, et ce qui est signé maintenant sera obtenu fin 2022. Pour que le Président puisse engager la dépense, l'ouverture de crédit doit être votée.

En l'absence de questions, Monsieur Eric PANNAUD soumet la délibération au vote.

Le rapporteur expose que le compte administratif 2020 du Budget annexe Régie des déchets a fait apparaître respectivement le résultat de clôture, les restes à réaliser en investissement en dépenses.

Ainsi, la décision modificative proposée au vote, reprend :

- L'affectation des résultats constatée à la clôture de l'exercice 2020,
- La prise en compte des restes à réaliser d'investissement.

Outre ces deux aspects, les décisions modificatives sont des documents budgétaires qui permettent d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées soit le fonctionnement et l'investissement.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M4,

Vu le budget primitif 2021 voté le 30 mars 2021, par délibération n°2021-32 du Conseil Communautaire,

Vu le compte administratif 2020 du Budget Annexe Régie des déchets, voté le 8 juin 2021, par délibération n°2021-92 du Conseil Communautaire,

Vu la délibération n°2021-93 du Conseil Communautaire en date du 8 juin 2021 portant affectation des résultats de l'exercice 2020 du Budget Annexe Régie des Déchets,

Considérant qu'il convient de prendre en compte l'affectation du résultat,

Considérant que le Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets a formulé un avis favorable le 25 mai 2021,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 1^{er} juin 2021,

Le rapport ci-dessous expose les motifs,

SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement s'équilibre à + 479 732,62 €.

1. **Les recettes** correspondent à la reprise du résultat pour + 479 732,62 €.
2. **Les dépenses** correspondent à l'ajustement de la réserve constituée au budget primitif, sur le chapitre « charges exceptionnelles » (chap. 67), pour + 479 732,62 €.

SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre à 2 863 673,62 €.

1. **Les recettes** correspondent à :
 - L'excédent reporté N-1 suite à l'affectation des résultats (chap. 001) pour + 3 289 517,62 €,
 - L'annulation du recours à l'emprunt prévu au budget primitif 2021 (chap. 16) pour - 425 844 €.
2. **Les dépenses** prennent en compte :
 - L'augmentation de la réserve sur le chapitre « immobilisations corporelles » (chap. 21) pour un montant de + 2 479 701,07 €,
 - Opération n° 86 « matériel roulant collecte » : + 266 500 € pour l'achat d'une benne à ordures ménagères,
 - Opération n° 102 « caissons et compacteurs » : + 49 000 € pour l'achat de caissons de déchèteries,
 - Les restes à réaliser 2020 pour + 68 472,55 €.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'adopter** la décision modificative n° 1 du Budget Annexe Régie des déchets pour l'exercice 2021, par chapitre pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre ou par opération pour la section d'investissement conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 62 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-95. Compte administratif 2020 du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilités

Monsieur Philippe DELHOUME passe en revue les chiffres figurant dans la délibération.

En l'absence de questions, Monsieur Eric PANNAUD soumet la délibération au vote.

L'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. A la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice :

SECTION D'EXPLOITATION

- **Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 5 359 972,38€ (Budget 2020 : 5 689 975,14 €).**

Chapitre 011 - Charges à caractère général - s'établit à **95 378,44 € (Budget 2020 : 137 065 €).**

Les dépenses sont constituées principalement de :

- La maintenance des applications métiers (35 312 €) dont 31 522 € pour le système de billettique,
- La location de l'espace commercial « Buss » (28 820,11 €),
- Les dépenses liées aux actions de sensibilisation aux nouvelles modalités de déplacement, alternatives à l'utilisation du véhicule, pour 8 199,54 €,
- Différentes adhésions pour 7 576,84 €.

Chapitre 012 - Charges de personnel -s'établit à **200 136,73 € (Budget 2020 : 200 137 €)**

Ce poste comprend les salaires et charges des agents affectés à ce service. Par ailleurs se rajoutent les charges de personnel dites « à répartir ». Ces dernières concernent le remboursement au budget principal de la quote-part des rémunérations portées par celui-ci pour les fonctions supports, politiques et techniques (Vice-Président, direction générale, ressources humaines, finances, juridique, travaux) soit la somme de 63 327 €.

Chapitre 014 - Atténuation de produits - s'établit à **100 € (Budget 2020 : 1 200 €)**

Ce chapitre comprend les remboursements de versements mobilité (VM) aux tiers éligibles qui en font la demande.

Chapitre 65 - Autres charges de gestion courante- s'établit à **4 636 744 € (Budget 2020 : 4 713 000 €).**

Les principales dépenses sont constituées :

- Du forfait de charges (4 138 000 €) versé par Kéolis en vertu de la concession de service public en cours,
- Des prestations de transport exécutées par la région Nouvelle Aquitaine (450 000 €),
- De la subvention d'équipement versée à la ville de Saintes en co-financement des travaux de mise en accessibilité des arrêts de bus (26 348,24 €),
- De l'adhésion au syndicat mixte intermodal de la région Nouvelle Aquitaine (20 000 €).

Chapitre 66 -Charges financières - s'établit à **4 358 € (Budget 2020 : 4 358 €).**

Ces dépenses correspondent aux intérêts des emprunts en cours.

Chapitre 042- Opérations d'ordre entre sections - s'établit à **423 255,21 € (Budget 2020 : 423 256 €)** et concerne la dotation aux amortissements des dépenses d'équipement.

- **Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 5 719 517,41 € (Budget 2020 : 5 689 975,14 €).**

Chapitre 70 -Produit des services - s'élève à **466 486,81 €** (Budget 2020 : 570 120 €)

Les recettes usagers sont en baisse en 2020 en raison de la crise sanitaire.

Chapitre 73 - Impôts et taxes - s'élève à **2 773 317,38 €** (Budget 2020 : 2 200 000 €) et concerne le versement mobilité (VM). Un engagement de 554 134,32 € rattaché à tort à l'exercice 2020 augmente d'autant les recettes de 2020 et diminuera les recettes de 2021 pour le même montant.

Chapitre 74 - Dotations et subventions - s'élève à **1 626 929,76 €** (Budget 2020 : 1 660 645 €).

Cette somme intègre :

- Le transfert financier de la région Nouvelle Aquitaine en lieu et place du Département de Charente Maritime (convention du 12 août 2013) pour 186 035 €,
- Le transfert financier de la région Nouvelle Aquitaine (convention du 17 juillet 2017) pour 1 425 610,68 €,
- La participation du Centre Communal d'Action Sociale de Saintes (25 184,08 €) selon la convention relative au titre solidaire « pass'buss »,
- Le rattachement de la subvention de l'ADEME pour le poste de chargé de mission mobilité (- 9 900 €).

Les autres recettes sont constituées :

- **Du Chapitre 75 -Autres produits de gestion courante** - pour 10 285,46 € (Budget 2020 : 10 000 €). Ces recettes correspondent à la redevance d'occupation du dépôt et de la boutique Buss par Keolis.
- **Du Chapitre 77 - Produits exceptionnels** - pour **823 800 €** (Budget 2020 : 951 356 €). Cette somme est constituée principalement de la subvention d'équilibre versée par le budget principal pour 820 000 €.
- **Des opérations d'ordre** pour 18 698 € relatives aux amortissements de subventions.

SECTION D'INVESTISSEMENT

- **Les dépenses d'investissement** s'élèvent à **570 499,73 €** (Budget 2020 : 1 588 582,39 €).

Les dépenses d'équipement sont de **453 223,37 €** (Budget 2020 : 1 389 304,39 €) et concernent principalement :

- L'acquisition de 3 minibus (330 203,70 €),
- L'acquisition du système de billettique et la formation (49 662,52 €),
- Divers travaux au dépôt et locaux BUSS (44 655,47 €).

Des restes à réaliser sont constatés au 31 décembre 2020 pour **39 626,15 €** pour l'étude du schéma directeur piste cyclable.

Le remboursement du capital des emprunts s'élève à **76 096,16 €**, le **remboursement de l'avance budgétaire** au budget principal de **22 482,20 €**. Le capital restant dû au 31/12/2020 était de 433 319,35 €.

Les opérations d'ordre pour **18 698 €** relatives aux amortissements de subventions.

- **Les recettes d'investissement** s'élèvent à **453 896,33 €** (Budget 2020 : 1 178 978 €).

Elles sont constituées pour l'essentiel :

- Des dotations aux amortissements des dépenses d'équipement pour 423 255,21 €,
- D'une subvention versée par l'Agence de l'Eau pour la mise aux normes des eaux pluviales sur le site BUSS pour 29 941,12 €.

Des restes à percevoir sont constatés au 31 décembre 2020 pour **187 136 €** correspondant à une subvention du fonds européen de développement régional (FEDER) pour le nouveau système de billettique (145 103 €) et une subvention de l'ADEME pour l'appel à projet vélo (42 033 €).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L.2121-31 et L.2121-14,

Après la présentation du budget primitif de l'exercice 2020 et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que le Président de la CDA de Saintes, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2020 les finances de la Communauté d'agglomération de Saintes,

Considérant le rapport du compte administratif 2020 présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 1^{er} juin 2021,

Il est proposé au Conseil Communautaire,

- de procéder au règlement définitif du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilité de l'exercice 2020 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

**BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE TRANSPORTS URBAINS ET MOBILITE
DU 1^{er} JANVIER 2020 AU 31 DECEMBRE 2020**

	Réalisations		Restes à réaliser
	<i>Section d'exploitation</i>	<i>Section d'investissement</i>	<i>Section d'investissement</i>
<i>Recettes de l'exercice</i>	5 719 517,41 €	453 896,33 €	187 136,00 €
<i>Dépenses de l'exercice</i>	5 359 972,38 €	570 499,73 €	39 626,15 €
<i>Résultats de l'exercice</i>	+ 359 545,03 €	-116 603,40 €	-
<i>Solde des restes à réaliser</i>	-		+ 147 509,85 €
<i>Résultats antérieurs reportés</i>	+ 279 156,14 €	+ 409 604,39 €	-
<i>Résultats de clôture</i>	+ 638 701,17 €	+ 440 510,84 €	

- de déclarer toutes les opérations de l'exercice 2020 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 60 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-96. Affectation des résultats de l'exercice 2020 du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilités

Monsieur Philippe DELHOUME donne lecture des chiffres présentés dans la délibération. Il est proposé de reporter 638 701,17 euros au compte 002, et 293 000,99 euros au compte 001.

En l'absence de questions, Monsieur Eric PANNAUD soumet la délibération au vote.

La comptabilité M4 prévoit l'affectation des résultats de clôture de l'exercice précédent. La décision d'affectation porte sur le résultat global de la section d'exploitation du compte administratif.

Ce solde est constitué du résultat comptable de l'exercice, augmenté le cas échéant, du résultat reporté en fonction de l'exercice précédent.

Il s'ensuit une procédure qui consiste à :

- Constater le résultat global de la section d'exploitation du compte administratif,
- Affecter ce résultat à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement.

Après avoir entendu et approuvé ce jour le compte administratif de l'exercice 2020 qui présente un résultat identique à celui du compte de gestion, et considérant le principe énoncé ci-dessus, il convient d'affecter le résultat de l'exercice 2020.

La section d'investissement du compte administratif laisse apparaître un solde d'exécution de + 293 000,99€ (Celui-ci, corrigé des restes à réaliser, aussi bien en dépenses qu'en recettes, fait apparaître un solde d'exécution de + 440 510,84 €) et la section d'exploitation, un résultat cumulé de clôture de + 638 701,17 €.

L'affectation des résultats 2020 s'établirait comme suit :

- Résultat cumulé d'exploitation reporté au compte 002 : + 638 701,17 €
- Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : + 293 000,99 €

SECTION D'EXPLOITATION			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2020	5 359 972,38 €	5 719 517,41 €	+ 359 545,03 €
Résultat antérieur reporté	-		+ 279 156,14 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2020			+ 638 701,17 € Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2020	570 499,73 €	453 896,33 €	-116 603,40 €
Solde d'exécution reporté	-		+ 409 604,39 €
Solde d'exécution au 31/12/2020			+ 293 000,99 €
Restes à réaliser			
Solde des restes à réaliser au 31/12/2020	39 626,15 €	187 136,00 €	+ 147 509,85 €
Solde d'exécution au 31/12/2020 corrigé des restes à réaliser			+ 440 510,84 €

Après avoir entendu le rapporteur,

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2020 en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés dans le tableau ci-dessus,

L'instruction comptable M4 dispose qu'après constatation du résultat cumulé d'exploitation, l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat, s'il est excédentaire, en tout ou partie au financement de la section d'investissement, au financement de la section d'exploitation ou au reversement de la collectivité de rattachement (articles R.2221-48 et R.2221-90 du CGCT).

Le résultat cumulé excédentaire doit être affecté en priorité :

- pour le montant des plus-values nettes de cessions d'éléments d'actif au financement des dépenses d'investissement ;
- pour le surplus, à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement apparu à la clôture de l'exercice précédent et diminué du montant des plus-values de cessions d'éléments d'actif visées ci-dessus ;
- pour le solde et selon la décision de l'assemblée délibérante, au financement des dépenses d'exploitation, en une dotation complémentaire en section d'investissement ou au reversement à la collectivité locale de rattachement. Dans cette dernière hypothèse, le reversement n'est possible que si l'excédent revêt un caractère exceptionnel et n'est pas nécessaire au financement des dépenses d'exploitation ou d'investissement à court terme du SPIC (Conseil d'État, 9 avril 1999, commune de Bandol).

Considérant que la section d'investissement dégage un solde d'exécution corrigé des restes à réaliser, positif,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 1^{er} juin 2021,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les résultats de clôture constatés au 31/12/2020.
- d'approuver l'affectation de résultat de la manière suivante :
 - Résultat cumulé d'exploitation reporté au compte 002 : + 638 701,17 €
 - Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : + 293 000,99 €.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 61 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-97. Budget Annexe Transports Urbains et Mobilité - Décision modificative n° 1 - Exercice 2021

Monsieur Philippe DELHOUME donne lecture des éléments chiffrés de la délibération.

En l'absence de questions, Monsieur Eric PANNAUD soumet la délibération au vote.

Le rapporteur expose que le compte administratif 2020 du Budget annexe Transports Urbains et Mobilité a fait apparaître respectivement le résultat de clôture, les restes à réaliser en investissement en dépenses et en recettes.

Ainsi, la décision modificative proposée au vote, reprend :

- *L'affectation des résultats constatée à la clôture de l'exercice 2020,*
- *La prise en compte des restes à réaliser d'investissement.*

Outre ces deux aspects, les décisions modificatives sont des documents budgétaires qui permettent d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées soit le fonctionnement et l'investissement.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M43,

Vu le budget primitif 2021 voté le 30 mars 2021, par délibération n°2021-33 du Conseil Communautaire,

Vu le compte administratif 2020 du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilité, voté le 8 juin 2021, par délibération n°2021-95 du Conseil Communautaire,

Vu la délibération n°2021-96 du Conseil Communautaire en date du 8 juin 2021 portant affectation des résultats de l'exercice 2020 du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilité,

Considérant qu'il convient de prendre en compte l'affectation du résultat,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 1^{er} juin 2021,

Le rapport ci-dessous expose les motifs,

SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement s'équilibre à 638 701,17 €.

A. Les dépenses

Les inscriptions sont les suivantes :

- ***Charges exceptionnelles (chap. 67) : + 554 134 € en réserve suite à l'affectation des résultats,***
- ***Autres charges de gestion courante (chap. 65) : + 24 661 € pour la convention passée avec la Région Nouvelle Aquitaine pour le transport des élèves,***
- ***Dépenses imprévues (chap. 022) : + 59 906,17 €.***

B. Les recettes comprennent :

- ***L'excédent de fonctionnement reporté N-1 suite à la prise en compte de l'affectation des résultats (chap. 002) : + 638 701,17 €.***

SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre à 39 626,15 €.

A. Les dépenses comprennent :

- **Les restes à réaliser pour 39 626,15 €,**

B. Les recettes sont les suivantes :

- **Les restes à réaliser pour 187 136,00 €,**
- **L'excédent d'investissement reporté N-1 suite à la prise en compte de l'affectation des résultats (chap. 001) : + 293 000,99 €,**
- **L'ajustement du recours à l'emprunt prévu au budget primitif 2021 (chap. 16) pour - 440 510,84 €.**

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver la décision modificative n°1 du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilité pour l'exercice 2021, par chapitre pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre ou par opération pour la section d'investissement conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- **60 Voix pour**
- **0 Voix contre**
- **0 Abstention**
- **0 Ne prend pas part au vote**

2021-98. Compte administratif 2020 du Budget Annexe Hôtel d'Entreprises

Monsieur Philippe CALLAUD explique que les dépenses correspondent à l'entretien des bâtiments et au remboursement de l'emprunt. Les recettes proviennent des encaissements de loyers. Il présente les résultats en section de fonctionnement et d'investissement.

En l'absence de questions, Monsieur Eric PANNAUD soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. A la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

- **Les dépenses de fonctionnement s'élèvent pour l'année 2020 à 69 859,42 € (budget 2020 : 105 082,03 €) et se composent :**
 - **Des charges à caractère général (chapitre 011) pour 26 606,42 €** comprenant les charges de fonctionnement du bâtiment (fluides, entretien, assurance, taxe foncière). On notera sur 2020 les travaux d'étanchéité du bâtiment pour 10 106,36 € et le nettoyage du bardage métallique pour 7 300 €,
 - **Des amortissements pour 43 253,00 €.**
- **Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 79 256 € et se composent :**
 - Des autres produits de gestion courante (chapitre 75) pour 66 525 €** comprenant les loyers versés par les entreprises occupantes. En 2020, ce poste est en progression de 12 150 € l'hôtel

d'entreprises ayant été complet toute l'année. A noter une exonération des loyers de mars et avril 2020 pour 2 entreprises en raison de la crise sanitaire.
Des opérations de transfert entre sections (Chapitre 042) pour 12 731 € au titre des amortissements de subventions d'investissement perçues antérieurement.

SECTION D'INVESTISSEMENT

- **Les dépenses d'investissement s'élèvent à 49 151 € (budget 2020 : 169 100,73 €) dont 21 000 € au titre du remboursement de l'avance faite par le budget principal, 12 731 € pour l'amortissement des subventions et 15 420 € pour le remplacement des portes des boxes.**
- **Les recettes d'investissement s'élèvent à 43 778 € et concernent principalement les dotations aux amortissements.**

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L.2121-31 et L.2121-14,

Après la présentation du budget primitif de l'exercice 2020 et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que le Président de la CDA de Saintes, ordonnateur, a normalement administré pendant le cours de l'exercice 2020 les finances de la Communauté d'agglomération de Saintes,

Considérant le rapport du compte administratif 2020 présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 1^{er} juin 2021,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de procéder au règlement définitif du Budget Annexe Hôtel d'Entreprises de l'exercice 2020 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE HOTEL D'ENTREPRISES DU 1^{er} JANVIER 2020 AU 31 DECEMBRE 2020

	Réalizations	
	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement
Recettes de l'exercice	79 256,00 €	43 778,00 €
Dépenses de l'exercice	69 859,42 €	49 151,00 €
Résultats de l'exercice	+ 9 396,58 €	-5 373,00 €
Résultats antérieurs reportés	+ 32 201,03 €	+ 90 369,73 €
Résultats de clôture	+ 41 597,61 €	+ 84 996,73 €

- de déclarer toutes les opérations de l'exercice 2020 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-99. Affectation des résultats de l'exercice 2020 du Budget Annexe Hôtel d'Entreprises

Monsieur Philippe CALLAUD précise qu'il s'agit des résultats donnés en fonctionnement et en investissement. En ce qui concerne le fonctionnement, le résultat cumulé est reporté au compte 002, tandis que le solde d'investissement cumulé est reporté au compte 001.

En l'absence de questions, Monsieur Eric PANNAUD soumet la délibération au vote.

La comptabilité M14 prévoit l'affectation des résultats de clôture de l'exercice précédent. La décision d'affectation porte sur le résultat global de la section de fonctionnement du compte administratif. Ce solde est constitué du résultat comptable de l'exercice, augmenté le cas échéant, du résultat reporté en fonction de l'exercice précédent.

Il s'ensuit une procédure qui consiste à :

- Constaté le résultat global de la section de fonctionnement du compte administratif,
- Affecter ce résultat à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement.

Après avoir entendu et approuvé ce jour le compte administratif de l'exercice 2020 qui présente un résultat identique à celui du compte de gestion, et considérant le principe énoncé ci-dessus, il convient d'affecter le résultat de l'exercice 2020.

La section d'investissement du compte administratif laisse apparaître un solde d'exécution de + 84 996,73 €, et la section de fonctionnement, un résultat cumulé de clôture de + 41 597,61 €.

L'affectation des résultats 2020 s'établirait comme suit :

- Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : + 41 597,61 €
- Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : + 84 996,73 €

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2020	69 859,42 €	79 256,00 €	+ 9 396,58 €
Résultat antérieur reporté	-		+ 32 201,03 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2020	-		+ 41 597,61 € Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2020	49 151,00 €	43 778,00 €	-5 373,00 €
Solde d'exécution reporté			+ 90 369,73 €
Solde d'exécution au 31/12/2020			+ 84 996,73 €

Après avoir entendu le rapporteur,

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2020 en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés dans le tableau ci-dessus,

Considérant que la section d'investissement dégage au 31/12/2020 un solde d'exécution positif,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 1^{er} juin 2021,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les résultats de clôture constatés au 31/12/2020.
- **d'approuver** l'affectation du résultat de la manière suivante :
 - Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : + 41 597,61 €
 - Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : + 84 996,73 €

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 61 Voix pour

- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-100. Budget Annexe Hôtel d'entreprises - Décision modificative n° 1 - Exercice 2021

Monsieur Philippe CALLAUD explique qu'il s'agit de la reprise des résultats en Décision modificative.

En l'absence de questions, Monsieur Eric PANNAUD soumet la délibération au vote.

Le rapporteur expose que le compte administratif 2020 du Budget annexe Hôtel d'entreprises a fait apparaître le résultat de clôture.

Ainsi, la décision modificative proposée au vote, reprend l'affectation des résultats constatée à la clôture de l'exercice 2020.

En outre, les décisions modificatives sont des documents budgétaires qui permettent d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées soit le fonctionnement et l'investissement.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M14,

Vu le budget primitif 2021 voté le 30 mars 2021, par délibération n°2021-34 du Conseil Communautaire,

Vu le compte administratif 2020 du Budget Annexe Hôtel d'Entreprises, voté le 8 juin 2021, par délibération n°2021-98 du Conseil Communautaire,

Vu la délibération n°2021-99 du Conseil Communautaire en date du 8 juin 2021 portant affectation des résultats de l'exercice 2020 du Budget Annexe Hôtel d'entreprises,

Considérant qu'il convient de prendre en compte l'affectation du résultat,

Considérant la nécessité de procéder à un ajustement des crédits du Budget Annexe « Hôtel d'entreprises »,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 1^{er} juin 2021,

Le rapport ci-dessous expose les motifs,

SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement s'équilibre à 41 597,61 €.

A. Les recettes comprennent l'excédent reporté N-1 suite à l'affectation des résultats pour 41 597,61 € (chap. 002) ;

B. Les dépenses comprennent :

- *L'affectation en réserve d'une partie de l'excédent antérieur reporté (chap. 67) : + 39 097,61 €,*
- *Des dépenses imprévues (chap. 022) : + 2 500 €.*

SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre à 84 996,73 €.

A. Les recettes comprennent l'excédent reporté N-1 suite à l'affectation des résultats (chap. 001) pour 84 996,73 € ;

B. Les dépenses comprennent l'affectation de cet excédent en réserve (chap. 21) pour 84 996,73 €.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'adopter** la décision modificative n° 1 du Budget Annexe Hôtel d'entreprises pour l'exercice 2021, par nature, au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement et d'investissement, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 61 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-101. Compte administratif 2020 du Budget Annexe ZAC Centre Atlantique

Monsieur Frédéric ROUAN présente les chiffres de la délibération.

En l'absence de questions, Monsieur Eric PANNAUD soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. A la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

- **Les dépenses** d'un montant de **971 873,23 €** (budget 2020 : 3 259 500 €) ont concerné :
 - La poursuite des travaux pour 576 612,10 € dont 443 324,02 € pour l'aménagement du carrefour giratoire de la ZAC Centre Atlantique,
 - Des frais accessoires pour 3 545,83 € relatifs au reversement de la taxe sur les cessions à titre onéreux de terrains nus rendus constructibles et des frais d'avocat,
 - Des prestations de services pour 1 905 €,
 - Les écritures d'ordre relatives à la valorisation du stock de terrains aménagés pour 389 810,30 €.
- **Les recettes**, d'un montant de **971 873,23 €**, intègrent les écritures de valorisation du stock de terrains aménagés (582 062,93 €) et des ventes de terrains (389 810,30 €).

SECTION D'INVESTISSEMENT

- **Les dépenses** s'élèvent à **582 062,93 €** (budget 2020 : 859 500 €) et correspondent aux écritures d'ordre de valorisation du stock de terrains aménagés.
- **Les recettes** s'élèvent à **389 810,30 €** et correspondent aux écritures d'ordre relatives à la mise à jour du stock de terrains aménagés.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L.2121-31 et L.2121-14,

Après la présentation du budget primitif de l'exercice 2020 et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que le Président de la CDA de Saintes, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2020 les finances de la Communauté d'agglomération de Saintes,

Considérant le rapport du compte administratif 2020 présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 1^{er} juin 2021,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de procéder** au règlement définitif du Budget Annexe ZAC Centre Atlantique de l'exercice 2020 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

**BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE ZAC CENTRE ATLANTIQUE
DU 1^{er} JANVIER 2020 AU 31 DECEMBRE 2020**

	Réalisations	
	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement
<i>Recettes de l'exercice</i>	971 873,23 €	389 810,30 €
<i>Dépenses de l'exercice</i>	971 873,23 €	582 062,93 €
Résultats de l'exercice	0 €	- 192 252,63 €
<i>Résultats antérieurs reportés</i>	0 €	- 5 965 194,37 €
Résultats de clôture	0 €	- 6 157 447,00 €

- **de déclarer** toutes les opérations de l'exercice 2020 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-102. Affectation des résultats 2020 du Budget Annexe ZAC Centre Atlantique

Monsieur Frédéric ROUAN indique qu'il est demandé d'approuver la clôture des résultats ainsi que l'affectation proposée.

En l'absence de questions, Monsieur Eric PANNAUD soumet la délibération au vote.

La comptabilité M14 prévoit l'affectation des résultats de clôture de l'exercice précédent. La décision d'affectation porte sur le résultat global de la section de fonctionnement du compte administratif. Ce solde est constitué du résultat comptable de l'exercice, augmenté le cas échéant, du résultat reporté en fonction de l'exercice précédent.

Il s'ensuit une procédure qui consiste à :

- Constater le résultat global de la section de fonctionnement du compte administratif,
- Affecter ce résultat à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement.

Après avoir entendu et approuvé ce jour le compte administratif de l'exercice 2020 qui présente un résultat identique à celui du compte de gestion, et considérant le principe énoncé ci-dessus, il convient d'affecter le résultat de l'exercice 2020.

La section d'investissement du compte administratif laisse apparaître un besoin de financement de 6 157 447,00 € et la section de fonctionnement, un résultat de clôture de 0 €.

L'affectation des résultats 2020 s'établirait comme suit :

- Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : 0 €
- Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : 6 157 447,00 €

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
<i>Résultat de l'exercice 2020</i>	971 873,23 €	971 873,23 €	0.00 €
<i>Résultat antérieur reporté</i>			0.00 €

Résultat cumulé de clôture au 31/12/2020			0.00 € Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
<i>Solde d'exécution de l'exercice 2020</i>	582 062,93 €	389 810,30 €	-192 252,63 €
<i>Solde d'exécution reporté</i>			- 5 965 194,37 €
Solde d'exécution au 31/12/2020			-6 157 447,00 €

Après avoir entendu le rapporteur,

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2020 en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés dans le tableau ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 1^{er} juin 2021,

Il est proposé au Conseil communautaire :

- **D'approuver** les résultats de clôture constatés au 31/12/2020.
- **D'approuver** l'affectation du résultat de la manière suivante :
 - *Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : 0 €*
 - *Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : - 6 157 447,00 €*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-103. Budget Annexe ZAC Centre Atlantique - Décision modificative n° 1 - Exercice 2021

En l'absence de questions, Monsieur Éric PANNAUD propose de passer directement au vote concernant la Décision modificative.

Le rapporteur expose que le compte administratif 2020 du Budget annexe ZAC Centre Atlantique a fait apparaître le résultat de clôture.

Ainsi, la décision modificative proposée au vote, reprend l'affectation des résultats constatée à la clôture de l'exercice 2020 pour la section d'investissement

En outre, les décisions modificatives sont des documents budgétaires qui permettent d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées soit le fonctionnement et l'investissement.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M14,

Vu le budget primitif 2021 voté le 30 mars 2021, par délibération n°2021-35 du Conseil Communautaire,

Vu le compte administratif 2020 du Budget Annexe ZAC Centre Atlantique, voté le 8 juin 2021, par délibération n°2021-101 du Conseil Communautaire,

Vu la délibération n°2021-102 du Conseil Communautaire en date du 8 juin 2021 portant affectation des résultats de l'exercice 2020 du Budget Annexe ZAC Centre Atlantique,

Considérant qu'il convient de prendre en compte l'affectation du résultat,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 1^{er} juin 2021,

Le rapport ci-dessous expose les motifs,

- **La section de fonctionnement n'enregistre pas de mouvements.**
- **La section d'investissement s'équilibre à 6 157 447 €.**
 - **Les dépenses** comprennent la reprise du besoin de financement reporté N-1 suite à l'affectation des résultats pour 6 157 447 €.
 - **Les recettes** intègrent l'équilibre par l'emprunt de la section d'investissement pour 6 157 447 €.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'adopter** la décision modificative n° 1 du Budget Annexe ZAC Centre Atlantique pour l'exercice 2021 par chapitre pour la section d'investissement, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-104. Compte administratif 2020 du Budget Annexe ZAC des Charriers Sud

Monsieur Frédéric ROUAN donne lecture des chiffres présentés dans la délibération.

En l'absence de questions, Monsieur Eric PANNAUD soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. A la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

- **Les dépenses** effectuées en 2020 s'élèvent à **22 209 €** (budget 2020 : 78 994 €) et ont concerné :
 - La redevance d'archéologie préventive pour 21 115 €,
 - L'indemnisation d'agriculteurs (1 094 €) suite à la réalisation de la deuxième phase du diagnostic archéologique.
- **Les recettes** d'un montant de **22 209 €** équilibrent la section de fonctionnement. Elles permettent de constater les écritures de valorisation du stock de terrains en cours de production.

SECTION D'INVESTISSEMENT

- **Les dépenses** s'élèvent à **22 209 €** (budget 2020 : 78 994 €) et correspondent aux écritures de valorisation du stock de terrains en cours de production.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L.2121-31 et L.2121-14,

Après la présentation du budget primitif de l'exercice 2020 et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que le Président de la CDA de Saintes, ordonnateur, a normalement administré pendant le cours de l'exercice 2020 les finances de la Communauté d'agglomération de Saintes,

Considérant le rapport du compte administratif 2020 présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 1^{er} juin 2021,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de procéder** au règlement définitif du Budget Annexe ZAC des Charriers Sud de l'exercice 2020 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

**BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE ZAC DES CHARRIERS SUD
DU 1^{er} JANVIER 2020 AU 31 DECEMBRE 2020**

	Réalisations	
	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement
<i>Recettes de l'exercice</i>	22 209,00 €	0 €
<i>Dépenses de l'exercice</i>	22 209,00 €	22 209,00 €
Résultats de l'exercice	0 €	-22 209,00 €
<i>Résultats antérieurs reportés</i>	0 €	-181 998,55 €
Résultats de clôture	0 €	- 204 207,55 €

- **de déclarer** toutes les opérations de l'exercice 2020 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-105. Affectation des résultats de l'exercice 2020 du Budget Annexe ZAC des Charriers Sud

Monsieur Frédéric ROUAN indique que le résultat cumulé de fonctionnement de 0 euro sera reporté au compte 002, et le solde d'exécution cumulé de la section d'investissement sera reporté au compte 001 pour un montant de - 204 207,55 euros.

En l'absence de questions, Monsieur Eric PANNAUD soumet la délibération au vote.

La comptabilité M14 prévoit l'affectation des résultats de clôture de l'exercice précédent. La décision d'affectation porte sur le résultat global de la section de fonctionnement du compte administratif.

Ce solde est constitué du résultat comptable de l'exercice, augmenté le cas échéant, du résultat reporté en fonction de l'exercice précédent.

Il s'ensuit une procédure qui consiste à :

- Constater le résultat global de la section de fonctionnement du compte administratif,
- Affecter ce résultat à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement.

Après avoir entendu et approuvé ce jour le compte administratif de l'exercice 2020 qui présente un résultat identique à celui du compte de gestion, et considérant le principe énoncé ci-dessus, il convient d'affecter le résultat de l'exercice 2020.

La section d'investissement du compte administratif laisse apparaître un besoin de financement de 204 207,55 € et la section de fonctionnement, un résultat de clôture de 0 €.

L'affectation des résultats 2020 s'établirait comme suit :

- Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : 0 €

- Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 :-204 207,55 €

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2020	22 209,00 €	22 209,00 €	0,00 €
Résultat antérieur reporté	-		0,00 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2020	-		0,00 € Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2020	22 209,00 €	0,00 €	- 22 209,00 €
Solde d'exécution reporté	-		- 181 998,55 €
Solde d'exécution au 31/12/2020	-		- 204 207,55 €

Après avoir entendu le rapporteur,

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2020 en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés dans le tableau ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 1^{er} juin 2021,

Il est proposé au Conseil communautaire :

- **D'approuver** les résultats de clôture constatés au 31/12/2020.
- **D'approuver** l'affectation du résultat de la manière suivante :
 - Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : 0 €
 - Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : - 204 207,55 €

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-106. Budget Annexe ZAC des Charriers Sud - Décision modificative n°1 - Exercice 2021

En l'absence de questions, Monsieur Éric PANNAUD soumet la Décision modificative au vote.

Le rapporteur expose que le compte administratif 2020 du Budget annexe ZAC des Charriers Sud a fait apparaître le résultat de clôture.

Ainsi, la décision modificative proposée au vote, reprend l'affectation des résultats constatée à la clôture de l'exercice 2020 pour la section d'investissement

En outre, les décisions modificatives sont des documents budgétaires qui permettent d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées soit le fonctionnement et l'investissement.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M14,

Vu le budget primitif 2021 voté le 30 mars 2021, par délibération n°2021-36 du Conseil Communautaire,

Vu le compte administratif 2020 du Budget Annexe ZAC des Charriers Sud, voté le 8 juin 2021, par délibération n°2021-104 du Conseil Communautaire,

Vu la délibération n°2021-105 du Conseil Communautaire en date du 8 juin 2021 portant affectation des résultats de l'exercice 2020 du Budget Annexe ZAC des Charriers Sud,

Considérant qu'il convient de prendre en compte l'affectation du résultat,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 1^{er} juin 2021,

Le rapport ci-dessous expose les motifs,

➤ **La section de fonctionnement n'enregistre pas de mouvements.**

➤ **La section d'investissement s'équilibre à 204 207,55 €.**

- **Les dépenses** comprennent la reprise du besoin de financement reporté N-1 suite à l'affectation des résultats pour 204 207,55 €.
- **Les recettes** intègrent l'équilibre par l'emprunt de la section d'investissement pour 204 207,55 €.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'adopter** la décision modificative n° 1 du Budget Annexe ZAC des Charriers Sud pour l'exercice 2021 par chapitre pour la section d'investissement, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-107. Compte administratif 2020 du Budget Annexe ZA la Sauzaie

Monsieur Frédéric ROUAN donne lecture des chiffres présentés dans la délibération.

En l'absence de questions, Monsieur Eric PANNAUD soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. A la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement s'équilibre à 341 063,58 € (budget 2020 : 573 750 €).

- **Les dépenses** effectuées en 2020 ont concerné l'extension de la zone d'activité :
 - La première partie des travaux de la Sauzaie Nord pour 338 358,86 €,
 - Des prestations de service pour 2 704,72 €.
- **Les recettes** d'un montant de **341 063,58 €** équilibrent la section de fonctionnement. Elles permettent de constater les écritures de valorisation du stock de terrains en cours de production.

SECTION D'INVESTISSEMENT

- **Les dépenses s'élèvent à 341 063,58 € (budget 2020 : 573 750 €) et correspondent aux écritures de valorisation du stock de terrains en cours de production.**

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L.2121-31 et L.2121-14,

Après la présentation du budget primitif de l'exercice 2020 et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que le Président de la CDA de Saintes, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2020 les finances de la Communauté d'agglomération de Saintes,

Considérant le rapport du compte administratif 2020 présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 1^{er} juin 2021,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de procéder au règlement définitif du Budget Annexe ZA La Sauzaie de l'exercice 2020 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

**BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE ZA LA SAUZAIE
DU 1^{er} JANVIER 2020 AU 31 DECEMBRE 2020**

	REALISATIONS	
	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement
Recettes de l'exercice	341 063,58 €	0 €
Dépenses de l'exercice	341 063,58 €	341 063,58 €
Résultats de l'exercice	0 €	-341 063,58 €
Résultats antérieurs reportés	0 €	-218 137,91 €
Résultats de clôture	0 €	-559 201,49 €

- de déclarer toutes les opérations de l'exercice 2020 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-108. Affectation des résultats de l'exercice 2020 du Budget Annexe ZA la Sauzaie

Monsieur Frédéric ROUAN présente l'affectation des résultats proposée.

En l'absence de questions, Monsieur Eric PANNAUD soumet la délibération au vote.

La comptabilité M14 prévoit l'affectation des résultats de clôture de l'exercice précédent. La décision d'affectation porte sur le résultat global de la section de fonctionnement du compte administratif. Ce solde est constitué du résultat comptable de l'exercice, augmenté le cas échéant, du résultat reporté en fonction de l'exercice précédent.

Il s'ensuit une procédure qui consiste à :

- Constater le résultat global de la section de fonctionnement du compte administratif,
- Affecter ce résultat à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement.

Après avoir entendu et approuvé ce jour le compte administratif de l'exercice 2020 qui présente un résultat identique à celui du compte de gestion, et considérant le principe énoncé ci-dessus, il convient d'affecter le résultat de l'exercice 2020.

La section d'investissement du compte administratif laisse apparaître un besoin de financement de 559 201,49 € et la section de fonctionnement, un résultat de clôture de 0 €.

L'affectation des résultats 2020 s'établirait comme suit :

- Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : 0 €
- Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : - 559 201,49 €

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2020	341 063,58 €	341 063,58 €	0,00 €
Résultat antérieur reporté	-		0,00 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2020	-		0,00 € Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2020	341 063,58 €	0,00 €	- 341 063,58 €
Solde d'exécution reporté	-		- 218 137,91 €
Solde d'exécution au 31/12/2020	-		- 559 201,49 €

Après en avoir entendu le rapporteur,

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2020 en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés dans le tableau ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 1^{er} juin 2021,

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver les résultats de clôture constatés au 31/12/2020.
- d'approuver l'affectation du résultat de la manière suivante :
 - Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : 0 €
 - Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : - 559 201,49 €

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-109. Budget Annexe ZA la Sauzaie - Décision modificative n° 1 - Exercice 2021

Monsieur Philippe ROUET réitère sa demande afin d'obtenir une projection sur quatre ou cinq ans de l'évolution de l'épargne brute et des comptes de la CDA. Il considère qu'il s'agit d'un outil de pilotage essentiel.

Monsieur Philippe CALLAUD confirme que cette demande sera étudiée pour les prochaines présentations.

En l'absence d'autres remarques, Monsieur Eric PANNAUD soumet la délibération au vote.

Le rapporteur expose que le compte administratif 2020 du Budget annexe ZA La Sauzaie a fait apparaître le résultat de clôture.

Ainsi, la décision modificative proposée au vote, reprend l'affectation des résultats constatée à la clôture de l'exercice 2020 pour la section d'investissement

En outre, les décisions modificatives sont des documents budgétaires qui permettent d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées soit le fonctionnement et l'investissement.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M14,

Vu le budget primitif 2021 voté le 30 mars 2021, par délibération n°2021-37 du Conseil Communautaire,

Vu le compte administratif 2021 du Budget Annexe ZA La Sauzaie, voté le 8 juin 2021, par délibération n°2021-107 du Conseil Communautaire,

Vu la délibération n°2021-108 du Conseil Communautaire en date du 8 juin 2021 portant affectation des résultats de l'exercice 2021 du Budget Annexe ZA La Sauzaie,

Considérant qu'il convient de prendre en compte l'affectation du résultat,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 1^{er} juin 2021,

Le rapport ci-dessous expose les motifs,

- La section de fonctionnement n'enregistre pas de mouvements.
- La section d'investissement s'équilibre à 559 201,49 €.
 - Les dépenses comprennent la reprise du besoin de financement reporté N-1 suite à l'affectation des résultats pour 559 201,49 €.
 - Les recettes intègrent l'équilibre par l'emprunt de la section d'investissement pour 559 201,49 €.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'adopter la décision modificative n° 1 du Budget Annexe ZA La Sauzaie pour l'exercice 2021 par chapitre pour la section d'investissement, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

Monsieur le Président reprend la présidence de la séance. Il informe les membres qu'il vient d'apprendre que le Président de la République a subi une agression lors d'un déplacement dans la Drôme. Il souhaite apporter, au nom de tous les élus, son soutien au Président. Cette situation est inadmissible.

UNE AGGLOMÉRATION ATTRACTIVE ET INNOVANTE

ÉCONOMIE

2021-110. Avenant n°1 à la convention entre la région Nouvelle-Aquitaine et la Communauté d'agglomération de Saintes relative à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises

Monsieur le Président rappelle que la région est chef de file dans le domaine économique. Un avenant doit être contracté afin de pouvoir mettre en place le dispositif qui sera présenté dans les délibérations suivantes.

En l'absence de questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

La CDA de Saintes souhaite mettre en place deux nouveaux dispositifs d'aides aux entreprises :

- *Une aide à la trésorerie des entreprises et associations à caractère économique les plus impactées par la crise COVID 19, en particulier par les fermetures administratives et la baisse d'activité générée par les déplacements restreints.*
- *Une aide aux animations commerciales pour redynamiser l'activité des centres villes et des centres bourgs suite à la crise COVID 19.*

L'aide directe aux entreprises est de la compétence de l'échelon Régional.

Cependant, par convention, la Région Nouvelle-Aquitaine a autorisé les intercommunalités à mettre en œuvre leur propre dispositif d'aides directes en complément du règlement d'intervention régional.

Le régime d'aide communautaire aux entreprises a été adopté par le conseil communautaire le 12 avril 2018.

Dans le cadre de la crise liée à la COVID-19, la Région a autorisé les intercommunalités à mettre en œuvre des dispositifs exceptionnels pour compléter son propre dispositif.

La mise en place, par la Communauté d'Agglomération de Saintes, de ces 2 nouvelles aides, implique de conclure un avenant n°1 à la convention entre la Région Nouvelle Aquitaine et la Communauté d'Agglomération de Saintes relative à la mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises signée le 09 juillet 2018.

Cet avenant a donc pour objectif de formaliser l'autorisation donnée par la Région à la Communauté d'Agglomération de Saintes de déployer ces nouveaux dispositifs d'aides.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 1°), « Développement économique»,

Vu la délibération n° 2016.3141 de la séance plénière du Conseil Régional de Nouvelle Aquitaine du 19 décembre 2016 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation,

Vu l'arrêté du Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine du 27 décembre 2016 portant approbation du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation, de la région Nouvelle-Aquitaine,

Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la délibération n° 2020.2302 de la séance plénière du Conseil Régional de Nouvelle Aquitaine du 17 décembre 2020 adoptant le règlement d'intervention des aides régionales aux entreprises, modifiée par la délibération de la séance plénière du Conseil régional n°2021.535 du 29 mars 2021,

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de Saintes de mettre en place deux nouveaux dispositifs d'aides aux entreprises :

- *Une aide à la trésorerie des entreprises et associations à caractère économique les plus impactées par la crise COVID 19, en particulier par les fermetures administratives et la baisse d'activité générée par les déplacements restreints.*
- *Une aide aux animations commerciales pour redynamiser l'activité des centres villes et des centres bourgs suite à la crise COVID 19.*

Considérant que la Région Nouvelle Aquitaine autorise les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) qui le souhaitent à compléter les aides de la Région,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les termes de l'avenant n°1 ci-joint à la convention entre la Région Nouvelle Aquitaine et la Communauté d'Agglomération de Saintes relative à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises intégrant les 2 nouveaux dispositifs susmentionnés.

- **d'autoriser** Monsieur le Président à signer ledit avenant.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-111. Création d'un fonds d'aide exceptionnel à la trésorerie des entreprises et approbation du règlement d'attribution

Monsieur le Président indique que les services de l'agglomération ainsi que les clubs d'entreprises ont travaillé conjointement afin d'aider ceux qui ont souffert de la crise sanitaire. Le premier dispositif retenu est un fonds d'aide exceptionnel à la trésorerie des entreprises. Le second est un fond d'aide exceptionnel aux animations commerciales pour la relance des commerces. Le troisième est le dispositif de création de bons d'achats évoqué précédemment. Enfin, le quatrième est l'exonération des ordures ménagères. En effet, les entreprises impactées par des fermetures administratives n'ont pas créé de déchets.

Ce premier dispositif prend la forme d'une subvention sur les charges fixes non couvertes, plafonnée à 2 000 euros. Il s'adresse aux établissements créés avant le 30 octobre 2020 ayant subi une fermeture administrative pour raison sanitaire et justifiant d'une perte d'activité supérieure à 50%. Les établissements concernés comprennent moins de 11 salariés. L'assiette de l'aide correspond aux charges fixes acquittées durant la période de fermeture, le montant de l'aide s'élevant au maximum à 15% des charges fixes dans la limite de 2 000 euros. Le cumul des différentes aides reçues ne peut excéder le montant des charges fixes acquittées. Ces subventions seront accordées par décision du Président et du Bureau. Le budget prévisionnel est estimé à 300 000 euros. Les 36 maires de l'Agglomération recevront une note explicative de ces aides, afin de pouvoir répondre aux sollicitations qu'ils pourraient recevoir de la part des entreprises et des commerces.

Monsieur Pierre MAUDOUX fait part de ses félicitations pour ce plan de relance, qui lui semble très approprié. Il souhaite savoir comment les entreprises cibles seront informées de l'aide exceptionnelle qui peut leur être allouée.

Monsieur le Président répond qu'un plan de communication est monté, l'agglomération travaille avec la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI), qui fournira le listing.

Monsieur Pierre MAUDOUX a compris qu'une commission ne serait pas montée pour l'attribution de ces aides, qui sera décidée par le Bureau.

Monsieur le Président explique qu'un règlement d'attribution est bordé. Les services contrôleront que l'entreprise entre dans le cadre du dispositif. L'attribution se fera par décision afin de gagner du temps. Cela permettra aux entreprises de toucher rapidement la somme qui leur sera allouée.

En l'absence d'autres questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

La crise sanitaire due à la pandémie de Covid-19 a généré à l'échelle mondiale un choc économique de très grande ampleur. Les dispositions prises au niveau national pour ralentir la propagation de l'épidémie, notamment les mesures de confinement mises en place en 2020 et au 1^{er} semestre 2021 ont fortement impacté le chiffre d'affaires des entreprises et fragilisé leur trésorerie.

Face à ce constat, en accord avec la Région Nouvelle-Aquitaine et dans le cadre réglementaire acté aux niveaux européen et national, la Communauté d'Agglomération a décidé la mise en œuvre d'un dispositif

temporaire de soutien à la trésorerie des entreprises du territoire communautaire, dans une logique de pérennisation de l'activité et de préservation des emplois.

Cette aide exceptionnelle pour face à la crise Covid-19 prend la forme d'une contribution aux charges fixes des entreprises non couvertes par les dispositifs mis en place par l'Etat et la Région Nouvelle-Aquitaine.

La forme de l'aide est une subvention dont le montant maximum est égal à 15% des charges fixes acquittées pendant la période de fermeture et elle est plafonnée à 2000 €.

Les dossiers devront être déposés par les demandeurs avant le 30/09/21.

Les activités ciblées sont :

- les établissements contraints à une fermeture administrative consécutivement à la prise du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et décrets successifs intervenus pour modifier ce décret.

- les hôtels, les campings et autres hébergeurs professionnels justifiant d'une perte d'activité supérieure à 50% sur la période du 01/11/20 au 30/04/21 par rapport à la période du 01/11/19 au 30/04/20.

Le règlement annexé à la présente délibération prévoit les modalités opérationnelles de fonctionnement de ce fonds (objectif du fonds, bénéficiaires, critères d'éligibilité, assiette et modalité de calcul de l'aide, pièces à fournir, gestion opérationnelle du dispositif).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 1°), « Développement économique»,

Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la décision de la Commission européenne du 16 mars 2021 notifiée sous le numéro SA. 62102, autorisant les aides octroyées par le fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation,

Vu le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et les décrets postérieurs modificatifs,

Vu la délibération n° 2020.2302 de la séance plénière du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine du 17 décembre 2020 adoptant le règlement d'intervention des aides régionales aux entreprises, modifiée par la délibération de la séance plénière du Conseil régional n°2021.535 du 29 mars 2021,

Vu la délibération n°2021-110 du Conseil Communautaire en date du 08 juin 2021 portant sur l'avenant n°1 à la convention entre le Région Nouvelle Aquitaine et la Communauté d'Agglomération de Saintes relative à la mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises,

Vu la délibération n°2021-91 du Conseil Communautaire en date du 08 juin 2021 portant vote de la décision modificative N°1 du Budget Principal 2021,

Considérant la situation des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation,

Considérant que la Région Nouvelle Aquitaine autorise les Etablissements Publics de Coopération intercommunale (EPCI) qui le souhaitent à compléter les aides de la Région sans limitation d'activités, ni de taille d'entreprises,

Considérant la volonté de la Communauté d'agglomération de Saintes de soutenir son tissu économique et plus particulièrement les établissements ayant fait l'objet d'une fermeture administrative en complétant l'intervention du fonds de solidarité mis en place par l'Etat, ainsi que les aides mises en place par la Région,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de créer un fond d'aide exceptionnel à la trésorerie des entreprises.**
- **d'approuver le règlement d'attribution joint en annexe de la présente délibération.**
- **de déléguer l'attribution des subventions dans le cadre de ce dispositif au Président de la Communauté d'Agglomération et d'autoriser ce dernier à signer dans ce cadre tout document permettant la mise en œuvre de ce dispositif.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-112. Création d'un fonds d'aide exceptionnel aux animations commerciales pour la relance des commerces et approbation du règlement de l'appel à projet

Monsieur le Président indique que la cible est constituée par les commerçants et artisans des centres villes et centres bourgs. Il s'agit de renforcer l'attractivité et de favoriser la présence de la clientèle. L'aide financière pourra couvrir jusqu'à 80% des dépenses éligibles dans la limite d'un plafond de 2 000 euros. Cette subvention sera également attribuée par décision du Président. Le budget prévu est pour le moment de 50 000 euros.

En l'absence de questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

La crise sanitaire due à la pandémie de Covid-19 a généré à l'échelle mondiale un choc économique de très grande ampleur. Les dispositions prises au niveau national pour ralentir la propagation de l'épidémie, notamment les mesures de confinement mises en places en 2020 et au 1^{er} semestre 2021 ont fortement impacté le chiffre d'affaires des entreprises et fragilisé leur trésorerie.

Face à ce constat, en accord avec la Région Nouvelle-Aquitaine et dans le cadre réglementaire acté aux niveaux européen et national, la Communauté d'Agglomération souhaite exceptionnellement appuyer l'action communale pour stimuler, soutenir et accompagner des initiatives privées des commerçants et artisans-commerçants dans les centres villes et centres bourgs.

La CDA de Saintes a prévu la mise en place d'un appel à projets à destination des commerçants, artisans-commerçants de son territoire afin de soutenir des actions d'animation qui seront menées par les acteurs économiques locaux et qui auront pour objectif de compenser les pertes subies, en incitant et en facilitant le retour de la clientèle dans les centres villes et les centres bourgs.

La revitalisation commerciale et économique d'un centre-ville ou centre-bourg implique de recréer des opportunités de s'y rendre et d'organiser des événements attractifs générateurs de flux. Ces occasions peuvent être quotidiennes mais aussi plus exceptionnelles. Elles peuvent s'adresser aux habitants du territoire ou aux touristes.

Cet appel à projet est doté d'un budget de 50 000 €.

Les dépenses éligibles sont les dépenses de fonctionnement liées à l'organisation d'animations favorisant l'attractivité commerciale (ex : troupes de théâtre, musiciens, conteurs, maquilleurs, animateurs, animations mécaniques, sonorisation, etc.)

La forme de l'aide est une subvention dont le montant maximum est égal à 80% des dépenses éligibles et plafonné à 2000 € HT.

Bénéficiaires : Commerçants et artisans-commerçants des centres villes et centres-bourgs de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Les actions d'animation devront avoir reçu un avis favorable de la commune concernée pour être éligibles.

Le règlement annexé à la présente délibération prévoit les modalités opérationnelles de fonctionnement de cet appel à projet (objectif, bénéficiaires, critères d'éligibilité, assiette et modalité de calcul de l'aide, pièces à fournir, gestion opérationnelle du dispositif).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 1°), « Développement économique»,

Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la décision de la Commission européenne du 16 mars 2021 notifiée sous le numéro SA. 62102, autorisant les aides octroyées par le fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation,

Vu le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et décrets postérieurs modificatifs,

Vu la délibération n° 2020.2302 de la séance plénière du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine du 17 décembre 2020 adoptant le règlement d'intervention des aides régionales aux entreprises, modifiée par la délibération de la séance plénière du Conseil régional n°2021.535 du 29 mars 2021,

Vu la délibération n°2021-110 du Conseil Communautaire en date du 08 juin 2021 portant vote de l'avenant n°1 à la convention entre la Région Nouvelle -Aquitaine et la Communauté d'Agglomération de Saintes relative à la mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises,

Vu la délibération n°2021-91 du Conseil Communautaire en date du 08 juin 2021 portant vote de la décision modificative N°1 du Budget Principal 2021,

Considérant la situation des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation,

Considérant que la Région Nouvelle Aquitaine autorise les EPCI qui le souhaitent à compléter les aides de la Région sans limitation d'activités, ni de taille d'entreprises,

Considérant la volonté de la Communauté d'agglomération de Saintes de soutenir son tissu économique, et plus particulièrement les centres villes et centres bourgs impactés par les mesures de confinement, par le financement d'actions d'animation qui auront pour objectif de compenser les pertes subies, en incitant et en facilitant le retour de la clientèle dans les centres villes et les centres bourgs.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de créer d'un fonds d'aide exceptionnel de soutien aux animations commerciales**
- **d'approuver** les termes du règlement de l'appel à projets « Animations commerciales » ci-joint et d'y affecter la somme prévisionnelle de 50.000 €.
- **d'autoriser** le lancement de l'appel à projets « Animations commerciales » à compter du rendu

exécutoire de la présente délibération.

- **d'autoriser** Monsieur le Président à signer tout courrier et document afférent à la mise en œuvre du règlement de cet appel à projets.
- **de déléguer** l'attribution des subventions dans le cadre de ce dispositif au Président de la Communauté d'Agglomération et d'autoriser ce dernier à signer dans ce cadre tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-113. Création d'un dispositif d'aide - bons d'achat et modalités d'attribution

Monsieur le Président précise que la cible est constituée par les établissements qui ont été créés avant le 30 octobre et ont subi les fermetures administratives. Les bons sont destinés aux habitants de la CDA, dans la limite d'un bon par foyer. Ils ont été répartis au prorata du nombre d'habitants pour chaque commune. 7 500 bons d'achats au total seront utilisables dans les commerces de l'agglomération qui apposeront le logo du dispositif. Le budget de ce dispositif s'élève à 150 000 euros.

En l'absence de questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la CDA de Saintes souhaite contribuer à la relance de la consommation sur le territoire de l'agglomération via le pouvoir d'achat des ménages et ainsi participer à la redynamisation économique du territoire par la mise en place d'un dispositif d'aide sous forme de bons d'achat distribués aux particuliers résidant sur le territoire de la CDA,

Ce dispositif permettra d'apporter un soutien aux commerces de proximité (magasins de vente non alimentaires, bars, cafés et restaurants) situés dans les centres villes et centres bourgs des communes de la Communauté d'agglomération de Saintes, durement impactés par la crise sanitaire du fait de l'interdiction d'ouverture au public sauf pour leurs activités de livraison et de retrait de commandes pour ceux qui le proposaient, et qui ont été concernés par cette interdiction en continu ou non sur la période du 30 octobre 2020 au 18 mai 2021 inclus en application du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 et décrets modificatifs successifs pris sur la période susvisée.

Le budget consacré par la Communauté d'Agglomération de Saintes à ce dispositif s'élève à 150 000 € dont les modalités organisationnelles sont fixées dans le règlement annexé à la présente délibération (objectif du fonds, bénéficiaires, critères d'éligibilité, pièces à fournir, gestion opérationnelle du dispositif).

Les bons, d'une valeur faciale de 20 euros, seront répartis par commune de la CDA proportionnellement à leur nombre d'habitants. Les détenteurs des bons pourront ensuite régler tout ou partie de leurs achats dans les commerces situés sur le territoire de la CDA de Saintes, adhérant à l'opération.

La distribution des bons interviendra du lundi 21 juin 2021 au vendredi 25 juin 2021 et du lundi 28 juin 2021 au vendredi 2 juillet 2021. Les bons d'achat devront être utilisés avant le 30/09/21 dans les commerces adhérant au dispositif.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 et les décrets modificatifs successifs intervenus sur la période du 30 octobre 2020 au 18 mai 2021 inclus impactant les commerces visés dans le dispositif défini par la présente délibération,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, II, 2°) « action sociale d'intérêt communautaire »,

Vu la délibération n°2021-110 du Conseil Communautaire du 8 juin 2021 modifiant l'intérêt communautaire de la compétence action sociale en y ajoutant la création et la mise en œuvre du dispositif exceptionnel d'aide pour faire face à la crise sanitaire liée à la COVID-19 « 7500 bons d'achat d'une valeur de 20 € » qui seront distribués aux particuliers à faire valoir dans les commerces adhérant au dispositif et situés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu la délibération n°2021-91 du Conseil Communautaire en date du 08 juin 2021 portant vote de la décision modificative N°1 du Budget Principal 2021,

Vu l'avis favorable de la conférence des maires en date du 26 mai 2021,

Considérant la volonté, dans le cadre du plan de relance économique du territoire, d'apporter un soutien aux commerces de proximité (magasins de vente non alimentaires, bars, cafés et restaurants) situés dans les centres villes et centres bourgs des communes de la Communauté d'agglomération de Saintes, durement impactés par la crise sanitaire du fait de l'interdiction d'ouverture au public sauf pour leurs activités de livraison et de retrait de commandes pour ceux qui le proposaient, et qui ont été concernés par cette interdiction en continu ou non sur la période du 30 octobre 2020 au 18 mai 2021 inclus en application du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 et décrets modificatifs successifs pris sur la période susvisée.

Considérant le souhait de contribuer à la relance de la consommation sur le territoire de l'agglomération via le pouvoir d'achat des ménages et ainsi participer à la redynamisation économique du territoire par la mise en place d'un dispositif d'aide sous forme de 7500 bons d'achat d'une valeur faciale de 20 € distribués aux particuliers résidant sur le territoire de la CDA selon le règlement d'attribution ci-joint.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de créer un dispositif exceptionnel d'aide pour faire face à la crise sanitaire liée à la COVID-19 « 7500 bons d'achat d'une valeur de 20 € » qui seront distribués aux particuliers selon les modalités prévues dans le règlement ci-joint.

- d'approuver le règlement relatif au dispositif joint à la présente délibération et d'autoriser le Président à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

TOURISME

2021-114. Taxe de séjour 2022

Monsieur Alexandre GRENOT précise que comme chaque année, la taxe de séjour doit être fixée. La crise sanitaire a eu des effets sans précédent sur l'économie, et des répercussions ont été constatées sur l'hôtellerie, les meublés de tourisme et les campings. Lorsque le touriste décide de son lieu de vacances, la question du coût d'hébergement est un critère important. Aussi, pour compléter le plan de soutien aux acteurs économiques, le souhait est de conserver les tarifs de la taxe de séjour 2021 pour l'année 2022. Dans un esprit de solidarité, le Conseil Communautaire est invité à envoyer un message bienveillant au monde du tourisme.

Monsieur Pierre DIETZ demande s'il est possible de savoir ce qu'a rapporté la taxe de séjour à l'établissement ces dernières années. Avant que le transfert de la taxe de séjour de la ville de Saintes vers la Communauté d'Agglomération soit effectué, le montant était d'environ 75 000 euros pour la ville de Saintes, et il était fait en sorte que cette taxe soit réinvestie, notamment au niveau de la signalétique et de l'aménagement du camping.

Monsieur Alexandre GRENOT indique qu'en 2018, la recette de la taxe de séjour s'élevait à 136 000 euros. Elle était de 143 000 euros en 2019, et de 111 000 euros en 2020 du fait de la crise sanitaire. La somme de 150 000 euros a été inscrite au budget prévisionnel pour 2021.

En l'absence d'autres remarques, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

La crise sanitaire due à la pandémie de Covid-19 a généré à l'échelle mondiale un choc économique de très grande ampleur. Le secteur du tourisme a été particulièrement impacté par les diverses mesures de confinement et de limitations de déplacement de la clientèle française ou européenne.

Le chiffre d'affaires des différentes catégories d'hébergements est fragilisé et leur trésorerie est parfois exsangue. Cette situation risque de mettre en péril la poursuite de l'activité de certains établissements et de diminuer, à terme, l'offre d'hébergements sur le territoire.

Si les dispositifs mis en place au niveau national ont pu amortir les effets de cette crise, il convient aujourd'hui, au niveau local, de favoriser la reprise d'activité.

La Communauté d'Agglomération doit faire valoir ses atouts en matière d'offre touristique et la question du coût de l'hébergement en saison estivale est un critère important dans le choix d'une destination.

Il est donc proposé, pour 2022, de ne pas augmenter les tarifs de la taxe de séjour et de maintenir ceux déjà en vigueur en 2021.

Pour rappel, les recettes de la taxe de séjour ont été les suivantes :

2018 : 136 462.47 €

2019 : 143 097.71 €

2020 : 111 888.90 €

La somme de 150 000 euros a été inscrite au budget prévisionnel de 2021 :

Ces recettes participent au financement du fonctionnement de l'office de tourisme.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2333-26 et suivants, R.5211-21 et R.2333-43,

Vu le Code du Tourisme et notamment ses articles L.422-3 et suivants,

Vu le décret n°2015-970 du 31 juillet 2015 relatif à la taxe de séjour et à la taxe de séjour forfaitaire,

Vu la circulaire ministérielle en date du 17 février 2020 relative notamment à l'article L. 2333-30 du CGCT et à l'article 112 de la loi de finances pour 2020,

Vu le guide pratique relatif aux taxes de séjour mis à jour en juillet 2020,

Vu la délibération du Conseil Départemental de Charente-Maritime du 18 Décembre 2009 portant sur l'institution d'une taxe additionnelle départementale à la taxe de séjour,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, III, 1°), relatif à la compétence tourisme,

Vu la délibération n°2015-1 du Conseil communautaire en date du 19 février 2015 instaurant la taxe de séjour sur l'ensemble du territoire de l'Agglomération de Saintes,

Vu la délibération n°2019-64 du Conseil Communautaire en date du 23 mars 2019 modifiant entre autres la forme statutaire de l'Office de Tourisme communautaire et créant l'EPIC Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge,

Vu la délibération n°2020-186 du Conseil communautaire en date du 22 septembre 2020 relative à la grille tarifaire de la taxe de séjour à compter du 1^{er} janvier 2021,

Considérant que les recettes générées par la collecte de la taxe de séjour seront intégralement reversées à l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge »,

Considérant que la taxe de séjour est perçue auprès des personnes hébergées à titre onéreux et qui ne sont pas domiciliées sur le territoire,

Considérant que le montant de la taxe de séjour due par chaque touriste, est égal au tarif applicable en fonction de la classe d'hébergement dans lequel il réside, multiplié par le nombre de nuitées correspondant à la durée de son séjour (la taxe est ainsi perçue au réel soit par personne et par nuitée de séjour),

Considérant que la taxe de séjour est perçue sur la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre,

Considérant que le Conseil Départemental de Charente-Maritime par délibération en date du 18 décembre 2009, a institué une taxe additionnelle de 10% à la taxe de séjour et que, dans ce cadre et, conformément aux dispositions de l'article L.3333-1 du CGCT, la taxe additionnelle est recouvrée par la communauté d'agglomération de Saintes pour le compte du Département dans les mêmes conditions que la taxe communautaire à laquelle elle s'ajoute,

Considérant que son montant est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés,

Considérant l'obligation de la Communauté d'Agglomération de Saintes de faire arrêter les tarifs par le Conseil communautaire avant le 1^{er} octobre de l'année pour être applicable à compter de l'année suivante, conformément aux articles L.2333-30 et L.2333-41 du CGCT,

Considérant que la présente délibération prend en compte toutes les modalités et les tarifs de la taxe de séjour sur son territoire et abroge et remplace la délibération n° 2020-186 susvisée, à compter du 1^{er} janvier 2022,

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'appliquer** les tarifs fixés dans le tableau ci-dessous, à partir du 1^{er} janvier 2022, sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes.
- **de réserver** la taxe additionnelle de 10% au Conseil Départemental, conformément à la délibération de l'Assemblée Départementale du 18 Décembre 2009.
- **d'approuver** les tarifs par personne et par nuitée, en fonction de la catégorie d'hébergement, comme suit :

Catégories d'hébergement	Tarif CDA	Taxe additionnelle départementale	Tarif applicable à compter du 1 ^{er} janvier 2022
Palaces	3.64 €	0.36 €	4 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	2.73 €	0.27 €	3 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	2.09 €	0.21 €	2.30 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	1.36 €	0.14 €	1.50 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0.82 €	0.08 €	0.90 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives,	0.73 €	0.07 €	0.80 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles, et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0.54 €	0.05 €	0.59 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0.20 €	0.02 €	0.22 €

- **d'arrêter**, le taux de 4 % (hors TAD), applicable au coût par personne de la nuitée dans les hébergements en attente de classement ou sans classement, dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité. Le coût de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxes.

- **de préciser** que sont exemptés de la taxe de séjour, conformément à l'article L. 2333-31 du CGCT :
 - o Les personnes mineures,
 - o Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans l'une des communes de la Communauté d'Agglomération de Saintes,
 - o Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire.
 - o Les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant que le conseil communautaire détermine ;
- **d'exonérer** les personnes qui occupent des locaux dont le loyer journalier est inférieur à 3 € quel que soit le nombre d'occupants.
- **d'arrêter** les modalités de déclaration et de versement de la taxe comme suit :

Les logeurs doivent déclarer tous les mois le nombre de nuitées effectuées dans leur établissement auprès du service finances de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Cette déclaration peut s'effectuer par courrier ou par internet.

- o En cas de déclaration par courrier, le logeur doit transmettre avant le 10 de chaque mois le formulaire de déclaration accompagné d'une copie intégrale de son registre du logeur.
- o En cas de déclaration par internet le logeur doit effectuer sa déclaration avant le 15 de chaque mois.

Le service finances de la Communauté d'Agglomération de Saintes transmet à tous les hébergeurs un état récapitulatif portant le détail des sommes collectées. Cet état devra être retourné par les hébergeurs, accompagné de leur règlement, à la CDA de Saintes :

- o avant le 10 juin de l'année n, pour les taxes perçues du 1^{er} janvier au 30 avril de l'année n
- o avant le 10 octobre de l'année n, pour les taxes perçues du 1^{er} mai au 31 août de l'année n
- o avant le 10 février de l'année n+1, pour les taxes perçues du 1^{er} septembre au 31 décembre de l'année n

- **de charger** Monsieur le Président ou son représentant en charge du Tourisme, de l'exécution de la présente délibération et de l'autoriser à signer tous documents y afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-115. Autorisation de signer la convention de co-maîtrise d'ouvrage des travaux de réfection du quai des Roches et de création d'une voie dédiée aux circulations douces entre le Conseil Départemental de la Charente-Maritime, la Communauté d'Agglomération de Saintes et la ville de Saintes

Monsieur Alexandre GRENOT rappelle que la Flow Vélo s'inscrit dans le schéma national des itinéraires cyclables. Les équipements comme la Flow Vélo sont également utilisés par la population locale en semaine et le week-end durant toute l'année. La CDA assure la maîtrise d'ouvrage de ce projet, sauf sur les infrastructures départementales. La présente délibération concerne le passage de la Flow Vélo sur le quai des Roches à Saintes, propriété du Département de la Charente-Maritime. Cette convention permettra de procéder aux différents aménagements et de fixer les règles de financement des travaux entre le département, la CDA et la ville de Saintes. Les membres ont reçu la convention, qui a été travaillée et négociée depuis plusieurs mois, et constitue un bel outil pour avancer. Elle offre un niveau de sécurité optimal pour les usagers de la Flow Vélo en particulier sur les quais de Saintes, et vise à définir la répartition des maîtrises d'ouvrage ainsi que le cadre financier retenu. Le Département investit de manière très importante et s'engage à effectuer les travaux sur la route départementale dans un délai de cinq ans à compter de la signature. En contrepartie, la ville de Saintes s'engage à accepter le transfert de propriété sur son domaine routier à l'issue desdits travaux.

Monsieur Pierre DIETZ considère qu'il s'agit d'une très bonne nouvelle. Il entend parler de la Flow Vélo depuis les années 2008-2009, et la réalisation concrète arrive enfin. Il regrette néanmoins le nom de la Flow

Vélo, qu'il juge inapproprié. Il demande si des certitudes sont disponibles quant à la durée de la réalisation, et quelle est la participation de chaque entité dans le coût des travaux.

Monsieur Alexandre GRENOT confirme qu'il est bien écrit dans la convention que le Département s'engage à effectuer les travaux dans une durée de cinq ans à compter de la signature de la convention. Ce point figure dans l'article 5. La répartition du coût des travaux va dépendre des voies dont il est question. Les chiffres sont clairement définis dans la convention.

Monsieur Pierre DIETZ souligne que le Département est très impliqué dans cette opération, avec une participation importante.

Monsieur Alexandre GRENOT s'est battu pour que le tracé passe rive gauche. La boucle des bacs n'est néanmoins pas abandonnée, le sujet est régulièrement évoqué avec les maires de Chaniers et de Dompierre.

Monsieur Pierre MAUDOUX s'interroge sur les choix de revêtements. A Saintes, les quais sont en terre battue, et il espère que les revêtements du secteur piétons seront plus agréables que ceux actuels. Par ailleurs, il considère qu'il serait intéressant d'envisager un plan d'accompagnement de la Flow Vélo par rapport à l'hébergement des cyclistes et à la réception de leurs vélos.

Monsieur Alexandre GRENOT indique que des haltes principales et secondaires sont prévues, notamment pour ce qui est des bagages et de la réparation des vélos. Les touristes seront accueillis de la meilleure manière possible. Les revêtements devront être durables, les services du Département apporteront leurs conseils.

Monsieur le Président relaie une question de Madame Céline VIOLLET, qui demande pourquoi le choix de rive gauche a été effectué par rapport à celui de rive droite, et explique que cette décision est en lien avec l'emplacement de l'Office de Tourisme.

Monsieur Alexandre GRENOT observe que l'Office de Tourisme est susceptible d'être déplacé. Le choix de la rive gauche constitue une formidable occasion de sécuriser la population locale. Une solution sera également prévue pour passer rive droite, au niveau de l'avenue de Saintonge.

Monsieur le Président ajoute qu'il s'agit d'un circuit très important pour le devenir de la ville de Saintes et de l'hypercentre. Cette voie verte va permettre la réhabilitation des quais et leur embellissement. La rive droite n'a pas été oubliée, un local a été acquis par la ville afin d'être mis à disposition de l'Agglomération pour en faire une halte Flow Vélo. Le choix effectué est logique, et permet d'avancer relativement vite. Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la Communauté d'Agglomération s'est engagée depuis 2016 avec le comité d'itinéraire (Région Nouvelle Aquitaine, 3 Conseils Départementaux, 10 EPCI, ...) dans la réalisation de la Flow Vélo, Véloroute Voie Verte de 250 km entre Thiviers et l'Île d'Aix.

La CDA est maître d'ouvrage des travaux sur son territoire et a rénové 25 km de chemins blancs le long de la Charente. Ces travaux ont permis d'ouvrir la Flow Vélo en 2018.

L'ensemble des membres du Comité d'itinéraire améliorent progressivement l'infrastructure. Pour ce qui est du territoire de la CDA, l'agglomération :

- *poursuit l'amélioration de l'infrastructure avec plusieurs dossiers en cours :*
 - o *les quais dans Saintes,*
 - o *les alternatives à l'itinéraire « officiel » (boucle des bacs et rive droite dans Saintes)*
 - o *les points noirs (lot des pins/moulin rompu et place Goulebenèze)*
- *met en place l'entretien et la gestion des équipements*
- *engage la mise en tourisme avec la mise en place des haltes.*

Sur Saintes, l'aménagement de plusieurs quais sont concernés (quai des Roches, Quai Palissy/place Goulebenèze, quai de la république et quai de l'Yser).

Concernant le quai des roches, des travaux de réfection et la création d'une voie dédiée aux circulations douces sont envisagées. Dans ce cadre, il convient de signer une convention de co-maîtrise d'ouvrage entre le Conseil Départemental de la Charente-Maritime, la Communauté d'Agglomération de Saintes et la ville de Saintes

Le projet de convention soumis prévoit notamment :

- encadrer les aménagements des quais et des berges propriétés du département
- fixer les règles de financements des travaux du quai des roches, propriété du département mais intégrant la flow vélo.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, III, 6°) relatif à la protection et la valorisation des milieux naturels et de la biodiversité,

Vu la délibération n°2016-215 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2016 portant validation du schéma intercommunal des itinéraires de randonnées et des VVV,

Considérant que la CDA de Saintes est maître d'ouvrage des études et travaux sur la voie douce dans le cadre de la mise en place de la Flow Vélo,

Considérant que le Conseil Départemental de Charente-Maritime est maître d'ouvrage des travaux sur sa voie départementale et sur les berges de la Charente,

Considérant que la ville de Saintes sera appelée à financer une partie des travaux et que la voie sera restituée à la commune à la fin des travaux,

Considérant que l'aménagement consiste à :

- la stabilisation des berges
- l'aménagement d'une voie verte en bord de berge avec terre-plein séparateur et mobiliers
- l'aménagement de l'espace public riverain à la voie verte (pontons de pêche et aménagement de loisir, plantations, chaussée, trottoirs, éclairage, effacement des câbles aériens)
- l'intégration ponctuelle de stationnements
- la réfection des réseaux

Considérant que l'ensemble des quais longés par la Flow seront aménagés (le Quai des Roches, la traversée Quai Palissy - Square Goulebenèze, le Quai de la République avec carrefour Pont Palissy et le Quai de l'Yser) et impacteront donc le domaine public fluvial propriété du département,

Considérant que cette co-maîtrise d'ouvrage nécessite la signature d'une convention,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge du tourisme, à signer ladite convention.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

Monsieur Jean-Marc AUDOUIN se félicite qu'il soit possible d'avancer plus rapidement que prévu sur ce projet. Il s'agit d'un cordon ombilical qui traverse le territoire, et fera certainement l'objet d'une autre étude permettant d'irriguer l'ensemble du territoire. Le label Accueil Vélo va accompagner le dispositif. Il permet à l'hébergeur de pouvoir assurer l'accueil, la réparation ainsi que la sécurisation des biens et des personnes.

Monsieur Michel ROUX regrette seulement que la convention soit arrivée tardivement mais soutien l'opération.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

2021-116. Société d'économie mixte immobilière de la Saintonge (SEMIS) - Acquisition par la Communauté d'Agglomération de Saintes de 10 actions détenues par la Caisse d'Allocations familiales (CAF) de la Charente Maritime

Madame Evelyne PARISI indique que la CAF possède des actions au sein du capital de la SEMIS. Elle souhaite se retirer du capital, et céder ses dix actions à la CDA. Ce projet de cession d'actions a reçu l'agrément du Conseil d'Administration de la SEMIS le 2 octobre, et du Conseil d'Administration de la CAF le 26 octobre. La cession est proposée au prix unitaire de 100 euros, qui correspond à la valeur nominale de l'action, soit un total de 1 000 euros pour les dix actions. Cette opération sera sans conséquences sur la composition du Conseil d'Administration de la SEMIS.

En l'absence de questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la Communauté d'Agglomération de Saintes est actionnaire de la SEMIS au capital de laquelle elle détient une action.

La CAF de la Charente Maritime a exprimé son souhait de se retirer du capital de la SEMIS dans laquelle elle détient 10 actions.

C'est dans ce contexte qu'une cession des actions de la CAF à la CDA a été envisagée. Ce projet de cessions d'actions a reçu l'agrément du Conseil d'administration de la SEMIS par délibération en date du 2 octobre 2020.

Par délibération de son Conseil d'administration du 26 novembre 2020, la CAF de la Charente Maritime a agréé le projet de cession de ses actions à la CDA de Saintes au prix unitaire de 100 euros correspondant à la valeur nominale de l'action, soit 1 000 euros pour 10 actions.

Cette cession d'actions sera exonérée de frais en application des dispositions de l'article 1042.II du code général des impôts.

L'objet social de la SEMIS, réalisé principalement sur le territoire de la Région Nouvelle Aquitaine, est :

- 1. De réaliser toutes opérations immobilières telles que :*
 - L'étude, la construction ou l'aménagement sur tous terrains d'immeubles collectifs ou individuels bénéficiant de prêts aidés par l'Etat et éventuellement, la construction ou l'aménagement de services communs afférents à ces ensembles immobiliers ainsi que le financement total ou partiel de ces opérations,*
 - L'étude, la construction ou l'aménagement, le financement sur tous terrains d'immeubles à usage d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation autres que ceux cités précédemment,*
 - La location, la vente, l'échange de ces immeubles,*
 - La gestion, l'entretien et la mise en valeur par tout moyen des immeubles construits.*
- 2. D'assurer en qualité de Syndic ou en toute autre qualité, l'exploitation des programmes en copropriété ;*
- 3. De procéder à l'étude et à la réalisation d'opérations de rénovation urbaine et de restauration immobilière ;*
- 4. De procéder à l'étude et à la réalisation d'opérations d'aménagement, à tous actes nécessaires à la réalisation de ces opérations ;*
- 5. De procéder à l'étude, la réalisation, la vente et la gestion d'équipements d'infrastructures ou de superstructures de nature à favoriser le développement économique, touristique, culturel et socio-médical ;*
- 6. De contribuer au fonctionnement de tous organismes publics ou parapublics ayant pour objet la réalisation de programmes de logements à caractère social et leurs annexes ;*
- 7. D'assurer la gestion et l'exploitation de tous services publics, industriels ou commerciaux, de tous équipements sportifs, culturels ou touristiques, comme de procéder à la réalisation des équipements et installations correspondants.*

Cette opération sera sans conséquence sur la composition du Conseil d'administration de la Société.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article de l'article L.1521-1,

Vu le Code général des impôts et notamment l'article 1042-II selon lequel l'acquisition d'actions ne donne lieu à aucune perception au profit du Trésor, sous réserve que la décision de l'assemblée délibérante compétente pour décider de l'opération fasse référence à la disposition législative en cause et soit annexée à l'acte,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 3°), relatif à « l'équilibre social de l'habitat »,

Vu la délibération du Conseil d'Administration de la SEMIS en date du 2 octobre 2020 concernant le transfert des actions de la CAF de la Charente-Maritime,

Vu la délibération du Conseil d'Administration de la CAF de la Charente-Maritime en date du 26 novembre 2020 accordant la vente des parts de la CAF de la SEMIS à la CDA de Saintes,

Considérant le courrier de la CAF de la Charente Maritime en date du 4 février 2021 en vue de finaliser la transaction,

Considérant qu'un prix d'acquisition de cent (100) euros par action correspondant à la valeur nominale, soit mille (1 000) euros pour 10 actions payable à la CAF de la Charente Maritime, après présentation par la SEMIS de l'ordre de mouvement de titres émis par la CAF et visé par la Société,

Considérant que tous les frais résultant du transfert d'actions seront à la charge de la Communauté d'agglomération,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver l'acquisition des 10 actions de la SEMIS cédées par la Caisse d'Allocations Familiales de la Charente Maritime au prix unitaire de 100 euros par action,

-d'inscrire cette dépense au budget de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

- de donner tous pouvoirs à Monsieur le Président ou à son représentant en charge des Finances pour exécuter cette délibération et accomplir en tant que de besoin, toutes formalités et tous actes requis en vue de cette acquisition et notamment payer le prix des actions à la CAF de la Charente Maritime.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour*
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL LAURIBE)*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

2021-117. Approbation du Règlement Local de Publicité de la ville de Saintes

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS explique que seule la ville de Saintes possède un règlement local de publicité (RLP). Il s'agit d'un document de planification de l'affichage publicitaire sur le territoire communal ou intercommunal. Il permet d'adapter le règlement national aux spécificités locales, notamment du site patrimonial remarquable. Ce règlement local est plus contraignant que la réglementation nationale. Le précédent RLP de la ville de Saintes date de 2003. Depuis 2010 et le Grenelle de l'Environnement, il était nécessaire de mettre en conformité les règlements locaux de publicité avant le 14 juillet 2020. La ville de Saintes a prescrit la révision de son RLP en 2018. Celui-ci a été arrêté par la ville en décembre 2019. La Communauté d'Agglomération a ensuite pris la compétence urbanisme. Il lui appartient donc de terminer la procédure. L'enquête publique a eu lieu du 7 au 22 janvier 2021, et très peu de remarques ont été effectuées sur le règlement proposé. Les personnes publiques associées ont validé les propositions. Il s'agit désormais de valider une procédure qui avait été initiée par la ville, et qui est retombée sous la responsabilité de l'Agglomération suite à la prise de compétence sur les documents d'urbanisme depuis le 1^{er} janvier 2020. Le document est assez technique et complexe, un important travail a été effectué.

En l'absence de questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que le Règlement Local de Publicité (RLP), véritable outil de la mise en œuvre d'une politique du paysage à l'échelle locale, permet d'adapter à des conditions et caractéristiques locales

d'un territoire, les règles nationales régissant la présence de la publicité, des préenseignes et des enseignes dans le cadre de vie.

La révision du Règlement Local de Publicité de la ville de Saintes a été engagée en 2018 par le conseil municipal de Saintes. Suite au transfert de la compétence document d'urbanisme au 1^{er} janvier 2020, la Communauté d'agglomération est devenue compétente pour finaliser cette procédure. Le projet de RLP arrêté par la ville de Saintes en décembre 2019 a été transmis pour avis aux personnes publiques associées (PPA) et soumis à enquête publique du 7 au 22 janvier 2021.

Le RLP, modifié suite aux remarques formulées par les PPA et le public, est maintenant prêt à être approuvé par le Conseil Communautaire.

Suite à son approbation, le RLP sera annexé au Plan Local d'Urbanisme de la ville de Saintes.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L. 581-1 et suivants et R. 581-1 et suivants,

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 103-2 et suivants, L. 153-1 et suivants, R. 153-1 et suivants,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la ville de Saintes en date du 27 juin 2018 prescrivant la révision du Règlement Local de Publicité (RLP) de la ville de Saintes et définissant les objectifs de la commune en matière de publicité extérieure et les modalités de la concertation,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la ville de Saintes en date du 25 septembre 2019 portant sur la tenue d'un débat sur les orientations générales du projet de révision du Règlement Local de Publicité (RLP) de la ville de Saintes,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la ville de Saintes en date du 11 décembre 2019 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de révision du Règlement Local de Publicité de la ville de Saintes,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 2°) relatif à l'Aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu la délibération n°2020-60 du Conseil Municipal de la ville de Saintes en date du 15 juillet 2020 autorisant la Communauté d'agglomération de Saintes à se substituer à la ville de Saintes dans tous les actes et délibérations afférents aux procédures de révision du Règlement Local de Publicité et d'élaboration du Site Patrimonial Remarquable,

Vu la délibération n°2020-195 du 22 septembre 2020 du Conseil Communautaire actant la poursuite des procédures d'urbanisme de la ville de Saintes en cours au 1^{er} janvier 2020,

Vu l'avis favorable émis par la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) sur le projet de RLP arrêté, et ses réserves portant sur :

- Les prescriptions locales qui réglementent la publicité lumineuse, qui ne sauraient être appliquées, puisque cette dernière est interdite dans l'agglomération secondaire ;*
- Les dispositifs scellés au sol ou installés directement sur le sol étant également interdits dans l'agglomération secondaire, dont la mention devra apparaître dans la partie réglementaire.*

Vu l'avis favorable émis par le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) de Charente-Maritime,

Vu l'avis favorable et les demandes précisions émises par la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) Rochefort et Saintonge,

Vu l'arrêté n°2020-1415 du Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes en date du 15 décembre 2020 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de RLP,

Vu le rapport et les conclusions favorables du commissaire-enquêteur émettant les préconisations suivantes :

- Amender le projet de Règlement Local de Publicité suite aux observations des Personnes Publiques Associées ;
- Apporter des précisions concernant les enseignes mobiles, chevalets, oriflammes ou autres, et ce notamment en ZP1 ;
- Interroger les élus concernant certains points (affichage petit format, éventuellement intégrer une partie de l'avenue J. Fitzgerald Kennedy à la ZP3, bâches publicitaires, proposition relative au domaine ferroviaire en gare) ;
- Modifier l'expression « intégration paysagère respectueuse de l'environnement »
- Réfléchir à une charte graphique ;
- Réfléchir à l'extension du Règlement Local de Publicité aux communes limitrophes principalement Saint Georges des Coteaux et Les Gonds ;
- Encourager le débat concernant le développement du street marketing.

Considérant que les remarques effectuées lors de l'enquête publique justifient des adaptations mineures du projet de RLP, et notamment :

Partie Règlementaire :

1. La suppression de l'article sur les dispositifs publicitaires de petits formats à la demande des professionnels de l'affichage ;
2. La création d'un article supplémentaire concernant les dispositifs publicitaires installés sur le domaine ferroviaire à la demande des professionnels de l'affichage ;
3. L'ajout d'une note de bas de page à l'article 24 concernant les interdictions de publicité dans l'agglomération secondaire de Saintes, à la demande de la CDNPS.

Rapport de présentation :

- La mise à jour des données démographiques et les ajustements concernant les modifications législatives induites par la loi du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique et la loi du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne ;
- Les précisions quant aux régimes des oriflammes et quant aux interdictions de publicité dans la ZP4 A&B issue de la réglementation nationale, à la demande de la CDNPS ;
- La mise en adéquation le rapport de présentation et notamment la partie justification des choix avec les modifications apportées à la partie règlementaire.

Annexes :

- L'insertion de la définition d'une oriflamme à la demande de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Rochefort et Saintonge.

Rapport de présentation et annexes :

- La correction d'une erreur matérielle entre la dénomination de la ZP3 (dans la partie règlementaire, le rapport de présentation et sur la légende de la cartographie du zonage) et le zonage de la ZP3.

Considérant que le projet de RLP tel qu'il est présenté en Conseil Communautaire est prêt à être approuvé,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le projet de Règlement Local de Publicité de la ville de Saintes tel qu'il est annexé à la présente délibération.
- **d'indiquer** que, conformément à l'article R.153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet :
 - o D'un affichage au siège de la Communauté d'agglomération et à la mairie de Saintes durant un mois,
 - o D'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département,
 - o Et d'une publication au recueil des actes administratifs de la communauté d'agglomération.
- **de préciser** que le Règlement Local de Publicité de la ville de Saintes, une fois approuvé, sera :

- *Annexé au Plan Local d'Urbanisme de la ville de Saintes, conformément à l'article L.581-14-1 5° du Code de l'environnement,*
 - *Mis à disposition sur le site internet de la Communauté d'Agglomération de Saintes en application de l'article R.581-79 du Code de l'environnement.*
- **d'ajouter** que la présente délibération et les dispositions engendrées par le Règlement Local de Publicité de la ville de Saintes ne seront exécutoires qu'après l'accomplissement des mesures de publicité susvisées.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-118. Burie - Approbation du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS précise qu'il s'agit également d'une procédure initiée avant la prise de compétence par la CDA, puisqu'elle avait été engagée par la commune de Burie en 2014. Le dossier a été transmis aux personnes publiques associées pour avis, et soumis à enquête publique du 3 février au 9 mars 2021. Les objectifs du plan sont de soutenir l'économie locale, conforter le bourg et ses équipements, et permettre une croissance démographique ambitieuse, ainsi qu'une offre de qualité répondant aux besoins de la population. Il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver le projet.

Monsieur Gérard PERRIN ajoute que le PLU de Burie commençait à dater, et que la commune exprimait la vision pour l'évolution du territoire dans les dix ans à venir. Elle tenait à effectuer la révision de ce PLU, et à remplacer la création du périmètre de 500 mètres par la création d'un périmètre délimité aux abords des monuments historiques. Le but est d'agrandir le territoire et de favoriser les améliorations, sans avoir à passer par les Bâtiments de France. Il tient à remercier l'Agglomération pour le travail effectué sur ce dossier.

En l'absence de remarques, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) a été engagée par la commune de Burie le 27 mai 2014. Suite à la prise de la compétence « documents d'urbanisme » le 1^{er} janvier 2020, la CDA est devenue compétente pour finaliser cette révision. Le projet de PLU arrêté par la commune en mai 2019 a été transmis pour avis aux personnes publiques associées (PPA) et soumis à enquête publique du 03 février 2021 à 9h00 au 09 mars 2021 à 12h00.

Le PLU, modifié suite aux remarques formulées par les PPA et le public, est maintenant prêt à être approuvé par le conseil communautaire.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.132-11 à L.132-13 relatifs aux avis des personnes publiques associées et consultées, l'article L.151-2 relatif au contenu du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.), les articles L.153-21 à L.153-23 relatifs à son approbation et à son caractère exécutoire, et les articles R.153-20 et R.153-21 relatifs aux mesures de publicité,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 2°) relatif à l'Aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document en tenant lieu et carte communale »,

Vu le procès-verbal d'installation du Conseil Communautaire et de l'élection du Président et des Vice-Présidents et autres membres du Bureau en date du 16 juillet 2020,

Vu la délibération du conseil municipal de Burie en date du 27 mai 2014 prescrivant la révision du plan local d'urbanisme de la commune et organisant les modalités de concertation,

Vu la délibération du conseil municipal de Burie en date du 20 novembre 2017 relative au débat sur les

orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) prévu par l'article L.153-12 du code de l'urbanisme,

Vu la délibération du conseil municipal de Burie en date du 13 mai 2019 tirant le bilan de la concertation,

Vu la délibération du conseil municipal de Burie en date du 13 mai 2019 arrêtant le projet de plan local d'urbanisme,

Vu la décision de l'autorité environnementale en date du 25 mars 2019 précisant que le projet de révision du plan local d'urbanisme de la commune de Burie n'est pas soumis à évaluation environnementale,

Vu les avis recueillis sur le projet du plan local d'urbanisme par les personnes publiques associées et consultées conformément aux articles L.132-11 à L.132-13 du Code de l'Urbanisme,

Vu la décision N°E20000099 /86 en date du 15 septembre 2020 de Monsieur la présidente du Tribunal Administratif de POITIERS désignant Monsieur Christian Lavalette en qualité de commissaire-enquêteur,

Vu l'arrêté n°2021-2 en date du 6 janvier 2021 du Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes relatif à l'ouverture et d'organisation de l'enquête publique unique concernant la révision du plan local d'urbanisme de la commune de Burie et la création de périmètres délimités des abords de monuments historiques,

Vu l'enquête publique qui s'est tenue du 03 février 2021 à 9h00 jusqu'au 09 mars 2021 à 12h00,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur mis à la disposition du public au siège de la communauté d'agglomération de Saintes, en mairie de Burie, et disponible sur le site internet de la Communauté d'agglomération de Saintes pour une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête publique,

Vu le projet de Plan Local d'Urbanisme annexé à la présente délibération,

Considérant que les observations formulées par le public et les personnes publiques associées au projet de Plan Local d'Urbanisme, ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur, ont été examinés et sont traités en annexe 1 de la présente délibération, ces observations justifiant les modifications mineures du projet de PLU telles qu'elles sont récapitulées dans l'annexe 1 ci-joint,

Considérant que ces modifications ne remettent pas en cause l'économie générale du projet de PLU,

Considérant l'avis favorable émis par le commissaire enquêteur sur le projet de P.L.U,

Considérant que le projet de PLU élaboré par la commune a poursuivi les orientations et objectifs retenus et détaillés au sein du projet d'aménagement et de développement durables, tels que débattus par le Conseil Municipal, à savoir :

- I. DEVELOPPER L'OFFRE ECONOMIQUE DU TERRITOIRE ET RENFORCER LE BOURG*
 - 1. Soutenir le développement de l'économie locale*
 - 2. Conforter le bourg et ses équipements*
- II. PROMOUVOIR UN DEVELOPPEMENT URBAIN EQUILIBRE*
 - 1. Une offre de logement de qualité, répondant aux besoins de la population*
 - 2. Une croissance démographique ambitieuse à l'appui des objectifs du SCOT*
- III. PRESERVER ET VALORISER LE PATRIMOINE RURAL DE BURIE*
 - 1. Inscrire le développement urbain dans la trame verte et bleue*
 - 2. Mettre en valeur les paysages emblématiques de Burie*
 - 3. Préserver le cadre de vie et l'environnement de Burie*

Considérant que le projet de PLU comprend conformément à l'article L.151-2 du Code l'Urbanisme :

- 1° Un rapport de présentation ;*
- 2° Un projet d'aménagement et de développement durables ;*
- 3° Des orientations d'aménagement et de programmation ;*
- 4° Un règlement ;*
- 5° Des annexes.*

Certains de ces éléments comprennent un ou plusieurs documents graphiques.

Considérant que le projet de PLU tel qu'il est présenté au Conseil Communautaire est prêt à être approuvé

conformément à l'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le projet de Plan Local d'Urbanisme de Burie tel qu'il est annexé à la présente délibération.
- **d'autoriser** Monsieur le Président à signer tout document permettant l'accomplissement des formalités précisées ci-après.
- **d'ajouter** que, conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité suivantes : un affichage au siège de la Communauté d'agglomération et en mairie de Burie durant un mois et une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Chacune de ces formalités de publicité mentionnera le lieu où le dossier peut être consulté. La délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs de la Communauté d'Agglomération de Saintes.
- **de préciser** que la présente délibération accompagnée du dossier de PLU qui lui est annexé, est transmise à Madame la Sous-Préfète de Saintes. Elle sera exécutoire après avoir fait l'objet des mesures de publicité précitées, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué. Conformément à l'article R.153-22 du Code de l'Urbanisme, la délibération et le dossier de P.L.U. approuvé feront l'objet d'une publication sur le portail national de l'urbanisme.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend part au vote

2021-119. Droit de Préemption Urbain (DPU) - Abrogation du périmètre de DPU sur la commune de Burie - Instauration du DPU sur les zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU) du PLU de la commune de Burie

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS rappelle que lorsque le PLU est modifié, il est nécessaire ensuite de mettre en conformité le droit de préemption urbain par rapport aux zones U ou AU. Il suffit de faire coïncider le périmètre du DPU sur les zones U et AU nouvellement créées par la révision du PLU de Burie.

En l'absence de questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

La révision du PLU de Burie a pour effet de modifier les périmètres des zones urbaines (U) et d'urbanisation futures (AU) dans lesquelles un périmètre de droit de préemption urbain (DPU) avait été instauré. Ces périmètres devenant caducs avec l'adoption du nouveau PLU, il convient de réactualiser le périmètre du DPU pour le faire concorder avec les nouvelles délimitations des zones U et AU.

L'objet du vote porte sur l'abrogation de l'ancien périmètre du DPU et l'adoption du nouveau périmètre.

A titre informatif, il est rappelé que suite au transfert de la compétence « PLU et document d'urbanisme » à la CDA, celle-ci est devenue compétente en matière de droit de préemption urbain.

Il est également rappeler que toute instauration ou modification de périmètre de DPU donne lieu à des mesures de publicité : affichage de la délibération en mairie pendant 1 mois, publication d'une mention de ces changements dans 2 journaux publiés dans le département, notification de la délibération au Directeur départemental des finances publiques, chambre départementale des notaires, barreaux et greffes du tribunal judiciaire.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 210-1 et suivants, et L. 211-1 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 2°), relatif à l'Aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence «Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu la délibération n°2020-02 du Conseil Communautaire en date du 13 février 2020, transmise au contrôle de légalité le 20 février 2020, portant abrogation des périmètres de DPU sur les communes de BURIE et d'ECURAT - Instauration des DPU sur les zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU) du PLU des communes de Burie et d'Ecurat,

Vu le plan local d'urbanisme de la commune de Burie, révisé le 8 juin 2021 par délibération n°21-118 du Conseil Communautaire,

Considérant qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public intercommunal à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme, emporte sa compétence de plein droit en matière de droit de préemption urbain,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes est compétente depuis le 1^{er} janvier 2020 en matière de plan local d'urbanisme,

Considérant qu'en application des articles L. 211-1 et L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Saintes peut instaurer le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU) des documents d'urbanisme en vigueur dans les communes de son territoire,

Considérant que la révision du plan local d'urbanisme de Burie, approuvée par délibération du Conseil Communautaire le 8 juin 2021, a eu pour effet de faire évoluer le périmètre des zones urbaines et à urbaniser en vigueur dans le précédent document d'urbanisme,

Considérant que le périmètre de droit de préemption urbain actuel est obsolète, il est nécessaire de l'abroger et d'instaurer un nouveau périmètre sur l'ensemble des zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU) du plan local d'urbanisme approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 8 juin 2021,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'abroger** le périmètre de droit de préemption urbain institué par la délibération n°2020-02 du Conseil Communautaire en date du 13 février 2020.
- **d'instituer** le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU) du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé par délibération du Conseil Communautaire le 8 juin 2021 dans la commune de Burie telles qu'identifiées dans le plan de zonage dudit PLU.
- **de réaliser**, conformément aux articles R. 211-2 et R. 211-3 du Code de l'Urbanisme, les mesures de publicité de la présente délibération.
- **de rappeler** qu'en application de l'article L. 213-13 du Code de l'Urbanisme, la commune de Burie devra ouvrir, dès institution ou création sur son territoire d'un droit de préemption, un registre dans lequel seront inscrites toutes les acquisitions réalisées par exercice ou par délégation de ce droit, ainsi que l'utilisation effective des biens ainsi acquis.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Renée BENCHIMOL LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-120. Courcoursy - Approbation du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS a omis de préciser que le financement de ces modifications de règlement est à la charge des communes qui les ont initiées.

Le PLU de Courcoury a dû être modifié suite aux remarques des personnes publiques associées. Une négociation a donc eu lieu entre les services de l'État et le maire, qui a réussi à faire valoir ses arguments et à faire valider son PLU par les services de l'État.

Monsieur Éric BIGOT indique que le PLU a été initié en 2014, et a connu des aléas. Ces étapes ont pu être franchies. Les services de la CDA ont apporté un accompagnement dès le début. Les élus étaient quelque peu réticents face à la prise de compétence de la CDA, ils sont finalement très satisfaits. Une collaboration plus étroite a pu être instaurée avec les services de la CDA.

Monsieur Pierre DIETZ se réjouit d'entendre ces remarques positives. Il souhaite savoir à quel moment le PLU sera entièrement instauré sur le territoire de la Communauté d'Agglomération.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS indique que la mouture de la charte de gouvernance a été présentée la veille au Vice-Président. Elle a été travaillée durant de nombreuses semaines par les services de la CDA, puis proposée à l'ensemble des conseils municipaux de l'Agglomération. Un questionnaire leur a été transmis, et les communes se sont prononcées sur des choix forts au sujet de la manière dont la gouvernance allait s'exercer sur le PLU. Il s'agit de la première étape. Cette charte de gouvernance sera présentée en Conseil Communautaire le 6 juillet. Le lancement officiel du PLU aura lieu en septembre. Le calendrier affiché en début du mandat est tenu, et l'objectif est de terminer le PLU en 2025.

En l'absence d'autres remarques, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) a été engagée par la commune de Courcoury le 18 décembre 2014. Suite à la prise de la compétence « documents d'urbanisme » le 1^{er} janvier 2020, la CDA est devenue compétente pour finaliser cette révision. Le projet de PLU arrêté par la commune en novembre 2019 a été transmis pour avis aux personnes publiques associées (PPA) et soumis à enquête publique du 28 janvier au 1^{er} mars 2021.

Le PLU, modifié suite aux remarques formulées par les personnes publiques associées et le public, est maintenant prêt à être approuvé par le conseil communautaire.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.132-11 à L.132-13 relatifs aux avis des personnes publiques associées et consultées, l'article L.151-2 relatif au contenu du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.), les articles L.153-21 à L.153-23 relatifs à son approbation et à son caractère exécutoire, et les articles R.153-20 et R.153-21 relatifs aux mesures de publicité,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 2°) relatif à l'Aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document en tenant lieu et carte communale »,

Vu le procès-verbal d'installation du Conseil Communautaire et de l'élection du Président et des Vice-Présidents et autres membres du Bureau en date du 16 juillet 2020,

Vu la délibération du conseil municipal de Courcoury en date du 18 décembre 2014 prescrivant la révision du plan local d'urbanisme de la commune et organisant les modalités de concertation,

Vu le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) prévu par l'article L.153-12 du code de l'urbanisme au conseil municipal de Courcoury en date du 21 février 2018,

Vu la délibération du conseil municipal de Courcoury en date du 12 novembre 2019 tirant le bilan de la concertation,

Vu la délibération du conseil municipal de Courcoury en date du 12 novembre 2019 arrêtant le projet de plan local d'urbanisme,

Vu les avis recueillis sur le projet du plan local d'urbanisme par les personnes publiques associées et consultées conformément aux articles L.132-11 à L.132-13 du Code de l'Urbanisme et l'avis de l'autorité environnementale en date du 24 février 2020,

Vu la décision N°E20000097 /86 en date du 15 septembre 2020 de Madame la présidente du Tribunal Administratif de POITIERS désignant Madame Aurore Brune en qualité de commissaire-enquêteur,

Vu l'arrêté 21-1 en date du 6 janvier 2021 du Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes relatif à l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique concernant la révision du plan local d'urbanisme de la commune de Courcoury soumis à évaluation environnementale,

Vu l'enquête publique qui s'est tenue du 28 janvier 2021 à 14h00 au 1^{er} mars 2021 à 16h30,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur mis à la disposition du public au siège de la communauté d'agglomération de Saintes, en mairie de Courcoury, et disponible sur le site internet de la Communauté d'agglomération de Saintes pour une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête publique,

Vu le projet de Plan Local d'Urbanisme annexé à la présente délibération,

Considérant que les observations formulées par le public et les personnes publiques associées au projet de Plan Local d'Urbanisme, ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur, ont été examinés et sont traités en annexe 1 de la présente délibération, ces observations justifiant les modifications mineures du projet de PLU telles qu'elles sont récapitulées dans l'annexe 1 ci-jointe,

Considérant que ces modifications ne remettent pas en cause l'économie générale du projet de PLU,

Considérant l'avis favorable émis par le commissaire enquêteur sur le projet de PLU,

Considérant que le projet de PLU élaboré par la commune a poursuivi les orientations et objectifs retenus et détaillés au sein du projet d'aménagement et de développement durables, tels que débattus par le Conseil Municipal, à savoir :

- I. PROTÉGER LA RICHESSE DE LA TRAME VERTE ET BLEUE LOCALE**
 1. Protéger les continuités écologiques structurant le territoire
 2. Assurer la protection et la mise en valeur des paysages de Courcoury
 3. Soutenir le déploiement des énergies renouvelables
 4. Préserver le cadre de vie et l'environnement de Courcoury
- II. MAÎTRISER LE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET PRÉSERVER UN TERRITOIRE RURAL**
 1. Promouvoir une offre d'habitat de qualité en accord avec le territoire
 2. Développer une croissance démographique mesurée
- III. STRUCTURER ET ACCOMPAGNER LE DÉVELOPPEMENT URBAIN DE LA COMMUNE**
 1. Organiser le développement des polarités urbaines
 2. Soutenir le développement de l'économie rurale de la commune

Considérant que le projet de PLU comprend, conformément à l'article L.151-2 du Code l'Urbanisme :

- 1° Un rapport de présentation ;
- 2° Un projet d'aménagement et de développement durables ;
- 3° Des orientations d'aménagement et de programmation ;
- 4° Un règlement ;
- 5° Des annexes.

Certains de ces éléments comprennent un ou plusieurs documents graphiques.

Considérant que le projet de PLU tel qu'il est présenté au Conseil Communautaire est prêt à être approuvé conformément à l'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme ;

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le projet de Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération.
- **d'autoriser** Monsieur le Président à signer tout document permettant l'accomplissement des formalités précisées ci-après.
- **d'ajouter** que, conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité suivantes : un affichage au siège de la Communauté d'agglomération et en mairie de Courcoury durant un mois et une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Chacune de ces formalités de

publicité mentionnera le lieu où le dossier peut être consulté. La délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

- **de préciser** que la présente délibération accompagnée du dossier de PLU qui lui est annexé, est transmise à Madame la Sous-Préfète de Saintes. Elle sera exécutoire après avoir fait l'objet des mesures de publicité précitées, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué. Conformément à l'article R.153-22 du Code de l'Urbanisme, la délibération et le dossier de P.L.U. approuvé feront l'objet d'une publication sur le portail national de l'urbanisme.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-121. Droit de Préemption Urbain (DPU) - Abrogation du périmètre de DPU sur la commune de Courcoury - Instauration du DPU sur les zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU) du PLU de la commune de Courcoury

Jean-Luc MARCHAIS précise que la situation est identique à celle de la commune de Burie.

En l'absence de remarques, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la révision du PLU de Courcoury a pour effet de modifier les périmètres des zones urbaines (U) et d'urbanisation futures (AU) dans lesquelles un périmètre de droit de préemption urbain (DPU) avait été instauré. Ces périmètres devenant caducs avec l'adoption du nouveau PLU, il convient de réactualiser le périmètre du DPU pour le faire concorder avec les nouvelles délimitations des zones U et AU.

L'objet du vote porte sur l'abrogation de l'ancien périmètre du DPU et l'adoption du nouveau périmètre.

A titre informatif, il est rappelé que suite au transfert de la compétence « PLU et document d'urbanisme » à la CDA, celle-ci est devenue compétente en matière de droit de préemption urbain.

Il est également rappeler que toute instauration ou modification de périmètre de DPU donne lieu à des mesures de publicité : affichage de la délibération en mairie pendant 1 mois, publication d'une mention de ces changements dans 2 journaux publiés dans le département, notification de la délibération au Directeur départemental des finances publiques, chambre départementale des notaires, barreaux et greffes du tribunal judiciaire.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 210-1 et suivants, et L. 211-1 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 2°), relatif à l'Aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu la délibération du Conseil municipal de Courcoury en date du 11 décembre 2006 instaurant le droit de préemption urbain sur la commune,

Vu le plan local d'urbanisme de la commune de Courcoury, approuvé le 7 juillet 2009 et révisé le 8 juin 2021 par délibération n°120 du Conseil Communautaire,

Considérant qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public intercommunal à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme, emporte sa compétence de plein droit en matière de droit de préemption urbain,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes est compétente depuis le 1^{er} janvier 2020 en matière de plan local d'urbanisme,

Considérant qu'en application des articles L. 211-1 et L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Saintes peut instaurer le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU) des documents d'urbanisme en vigueur dans les communes de son territoire,

Considérant que la révision du plan local d'urbanisme de Courcoury, approuvée le 8 juin 2021, a eu pour effet de faire évoluer le périmètre des zones urbaines et à urbaniser en vigueur dans le précédent document d'urbanisme,

Considérant que le périmètre de droit de préemption urbain actuel est obsolète, il est nécessaire de l'abroger et d'instaurer un nouveau périmètre sur l'ensemble des zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU) du plan local d'urbanisme approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 8 juin 2021,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'abroger** le périmètre de droit de préemption urbain institué par la délibération du Conseil Municipal de Courcoury en date du 11 décembre 2006.
- **d'instituer** le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU) du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé par délibération du Conseil Communautaire le 8 juin 2021 dans la commune de Courcoury telles qu'identifiées dans le plan de zonage dudit PLU.
- **de réaliser**, conformément aux articles R. 211-2 et R. 211-3 du Code de l'Urbanisme, les mesures de publicité de la présente délibération.
- **de rappeler** qu'en application de l'article L. 213-13 du Code de l'Urbanisme, la commune de Courcoury devra ouvrir, dès institution ou création sur son territoire d'un droit de préemption, un registre dans lequel seront inscrites toutes les acquisitions réalisées par exercice ou par délégation de ce droit, ainsi que l'utilisation effective des biens ainsi acquis.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

UNE AGGLOMÉRATION SENSIBLE AUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

TRANSITION ÉCOLOGIQUE (gérer la ressource en eau et les milieux aquatiques)

2021-122. Autorisation de signer les conventions de co-financement des travaux liés à la Gestion des Eaux Pluviales Urbaines (EPU) dans le cadre de l'aménagement des traversées de bourgs entre les communes et la Communauté d'Agglomération de Saintes

Monsieur Fabrice BARUSSEAU rappelle que la CDA est compétente depuis 2020 en ce qui concerne les eaux pluviales urbaines. Le Conseil Départemental travaille avec les communes afin d'améliorer les traversées de bourgs. Il s'agit de conventionner avec les communes pour la part communale restante. Un fonds de concours avait été décidé lors du transfert de la compétence, avec 50% à la charge de la CDA et 50% à la charge de la commune.

En l'absence de questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Avec la prise de compétence EPU, la CDA devient un interlocuteur privilégié du Conseil Départemental dans le cadre de ses aménagements routiers et notamment des traversées de bourg.

Jusqu'à présent le Département signait une convention financière avec les communes. Le montant à la charge des communes est calculé sur la base d'un taux progressif en fonction de la population communale. Ainsi les taux applicables sont :

- Collectivités de moins de 500 habitants : 25 %
- Collectivités entre 500 et 999 habitants : 30 %
- Collectivités entre 1 000 et 2 499 habitants : 40 %
- Collectivités entre 2 500 et 4 999 habitants : 50 %
- Collectivités entre 5000 et 9 999 habitants : 60 %
- Collectivités supérieure à 10 000 habitants : 80 %

La CDA prenant en charge la gestion des équipements et une partie des investissements pluviaux (fond de concours des communes), et le Département portant l'intégralité des travaux, il est prévu que la commune signe :

- Une première convention avec le Département
- Une seconde convention avec la CDA pour répartir la prise en charge du coût du pluvial sur la base du taux appliqué à la commune et du fond de concours validé en décembre 2020 lors du vote des AC provisoires.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 10°) relatif à la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L.2226-1 »,

Vu la délibération n°2020-245 du Conseil communautaire en date du 15 décembre 2020 portant sur la détermination des AC provisoires pour 2021 et qui prend en compte la mise en place d'un fond de concours pour le financement d'une part des investissements liés au pluvial,

Considérant que les travaux portés par le département dans le cadre de l'aménagement des traversées de bourgs comprennent des travaux sur le périmètre d'intervention de la CDA dans le domaine de l'Eau Pluviale Urbaine,

Considérant que ces travaux sont encadrés par une convention entre la commune et le Département,

Considérant que la CDA de Saintes et la Commune doivent prendre en charge une partie des coûts,

Considérant qu'il y a lieu que les équipements pluviaux pris en charge par la CDA soient mis à disposition de la CDA après travaux, pour l'exercice de ces compétences et de leur entretien,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les termes de la convention-type ci-jointe de co-financement des travaux liés à la Gestion des Eaux Pluviales Urbaines (EPU) dans le cadre de l'aménagement des traversées de bourgs entre les communes et la Communauté d'Agglomération de Saintes.

- d'autoriser le Président, ou son représentant en charge du Développement Durable et du Cadre de vie, à signer ladite convention.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

UNE AGGLOMÉRATION PROCHE ET SOLIDAIRE DE SES HABITANTS

ÉQUIPER LE TERRITOIRE

2021-123. Achat d'un véhicule de Transport Public avec la Centrale d'Achat du Transport Public (CATP)

Monsieur Philippe DELHOUME précise que la CDA s'est engagée à renouveler le parc de bus vieillissant. L'achat d'un nouveau bus est proposé, pour un montant total de 229 120 euros.

Monsieur Pierre MAUDOUX a été interpellé par des usagers de la ligne de bus au sujet des arrêts. Il demande quelle est la politique sur ce point. Parfois, la ligne passe devant l'endroit où les personnes souhaiteraient que l'arrêt ait lieu, mais le conducteur n'a pas le droit de s'arrêter. Cela pose problème lorsqu'il s'agit de personnes handicapées.

Monsieur Philippe DELHOUME indique que le règlement prévoit que les personnes handicapées puissent monter à leur domicile. Les personnes qui ne disposent pas d'un justificatif de handicap doivent se rendre aux arrêts prévus.

Monsieur Pierre MAUDOUX estime que le dispositif devrait être étendu aux personnes handicapées de manière temporaire. Il est difficilement concevable que le chauffeur de bus ne puisse pas s'arrêter pour faire monter une personne à béquilles.

Monsieur Philippe DELHOUME est d'accord, il fera remonter le point.

Monsieur Pierre DIETZ partage le point de vue de Pierre MAUDOUX. Des personnes en situation de handicap temporaire ont besoin d'Allo Bus dans ces moments.

Monsieur Philippe DELHOUME explique que si le chauffeur fait descendre une personne à béquilles en dehors d'un arrêt et que cette personne a un accident, il sera tenu responsable. Afin de se prémunir, il est obligé de respecter le règlement.

Monsieur Pierre MAUDOUX précise que parmi les cas qui lui ont été remontés, le chauffeur a refusé de s'arrêter alors qu'un arrêt de bus existait. Ce cas de figure est inacceptable.

Monsieur le Président l'invite à remonter par mail le moment précis où cela s'est produit afin qu'il en soit référé au délégataire, et soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que dans le cadre de la Concession de Service Public, la CDA s'est engagée au renouvellement du parc de véhicules vieillissant. Ce renouvellement intervient dans le cadre du PPI et conformément au budget annexe Transports urbains et mobilités voté cette année.

Actuellement, le parc du réseau Buss est constitué de 21 véhicules dont 48% est en Euro 6 soit la norme antipollution la plus contraignante pour ce type de véhicule, 29% en Euro 5, 14% en Euro 4 et 9% en Euro 3. Tous les véhicules nouvellement achetés sont en Euro 6.

Il est proposé au titre de l'année 2021, l'achat d'un nouveau bus pour un montant total T.T.C de 274 944,00 €. Ce nouveau bus portera le parc à 52 % en Euro 6. Il sera livré en 2022.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique, et notamment les articles L. 2113-2 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 2°), c) relatif à « l'Organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la 1^{ère} partie du Code des Transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code »,

Considérant L. 2113-4 du Code de la Commande Publique autorise les acheteurs à recourir à une centrale d'achats pour l'acquisition de fournitures notamment,

Considérant que le montant total de l'acquisition du véhicule s'élève à 229 120,00 € H.T (soit 222 000,00 € en prix unitaire auquel s'ajoutent la rémunération de la CATP de 2 220,00 € et les PSE facultatives de 4 900,00 €) auquel s'ajoute un montant de 20 % de TVA soit 45 824,00 € ; soit un montant total de 274 944,00 € T.T.C,

Vu les crédits de paiement 2021 disponibles sur le Budget Annexe Transports et Mobilité en matière d'acquisition de bus,

Considérant que la Centrale d'Achat du Transport Public (CATP), propose un véhicule de transport public sélectionné dans le respect des règles des marchés publics, et notamment la proposition formulée dans l'engagement de commande MS 2020-02-06 du 16 avril 2021, présentée par le service commercial de la CATP,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'acquérir un véhicule type Autobus gabarit réduit faible largeur 9,50 mètres (Iveco GX 137 C), de la marque Heuliez Bus commercialisée par la société Iveco, auprès de la CATP, dont le siège social est situé 8 Villa de Lourcine à PARIS (75014).

- d'autoriser le Président ou son représentant en charge des transports et de la mobilité à signer notamment les conditions générales de vente, l'engagement de commande MS 2020-02-06 du 16 avril 2021, la convention de rémunération de la CATP ainsi que tous les autres documents qui s'avèreraient nécessaires dans ce cadre.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour*
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

SOLIDARITÉ

2021-124. Approbation du règlement de l'appel à projets "économie sociale et solidaire" lancé par la Communauté d'Agglomération de Saintes en 2021

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS indique que les trois délibérations qui suivent entrent dans le cadre de la contractualisation avec la région, sous couvert du SRDEII. Il s'agit d'abord de soumettre le nouvel appel à projets pour cette année. Le souhait est de le doter de 33 000 euros au lieu de 35 000. L'avis des citoyens serait requis afin qu'un lauréat puisse bénéficier de 2 000 euros supplémentaires. L'idée est que le territoire accueille de nouvelles initiatives pour la création d'emplois. Les domaines concernés dépendent des compétences de l'Agglomération, il peut s'agir de l'habitat, l'environnement, les déchets, le tourisme ou encore la mobilité. Les porteurs de projets auront jusqu'au 15 octobre pour déposer leur dossier. Les personnes retenues passeront devant le jury, et les lauréats seront connus en fin d'année.

En l'absence de remarques, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'Economie Sociale et Solidaire, de plus en plus dénommée au quotidien sous son intitulé « ESS », représente une force économique de proximité sur le territoire de la CDA de Saintes.

265 établissements y sont actifs occupant 2933 emplois salariés qui représentent plus de 20% de l'emploi privé de l'agglomération et 13.3% des emplois totaux.

Source d'emplois non délocalisables, l'ESS connaît depuis une vingtaine d'années en France et sur le territoire de la CDA de Saintes une évolution de ses effectifs stable voire positive, là où l'économie classique connaît des périodes de fluctuations à la hausse et à la baisse.

Elle concerne tous les secteurs d'activités économiques et propose une vision de l'entrepreneuriat compatible avec les tendances émises dans la société, tant sur le plan humain qu'environnemental (conception responsable de la production et de la consommation, gestion démocratique, affectation prioritaire des bénéfices au développement de l'activité).

La CDA de Saintes lui accorde donc depuis 2016 une place significative pour conforter et développer l'économie locale en prenant des initiatives adaptées.

L'appel à projet a permis de désigner en trois ans 17 lauréats projetant la création de plus de 50 emplois.

C'est afin de soutenir des projets nouveaux créateurs d'activité et d'emplois, qu'un nouvel appel à projet est proposé avec 33 000 € affectés auxquels pourront s'ajouter 2 000 € sous la forme d'un concours « coup de cœur citoyen » en faveur d'un projet désigné par le public.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.1511-1, L. 1511-2 et L.4251-17,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au développement économique,

Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018, transmise au contrôle de légalité le 23 avril 2018, relative à l'autorisation de signer la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la convention signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération de Saintes et la Région Nouvelle Aquitaine,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes a réalisé en 2017 un diagnostic de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) mettant en évidence non seulement l'importance de l'ESS sur le territoire de l'Agglomération mais encore la contribution croissante de cette catégorie d'entreprises au développement économique du territoire,

Considérant le plan d'actions pour l'ESS proposé dans le cadre du diagnostic susvisé, en particulier son axe I « Créer et innover dans l'économie sociale et solidaire » comportant une orientation de soutien des moyens de financement de l'ESS avec une action intitulée « Lancer des appels à projets sur l'émergence d'activités nouvelles dans l'ESS »,

Considérant non seulement le succès des précédents appels à projets ayant permis de désigner en trois ans 17 lauréats projetant la création de plus de 50 emplois, mais encore l'intérêt de poursuivre l'expérience au bénéfice du territoire de l'agglomération de Saintes,

Considérant le travail engagé avec la CRESS, le comité de pilotage de l'ESS et les services de la CDA pour associer à cet appel à projets une opération intitulée « coup de cœur citoyen » consistant cette année à récompenser par un bonus de 2.000€ le lauréat qui aura recueilli le plus de suffrages de la part du public dans le cadre d'une opération spécifique de communication en cours de finalisation à la date de préparation de la présente délibération,

Considérant les crédits inscrits au Budget Principal 2021 nature 6574 chapitre 65,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les termes du règlement de l'appel à projets ESS 2021 ci-joint et d'y affecter la somme prévisionnelle de 33.000€ maximum.
- **d'autoriser** le lancement de l'appel à projets ESS 2021 à compter du rendu exécutoire de la présente délibération.
- **d'accepter** le principe d'organiser, en complément du présent appel à projets et dans un cadre réglementaire distinct à venir, un prix « coup de cœur citoyen » (bonus de 2.000€) en faveur du lauréat de l'appel à projets qui aura recueilli le plus de suffrage à l'issue d'une opération de communication appropriée.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), de l'Economie Circulaire et des Chantiers d'Insertion, à signer tout courrier et document afférent à la mise en œuvre du règlement de cet appel à projets ESS 2021, à l'exception des décisions d'attribution des subventions aux lauréats et des conventions en découlant qui seront

prises ultérieurement par l'autorité ou l'organe compétent au sein de la CDA de Saintes.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

SOLIDARITÉS

2021-125. Association France Active - Autorisation de signer une convention d'objectifs pour l'année 2021

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS explique que les structures de l'ESS travaillent depuis de nombreuses années avec l'association France Active. Il s'agit de l'accompagner dans le développement de dispositifs complémentaires à ceux observés dans l'économie classique comme les incubateurs, l'Hôtel d'entreprises ou le Pôle innovation. L'association a sollicité une subvention de 10 000 euros. La proposition est de se lancer à hauteur de 4 000 euros, puis de faire le point à l'issue de cette première année. Les collectivités qui entourent la CDA sont déjà engagées dans un partenariat avec France Active.

En l'absence de remarques, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

L'association France Active Poitou-Charentes exerce son activité dans le cadre d'un réseau national dont la vocation, depuis plus de 30 ans, est la réussite des entrepreneurs engagés grâce à la mobilisation d'outils de finance solidaire.

France Active Poitou-Charentes intervient aux côtés de la CDA pour éclairer les actions engagées dans l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), par le biais de la participation au jury d'examen des candidatures à l'appel à projets ESS de la CDA ainsi que lors de séances RICL'ESS (Réunions d'Informations Collectives Locales sur l'ESS).

Elle a adressé, le 10 novembre 2020, un courrier à la CDA de Saintes pour proposer un partenariat pour ses actions sur notre territoire, afin de lui permettre de déployer dans des conditions améliorées ses outils d'accompagnement aux porteurs de projets, en particulier ses dispositifs appelés POP (Propulseur de projets optimistes) avec POP Départ (pré-incubation), POP Incub (incubation) et POP Fabrique (émergence de projets).

Lors du vote du Budget primitif du Budget Principal le 30 mars 2021, le Conseil Communautaire via la maquette budgétaire a accordé 4 000 € de subvention à France Active.

Il convient d'autoriser la signature de la convention déterminant les modalités de versement de cette subvention.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 1°), Développement Economique,

Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la convention pour le SRDEII (Schéma de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation) signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine,

Vu la délibération n°2021-31 du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2021 portant vote du budget primitif du Budget Principal 2021,

Considérant le courrier daté du 10 novembre 2020, adressé à la Communauté d'Agglomération de Saintes par M. France JOUBERT, Président de l'association France Active, sollicitant une subvention de fonctionnement pour son activité sur le territoire de la Communauté de Saintes,

Considérant le rôle de France Active Poitou-Charentes consistant à apporter des réponses de proximité aux porteurs de projets de création d'activités, d'entreprises et d'emplois prioritairement orientés en direction de l'économie sociale et solidaire,

Considérant les outils de pré-incubation mis en œuvre pour les intéressés et la capacité de France Active Poitou-Charentes de réaliser des études d'opportunité de création de nouvelles activités sur le territoire,

Considérant que la mission de France Active s'inscrit dans le cadre du règlement d'intervention communautaire au titre du dispositif de soutien aux structures qui financent la création et le développement des entreprises,

Considérant l'information transmise par l'association selon laquelle France Active Poitou-Charentes fusionnera lors d'une Assemblée Générale le 30 juin 2021 avec l'association France Active Nouvelle Aquitaine rassemblant les précédentes entités des anciennes Régions de la Nouvelle Aquitaine, cette nouvelle entité devant reprendre les engagements de France Active Poitou-Charentes,

Considérant les crédits inscrits au Budget Principal 2021, nature 6574, chapitre 65,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les termes de la convention ci-jointe à signer pour le versement de la subvention de fonctionnement accordée au titre de l'année 2021.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge entre autres de l'Economie Sociale et Solidaire, à signer ladite convention avec le Président de France Active Poitou-Charentes,
- **de prendre acte** de la continuité des engagements pris dans le cadre de cette convention avec la future entité France Active Nouvelle Aquitaine le moment venu, sans qu'il soit nécessaire de signer un avenant.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-126. Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) - Autorisation de signer la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2021

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS indique que l'ADIE œuvre dans l'accompagnement des créateurs d'entreprises. Le champ demeure celui de l'ESS, puisqu'il s'agit d'une association. L'ADIE dispose d'un siège à Saintes, qui fonctionne très bien. Elle a pour vocation d'accompagner les personnes exclues du prêt bancaire traditionnel. Elle a accueilli environ 80 personnes en 2020, et une quarantaine de dossiers de financement ont été montés. L'association intervient beaucoup dans les quartiers prioritaires afin d'inciter à la création d'entreprise. Il s'agit d'un vecteur de création d'emploi intéressant pour le secteur économique de Saintes. La demande de subvention s'élève à 8 000 euros, et correspond à la somme accordée l'année précédente.

En l'absence de remarques, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que dans le cadre de sa compétence « développement économique » et du règlement d'intervention contractualisé avec la Région Nouvelle Aquitaine, la CDA de Saintes participe au financement de structures d'aides à la création d'entreprise.

L'ADIE s'adresse principalement aux porteurs d'un projet de création d'entreprise, ou de leur propre emploi, qui n'ont pas accès au crédit bancaire : demandeurs d'emploi, allocataires de minima sociaux, « travailleurs pauvres », personnes en recherche d'accès ou de maintien de l'emploi.

La principale mission de l'ADIE est de favoriser la création d'entreprises et l'entrepreneuriat des publics les plus éloignés de l'emploi avec le microcrédit accompagné.

L'ADIE dispose d'une antenne à Saintes basée à la Cité Entrepreneuriale animée par une personne à temps plein aidée d'une équipe de bénévoles.

En 2020, l'ADIE a accueilli et informé 80 habitants de la CDA et a réalisé 39 dossiers de financement. Face à la situation provoquée par la crise sanitaire, l'ADIE a mis en place un dispositif spécifique : reports d'échéance, prêts de trésorerie, conseils pour faire face à la crise et accéder aux différentes aides mises en place à tous les niveaux. Tous les entrepreneurs financés par l'association ont été contactés individuellement par téléphone pour un entretien-diagnostic approfondi permettant d'identifier les problématiques et mettre en place les solutions adaptées pour chacun.

A partir de mai 2020, l'ADIE a mis en place un "package" de services financiers et non financiers pour accompagner la relance des activités :

- Une offre de financement, avec des conditions inédites d'articulation entre les interventions en microcrédit et en prêts d'honneur,*
- Des informations et un appui centralisé pour informer l'ensemble des entrepreneurs des mesures d'aide, des possibilités de continuation de l'activité économique et des modalités de sortie du confinement,*
- Une aide individuelle à ceux qui ont le plus de difficultés à réaliser, de façon autonome, les démarches pour obtenir les aides exceptionnelles du "fonds de solidarité",*
- Une offre d'accompagnement en ligne pour préparer la reprise d'activité : webconférences sur le développement commercial, le marketing digital, la gestion de la trésorerie.*

Lors du vote du Budget primitif du Budget principal au Conseil Communautaire du 30 mars 2021, 8 000 €, à l'identique de 2020, ont été accordés à l'association ADIE avec laquelle il convient de signer la convention déterminant les modalités de versement de cette subvention.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 09 janvier 2020 et notamment les articles 6, I, 1°) « Développement économique »,

Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la convention pour le SRDEII signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération de Saintes et le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine,

Vu la délibération n°2021-31 du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2021, transmise en Sous-Préfecture le 06 avril 2021, portant adoption du budget primitif 2021 du Budget principal et approuvant notamment le budget dédié aux subventions des associations,

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de Saintes de soutenir les structures d'aides à la création d'entreprise,

Considérant la demande de subvention adressée par l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) pour l'année 2021,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2021 au compte 6574,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les termes de la convention d'objectifs et de moyens pour 2021 ci-jointe entre l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique et la Communauté d'Agglomération de Saintes.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'Economie Sociale et Solidaire, de l'Economie Circulaire et des Chantiers d'Insertion, à signer ladite convention et tous documents afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-127. Attribution des subventions dans le cadre de l'appel à projets du Contrat de Ville 2021

Monsieur le Président précise que cette délibération était présentée lors du dernier Conseil, mais qu'il a omis de la faire voter.

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON indique que l'appel à projets se situe dans le cadre du Contrat de Ville. Plusieurs priorités ont été ciblées, et il a été demandé de favoriser les actions innovantes ou expérimentales, ainsi que de privilégier les actions partenariales. L'accent a été mis sur le fait d'aller vers les populations, plutôt que d'attendre qu'elles viennent vers les partenaires. Des projets nouveaux par rapport aux années précédentes ont été observés, avec des disciplines nouvelles comme le patinage par exemple.

En l'absence de remarques, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que le Contrat de Ville a été signé le 30 septembre 2015 pour la période 2015-2020 et prorogé par un protocole d'engagements renforcés et réciproques jusqu'en 2022. Il porte sur le quartier prioritaire Bellevue - Boiffiers.

Conformément à la circulaire d'application de la loi du 21 février 2014 sur la politique de la ville, le contrat de ville repose sur trois piliers :

- la cohésion sociale,
- le cadre de vie et le renouvellement urbain,
- l'emploi et le développement économique.

L'enfance, l'égalité entre les femmes et les hommes, la lutte contre les discriminations et l'accompagnement à la parentalité constituent des priorités transversales qui doivent être intégrées dans les trois piliers.

Pour l'appel à projets du contrat de ville 2021, l'État et la Communauté d'Agglomération de Saintes ont décidé d'orienter leur action prioritairement vers :

- emploi, formation et développement économique ;
- réussite éducative ;
- accès à la culture (notamment la pratique musicale) ;
- accès aux pratiques sportives ;
- accès aux droits et lutte contre la fracture numérique ;
- participation citoyenne ;
- animation de l'espace Saint Exupéry ;
- santé.

Les projets éligibles au titre de la politique de la ville devront bénéficier prioritairement aux habitants demeurant dans le périmètre de la nouvelle géographie prioritaire. Ils devront être en cohérence avec les axes stratégiques et objectifs du contrat de ville.

L'État et la Communauté d'Agglomération souhaitent privilégier, d'une part des projets présentant des actions innovantes ou expérimentales, d'autre part, dans un souci de cohérence et de complémentarité, des projets élaborés de manière collective regroupant des acteurs locaux dont le rôle et les missions devront être clairement identifiés.

Une attention particulière sera portée aux actions proposant une démarche d'aller au plus près des publics visés et à celles qui viseront à renforcer la présence d'adultes auprès des enfants et jeunes, en soirée, en week-end ou pendant les vacances scolaires.

La programmation de l'appel à projets du contrat de Ville a été validée lors du comité de pilotage (24/03/2021).

C'est dans ce cadre notamment qu'interviennent les partenaires suivants :

- **Association Kuzioz** (Projet « Fait pas Genre ! ») : faire vivre le dialogue sur les questions de lutte contre les discriminations et d'égalité de genre,
- **Association l'Arche en sel** (Projet « Festival des jardins ») : créer des événements qui permettront aux habitants de s'initier aux bonnes pratiques de la culture ou développer leurs compétences,
- **Ville de Saintes - Conservatoire** : Projet de Journée festive et musicale à l'espace Saint Exupéry,
- **Association le Collectif L'G.A** (Projet « Paroles de Citoyens ! ») : Réaliser une série de clip vidéo dont l'objectif sera de mettre en valeur les jeunes autour des thématiques de l'enfance, de l'égalité homme-femme, et de la citoyenneté
- **Association Union Saintaise de patinage à Roulettes** : Projet sportif permettant la pratique du patinage à roulettes artistique,
- **Association Ensemble pour une régie de quartier solidaire** (Projet « Octobre rose ») : Organiser des actions ou "défis" dans le cadre d'octobre rose,
- **Association Ensemble pour une régie de quartier solidaire** (Projet « Animation et fonctionnement du conseil citoyen ») : Mobiliser les habitants sur des actions à développer sur le quartier prioritaire,
- **Association Coyote Minute** (Projet « Sur (la) Place ou à Emporter ») : Organiser un festival avec une programmation culturelle professionnelle diversifiée, ouverte et accessible à tous,
- **Association Les Petits Débrouillards** (projet « Les cités débrouillardes - La science en bas de chez toi à Saintes ») : Animer des "mini-stages scientifiques" gratuits dans les lieux publics.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire d'attribuer de subventions suivantes dans le cadre de l'appel à projets du Contrat de Ville 2021.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment (article 6, I, 4°) relatif à la « Politique de la ville dans la Communauté », et plus particulièrement aux programmes d'actions définis dans le contrat de ville,

Vu la délibération n°2021-31 du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2021, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2021,

Considérant la signature du Contrat de Ville de Saintes le 30 septembre 2015 et du protocole d'engagements renforcés et réciproques 2019-2022 du Contrat de Ville et les priorités retenues dans ces derniers,

Considérant l'appel à projet du 2 novembre 2020 émis conjointement par l'Etat et la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant l'avis du 24 mars 2021 donné par le Comité de Pilotage du Contrat de Ville,

Considérant les crédits inscrits au Budget Principal 2021,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les attributions de subventions suivantes pour un montant total de 20 180 euros :

Association Kuzioz	500 euros
Association l'Arche en sel	2 500 euros
Ville de Saintes - Conservatoire	2 000 euros
Association le Collectif L'G.A	1 500 euros
Association Union Saintaise de patinage à Roulettes	1 180 euros
Association Ensemble pour une régie de quartier solidaire	4 500 euros

Association Coyote Minute
Association Les Petits Débrouillards

6 000 euros
2 000 euros

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 51 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Pierre DIETZ au nom de Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Abstention
- 1 Ne prend pas part au vote (Mme Véronique ABELIN-DRAPRON)

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur Alexandre GRENOT indique que les membres vont recevoir par mail le visuel de la première descente de la Charente, intitulée « Escapade sur le fleuve Charente ». Le projet avance, il s'agit d'un bel événement gratuit, convivial et intergénérationnel qui aura lieu le 4 juillet. Le pari a été fait de monter cet événement rapidement, dans un contexte compliqué.

Monsieur Jean-Luc FOURRÉ souhaite revenir sur le sujet de Saintronic, et féliciter la nouvelle gouvernance. Celle-ci a réussi en peu de temps à trouver un industriel qui va s'installer sur Saintes. Il admire cette dynamique, et espère qu'elle va se poursuivre. Il rejoint par ailleurs les propos tenus par Michel ROUX en début de séance. Monsieur MARTINEAU fait partie des 250 plus grandes fortunes de France. Lorsqu'une entreprise licencie des personnes, la loi doit être appliquée, et il espère que cela sera le cas.

Monsieur le Président le remercie pour ces propos. Le souhait est qu'un réseau d'entreprises locales se développe à Saintes. La stratégie foncière va le permettre, et il croit beaucoup en cette renaissance industrielle.

Monsieur Pierre MAUDOUX observe qu'un accord-cadre a été passé concernant des bacs. L'accord serait passé de 40 000 euros HT à 195 000, et il souhaite connaître les raisons de ce flottement au niveau des tarifs. En 2020, 29 000 euros ont été dépensés pour des bacs.

Monsieur le Président explique que dans le cadre d'un marché, un montant minimum et un montant maximum sont fixés. Les achats s'effectuent ensuite en fonction des besoins.

Monsieur Jérôme GARDELLE précise qu'il est question du marché de fourniture de bacs pour la collecte d'ordures ménagères. Pour le moment, 29 000 euros ont été mobilisés. Le marché sera toujours actif s'il est nécessaire de refaire une commande l'an prochain.

Monsieur Pierre MAUDOUX revient sur le sujet du PLU. La CDA est en charge de la compétence développement durable, dont l'un des objectifs est la valorisation et la préservation des milieux naturels. Le Programme Local de l'Habitat est également une compétence communautaire, et les objectifs en matière de logements sociaux font partie intégrante des interrogations et décisions. Depuis le 1^{er} janvier 2020, l'urbanisme est aussi pris en charge par la CDA.

Un bois situé à Saintes va être partiellement détruit, n'étant plus classé, et il se demande si la construction au niveau de ce bois n'est pas contraire aux objectifs de la CDA.

Monsieur le Président indique qu'il s'agit d'une affaire saintaise. Une réunion aura lieu le vendredi suivant afin d'en débattre, et il ne semble pas opportun de mettre le sujet sur la table dans le cadre de ce Conseil.

Monsieur Pierre MAUDOUX sera présent, mais considère que l'affaire ne concerne pas uniquement Saintes, et implique la Communauté d'Agglomération.

Monsieur le Président ne souhaite pas engager le débat, qui aura lieu lors de la réunion.

En l'absence d'autres questions diverses, Monsieur le Président clôt la séance à 21h57.

Le Secrétaire,